

---

# ***Porter à connaissance (PAC) de l'État***

**lié à la procédure  
d'élaboration du plan local  
d'urbanisme (PLU)  
de la commune de  
ARBOYS-EN-BUGEY**

---

<i>Prescription de la procédure d'élaboration du PLU par délibération du conseil municipal en date du 14 avril 2016</i>
---

<i>PAC réalisé en 2017</i>
----------------------------



## Sommaire

1 -Présentation du porter à connaissance.....	6
1.1 -Principe.....	7
1.2 -Présentation du PAC.....	8
2 -Cadre juridique du plan local d'urbanisme.....	9
2.1 -Chronologie des principales références législatives et réglementaires.....	10
2.2 -Les principes généraux d'aménagement et d'urbanisme.....	12
2.3 -Les 7 principes fondamentaux communs aux documents d'urbanisme.....	12
2.4 -La relation du PLU avec des documents de rang supérieur.....	12
2.4.1 -En présence d'un SCoT intégrateur « Alurisé ».....	12
2.5 -Présentation du plan local d'urbanisme.....	14
2.5.1 -Périmètre du PLU.....	14
2.5.2 -Contenu du PLU.....	14
2.5.3 -Consultations particulières.....	14
2.5.3.1 -Contrôle de la régression des espaces naturels, agricoles et forestiers par la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.....	14
2.5.3.2 -Contrôle de la réduction des espaces agricoles ou forestiers par la chambre d'agriculture, le centre national de la propriété forestière et l'institut national de l'origine et de la qualité.....	17
2.5.4 -Caractère exécutoire.....	17
2.5.4.1 -Immédiat pour un plan local d'urbanisme situé dans un schéma de cohérence territoriale approuvé.....	17
2.5.5 -Analyse des résultats du PLU.....	17
2.5.5.1 -Tous les 9 ans pour les PLU.....	17
2.5.6 -Développement d'un géoportail national de l'urbanisme (GPU).....	18
2.5.6.1 -Le calendrier pour les documents d'urbanisme.....	18
2.5.6.2 -Le résumé du calendrier de la numérisation des documents.....	19
2.5.6.3 -Le calendrier pour les servitudes d'utilité publique.....	19
2.5.7 -Pour vous aider.....	20
3 -Politiques publiques à prendre en compte.....	21
3.1 -Les enjeux de la mobilité, vecteur du développement de l'urbanisation.....	22
3.1.1 -Points de repère.....	22
3.1.2 -Présentation cartographique du territoire.....	24
3.1.3 -Autorités organisatrices de transport collectif et/ou de mobilité sur le territoire.....	25
3.1.3.1 -Conseil départemental.....	25
3.1.4 -Orientations générales en matière de mobilité.....	25
3.1.4.1 -Par le SCoT.....	25
3.1.4.2 -Par le PLU.....	25
3.1.5 -Obligations en matière de stationnement.....	25
3.1.5.1 -Inventaire des capacités de stationnement et des possibilités de mutualisation dans le rapport de présentation.....	25
3.1.5.2 -Obligation minimale de places de stationnement pour les vélos en complément des places prévues pour les véhicules motorisés.....	25
3.1.5.3 -Lors de la mise à disposition de véhicules électriques ou de véhicules propres : réduction de 15 % de l'obligation de réalisation d'aires de stationnement.....	26
3.1.5.4 -Réglementation du stationnement dans les zones desservies par les transports collectifs.....	26
3.1.6 -Favoriser les modes doux.....	26
3.1.7 -Favoriser les transports publics.....	26

3.1.7.1 -Le SCoT peut déterminer des secteurs où les conditions d'ouverture à l'urbanisation ou du développement de l'urbanisation seront liées à la desserte par les transports collectifs.....	26
3.1.7.2 -Le PLU peut prévoir des infrastructures réservées au transport public.....	26
3.1.8 -Pour vous aider.....	27
3.1.9 -Réseau routier.....	27
3.1.9.1 -Trafic routier – Accidentologie.....	27
3.1.9.2 -Hiérarchisation des voies urbaines et modulation des vitesses.....	27
3.1.10 -Accessibilité des personnes à mobilité réduite.....	27
3.1.11 -Les projets de l'État.....	29
3.1.11.1 -Informations diverses.....	29
3.2 -Maîtriser l'étalement urbain et préserver les espaces naturels, agricoles et forestiers.....	30
3.2.1 -Points de repère.....	30
3.2.2 -Plan régional de l'agriculture durable – PRAD.....	30
3.2.3 -Observatoire national de la consommation des espaces agricoles – ONCEA.....	31
3.2.4 -Évolution de l'urbanisation.....	31
3.2.5 -Analyse de la consommation d'espaces.....	31
3.2.6 -Modération de la consommation d'espaces.....	32
3.2.6.1 -Objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espaces.....	32
3.2.6.2 -Les objectifs de densité.....	32
3.2.6.3 -Cas particulier des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées.....	32
3.2.6.4 -Outils pour surdensifier certaines zones du PLU.....	32
3.2.7 -Consultations particulières.....	35
3.3 -Cohésion sociale.....	36
3.3.1 -Points de repère.....	36
3.3.2 -Approche statistique – statistique habitat.....	37
3.3.3 -Le zonage A/B/C caractérisant la tension du marché du logement.....	38
3.3.4 -L'établissement public foncier local de l'Ain (EPFL de l'Ain).....	39
3.3.5 -Le plan départemental de l'habitat (PDH).....	39
3.3.6 -Parc de logements sociaux.....	40
3.3.6.1 -Orientations du SCoT en logements sociaux.....	40
3.3.6.2 -Outils de mixité sociale en zone urbaine ou à urbaniser.....	41
3.3.6.3 -Voir aussi les outils de la sur-densification, en faveur du logement social, § 3.2.6.4.....	41
3.3.7 -Compétence "aide à la pierre".....	41
3.3.8 -Lutte contre l'insalubrité – le plomb .....	41
3.4 -Préserver et valoriser l'environnement.....	42
3.4.1 -Points de repère.....	42
3.4.2 -Prise en compte de l'environnement.....	42
3.4.2.1 -Évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement.....	42
3.4.2.2 -Évaluation environnementale.....	43
3.4.2.3 -Compétences du département de l'Ain.....	45
3.4.3 -Ressource naturelle et qualité des milieux.....	46
3.4.3.1 -Le principe de base : le triptyque "Éviter, Réduire, Compenser".....	46
3.4.3.2 -Le SDAGE Rhône-Méditerranée.....	48
3.4.3.3 -Contrats de milieux – Contrats de rivières.....	49
3.4.3.4 -Zones humides.....	50
3.4.3.5 -Inventaire régional des tourbières.....	52
3.4.3.6 -Équipements communaux : eaux pluviales et assainissement.....	53
3.4.3.7 -Équipements communaux : eau potable.....	56
3.4.4 -Biodiversité.....	57
3.4.4.1 -Protection de biotope.....	58
3.4.4.2 -Réseau NATURA 2000.....	59
3.4.4.3 -Protection des sites et milieux sensibles (ZNIEFF).....	59
3.4.4.4 -Trames verte et bleue et continuités écologiques.....	60

3.5 -Prendre en compte les risques et limiter les nuisances.....	65
3.5.1 -Identifier et limiter les nuisances.....	65
3.5.1.1 -La gestion des déchets.....	65
3.5.1.2 -Les nuisances liées aux activités agricoles.....	66
3.5.1.3 -Ouvrages d'assainissement – Eaux usées.....	69
3.5.1.4 -Zones d'activités.....	69
3.5.2 -Prendre en compte les risques.....	69
3.5.2.1 -Prise en compte des risques naturels.....	70
3.5.2.2 -Prise en compte des risques technologiques.....	72
3.6 -Dynamiser durablement le territoire dans le respect de son identité.....	74
3.6.1 -Économie.....	74
3.6.1.1 -L'économie soutenable.....	74
3.6.1.2 -Le développement commercial.....	75
3.6.1.3 -L'agriculture.....	77
3.6.1.4 -La préservation des espaces agricoles.....	78
3.6.1.5 -Gestion durable des forêts : amélioration de la production et de la valorisation économique du bois.....	79
3.6.1.6 -Produits bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine.....	79
3.6.1.7 -L'aménagement numérique des territoires.....	82
3.6.1.8 -Activité touristique.....	83
3.6.2 -Santé.....	83
3.6.2.1 -Équilibre entre protection de la santé, développement économique et protection du patrimoine.....	83
3.6.3 -Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et bâti.....	84
3.6.3.1 -La préservation de la montagne.....	84
3.6.3.2 -La prise en compte du paysage au sens le plus large.....	86
3.6.3.3 -La protection du patrimoine.....	89
3.6.3.4 -Assurer l'intégration paysagère des projets.....	91
3.7 -Climat et énergie.....	92
3.7.1 -Les objectifs de lutte contre l'effet de serre.....	94
3.7.2 -Les objectifs de développement des énergies renouvelables.....	94
3.7.3 -Les objectifs de réduction de la pollution atmosphérique.....	95
3.7.3.1 -Données relatives aux émissions polluantes.....	95
3.7.4 -Mise en œuvre de la politique de transition énergétique.....	95
3.7.4.1 -Schéma régional du climat de l'air et de l'énergie (SRCAE).....	95
3.7.4.2 -Le schéma éolien du département de l'Ain.....	98
3.7.4.3 -Plan climat-air-énergie territorial (PCAET).....	98
3.7.5 -La performance énergétique des bâtiments.....	99
3.7.5.1 -La RT 2012 pour les constructions neuves.....	99
3.7.5.2 -La rénovation du parc existant.....	99
3.7.5.3 -Urbanisme.....	99
4 -Les servitudes d'utilité publique (SUP).....	101
4.1 -Servitude AS1 résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales.....	102
5 -Les pièces annexes du P.A.C.....	103
5.1 -Les annexes relevant des servitudes d'utilité publique.....	104
5.1.1 -Servitude AS1 résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales.....	104
5.2 -Les annexes relevant de l'information.....	105

# **1 - Présentation du porter à connaissance**

## 1.1 - Principe

---

Le présent document contient les dispositions particulières applicables au territoire concerné que le représentant de l'État doit porter à la connaissance de la commune aux termes :

- de l'article L. 132-1 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015  
*"Dans les conditions précisées par le présent titre, l'État veille au respect des principes définis à l'article L. 101-2 et à la prise en compte des projets d'intérêt général ainsi que des opérations d'intérêt national."*
- de l'article L. 132-2 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015  
*"L'autorité administrative compétente de l'État porte à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents :  
1° Le cadre législatif et réglementaire à respecter ;  
2° Les projets des collectivités territoriales et de l'État en cours d'élaboration ou existants.  
L'autorité administrative compétente de l'État leur transmet à titre d'information l'ensemble des études techniques dont elle dispose et qui sont nécessaires à l'exercice de leur compétence en matière d'urbanisme.  
Tout retard ou omission dans la transmission de ces informations est sans effet sur les procédures engagées par les communes ou leurs groupements."*
- de l'article L. 132-3 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015  
*"Les informations portées à connaissance sont tenues à la disposition du public par les communes ou leurs groupements compétents. En outre, tout ou partie de ces pièces peut être annexé au dossier d'enquête publique."*
- de l'article R. 132-1 du code de l'urbanisme, créé par le décret du 28 décembre 2015  
*"Pour l'application de l'article L. 132-2, le préfet de département porte à la connaissance de la commune, de l'établissement public de coopération intercommunale ou du syndicat mixte qui a décidé d'élaborer ou de réviser un schéma de cohérence territoriale, un plan local d'urbanisme ou une carte communale :  
1° Les dispositions législatives et réglementaires applicables au territoire concerné et notamment les directives territoriales d'aménagement et de développement durables, les dispositions relatives au littoral et aux zones de montagne des chapitres I<sup>er</sup> et II du titre II du présent livre, les servitudes d'utilité publique, le schéma régional de cohérence écologique, le plan régional de l'agriculture durable et le plan pluriannuel régional de développement forestier ;  
2° Les projets des collectivités territoriales et de l'État et notamment les projets d'intérêt général et les opérations d'intérêt national ;  
3° Les études techniques nécessaires à l'exercice par les collectivités territoriales de leur compétence en matière d'urbanisme dont dispose l'État, notamment les études en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement."*
- les servitudes d'utilité publiques affectant l'utilisation du sol.

Au cours de l'élaboration du document d'urbanisme, le préfet communique au maire tout élément nouveau.

## 1.2 - Présentation du PAC

---

Le présent document constitue la synthèse de la connaissance territoriale recueillie par l'État pour l'élaboration du plan local d'urbanisme.

Pour chacun des 7 enjeux territoriaux présenté ci-après, sont développés :

- la consistance générale de cet enjeu,
- les principales lois l'encadrant, les textes réglementaires issus des lois et leur codification,
- la traduction de cet enjeu à l'échelle territoriale ([en bleu](#)).

Le présent document fournit également :

- les références aux documents d'urbanisme de rang supérieur,
- le cas échéant, les projets d'intérêt général (PIG) et les opérations d'intérêt national (OIN),
- les servitudes d'utilité publique recensées sur le territoire,
- la représentation graphique des servitudes disponibles et des informations importantes,
- les documents annexes disponibles encadrant les enjeux,
- le renvoi aux sites internet pertinents pour chaque enjeu,
- la référence aux guides nationaux ou locaux disponibles.

**Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la direction départementale des territoires de l'Ain ne produit plus le plan répertoriant les servitudes d'utilité publique.**

*Site internet du ministère en charge de l'aménagement et de l'urbanisme :*

[http://www.logement.gouv.fr/publication/modernisation-du-contenu-du-plan-local-d-urbanisme\\_5993](http://www.logement.gouv.fr/publication/modernisation-du-contenu-du-plan-local-d-urbanisme_5993)



## **2 - Cadre juridique du plan local d'urbanisme**

## 2.1 - Chronologie des principales références législatives et réglementaires

---

### **À partir de 1985 : des lois novatrices apparaissent en matière d'environnement, ville, paysage et cohésion sociale**

- La loi sur la protection et le développement de la montagne du 9 janvier 1985 ;
- La loi d'orientation pour la ville du 13 juillet 1991 ;
- La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 ;
- La loi sur l'élimination des déchets du 13 juillet 1992 ;
- La loi sur le bruit du 31 décembre 1992 ;
- La loi relative à la protection et à la mise en valeur des paysages du 8 janvier 1993 ;
- La loi de renforcement de la protection de l'environnement du 2 février 1995 ;
- La loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998 ;
- La loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999 ;
- La loi relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage du 5 juillet 2000.

### **À partir de 2000 : les lois SRU et suivantes assurent la cohérence entre les politiques publiques sectorielles, dans une perspective de développement durable**

- La loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) du 13 décembre 2000 ;
- La loi relative à l'archéologie préventive du 17 janvier 2001 ;
- La loi relative à l'urbanisme et l'habitat du 2 juillet 2003 ;
- La loi pour la confiance dans l'économie numérique du 21 juin 2004 ;
- La loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées du 11 février 2005 ;
- La loi relative à l'engagement national pour le logement (ENL) du 13 juillet 2006 ;
- La loi instituant le droit au logement opposable (DALO) et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, du 5 mars 2007 ;
- La loi relative à l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés (APCIPP) du 17 février 2009 ;
- La loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion (loi Boutin) du 25 mars 2009 ;
- La loi relative à la lutte contre la fracture numérique du 17 décembre 2009 ;

### **À partir de 2009 : les lois GRENELLE et suivantes replacent les principes du développement durable au cœur des débats**

- La loi de programmation relative à la mise en œuvre du grenelle de l'environnement (dite GRENELLE 1) du 3 août 2009 ;
- La loi portant engagement national pour l'environnement (dite ENE ou GRENELLE 2) du 12 juillet 2010 ;
- La loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (dite MAP) du 27 juillet 2010 ;
- La loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'union européenne du 5 janvier 2011 ;
- La loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit du 17 mai 2011 ;
- L'ordonnance du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures des documents d'urbanisme et son décret d'application du 14 février 2013 ;
- La loi relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social du 18 janvier 2013 ;
- L'ordonnance n°2013-888 du 3 octobre 2013 relative à la procédure intégrée pour le logement (dite la PIL) consécutive à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 2013 habilitant le gouvernement à adopter des mesures de nature législative pour accélérer les projets de construction ;
- L'ordonnance n°2013-889 du 3 octobre 2013 relative au développement de la construction de logements ;

- L'ordonnance n°2013-1184 du 19 décembre 2013 sur le géoportail de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (1) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite loi ALUR) ;
- La loi n°2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises ;
- La loi n°2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;
- L'ordonnance n°2014-811 du 17 juillet 2014 relative à la procédure intégrée pour l'immobilier d'entreprise ;
- L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;
- La loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (dite la LAAAF) ;
- L'ordonnance n°2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (dite loi SIVE) ;
- La loi n°2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 ;
- La loi n°2015-292 du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes ;
- La loi n°2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap (1) ;
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (dite loi Macron) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTR) ;
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (1) ;
- L'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre I<sup>er</sup> du code de l'urbanisme (ratifiée par la loi du 8 août 2016 – art. 156) ;
- Le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre I<sup>er</sup> du code de l'urbanisme et portant modernisation du contenu des PLU ;
- La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- L'ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;
- La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;
- La loi n°2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.

## 2.2 - Les principes généraux d'aménagement et d'urbanisme

---

Ces principes sont énoncés aux articles L. 101-1 et L. 101-2 du code de l'urbanisme.

## 2.3 - Les 7 principes fondamentaux communs aux documents d'urbanisme

---

Ces principes sont énoncés dans l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme.

## 2.4 - La relation du PLU avec des documents de rang supérieur

---

### 2.4.1 - En présence d'un SCoT intégrateur « Alurisé »

Votre collectivité est située dans le périmètre du schéma de cohérence territoriale Bugey dont l'élaboration a été prescrite le 11 février 2014. L'approbation de ce dernier est prévue pour le 1<sup>er</sup> semestre 2017. Ce PAC a anticipé l'approbation du SCoT Bugey.

Les rapports directs de compatibilité et de prise en compte du PLU avec les documents de rang supérieur se limitent au SCoT, dès lors qu'il est élaboré sous la forme requise par la loi ALUR (SCoT intégrateur).

Les PLU doivent aussi respecter les articles L. 131-4 à L. 131-6 du code de l'urbanisme.

*Article L. 131-4 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

*“Les plans locaux d'urbanisme ... sont compatibles avec :*

- 1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 ;*
- 2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;*
- 3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports ;*
- 4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ;*
- 5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports conformément à l'article L. 112-4.”*

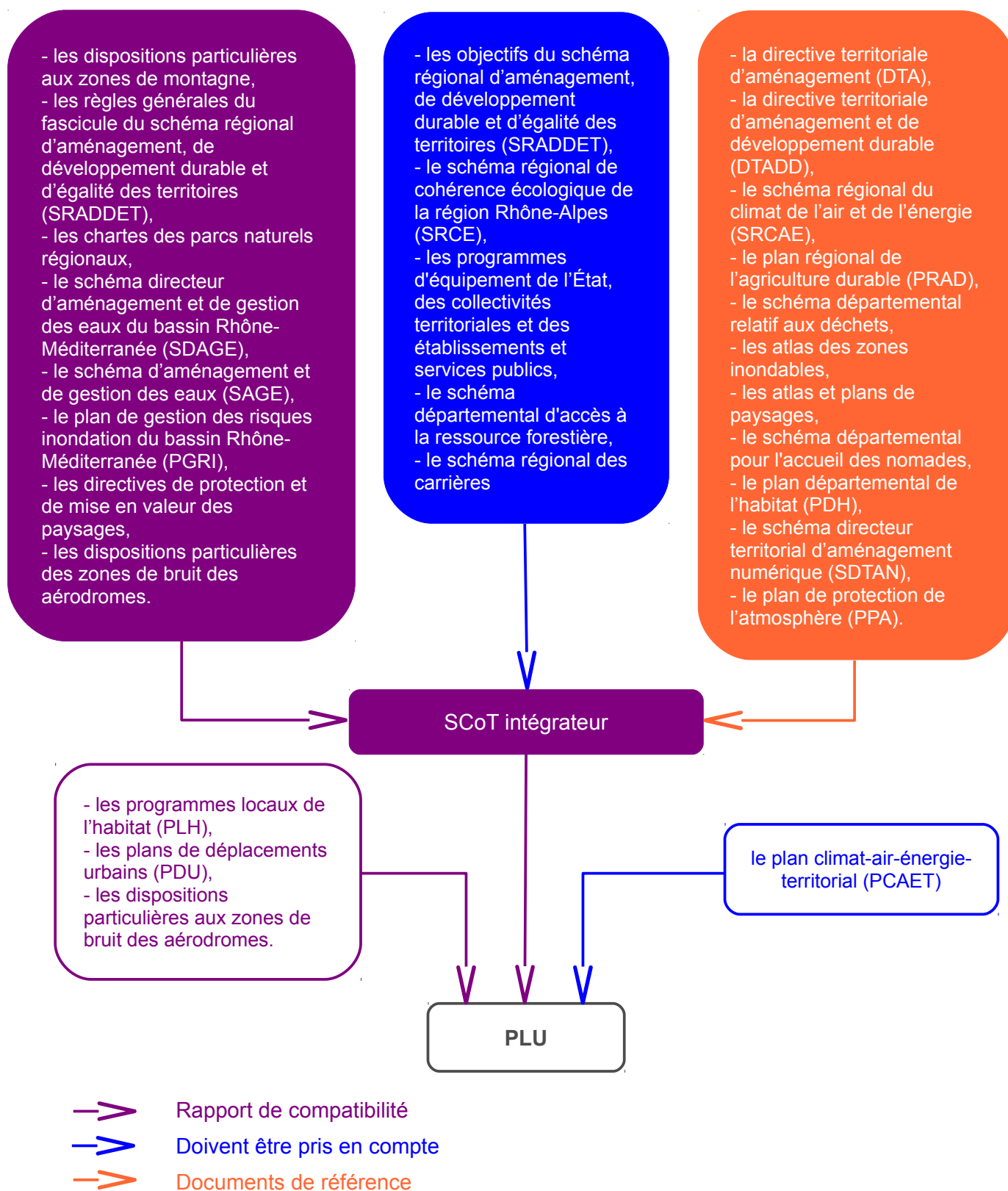
*Article L. 131-5 du code de l'urbanisme, modifié par la loi n°2016-1888 du 28 décembre 2016 - art. 72*

*“Les plans locaux d'urbanisme ... prennent en compte le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L. 229-26 du code de l'environnement et les schémas départementaux d'accès à la ressource forestière.”*

*Article L. 131-6 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

*“Lorsque le plan local d'urbanisme, ... a été approuvé avant l'un des documents énumérés aux 1° à 4° de l'article L. 131-4, il est, si nécessaire, rendu compatible avec ce document :*

- 1° Dans un délai d'un an s'il s'agit d'un schéma de cohérence territoriale ou de trois ans si la mise en compatibilité implique une révision du plan local d'urbanisme ... ;*
- 2° Dans un délai de trois ans s'il s'agit ... d'un plan de déplacements urbains ;*
- 3° Dans un délai de trois ans s'il s'agit d'un programme local de l'habitat, ramené à un an si ce programme prévoit, dans un secteur de la commune, la réalisation d'un ou plusieurs programmes de logements nécessitant une modification du plan. Le plan local d'urbanisme n'est pas illégal du seul fait qu'il autorise la construction de plus de logements que les obligations minimales du programme local de l'habitat n'en prévoient.”*



En application de l'article L.153-16 du code de l'urbanisme, le projet de PLU arrêté devra être soumis pour avis aux personnes publiques associées à son élaboration, notamment au président du syndicat mixte en charge du SCoT.

## 2.5 - Présentation du plan local d'urbanisme

---

Le plan local d'urbanisme est un véritable projet d'aménagement.

Les règles qu'il édicte découlent du projet communal, dans le respect des principes énoncés aux articles L. 101-1 et L. 101-2 du code de l'urbanisme.

### Rappel sur le sursis à statuer

*Article L. 153-11 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

*“... À compter de la publication de la délibération prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme, l'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer, dans les conditions et délai prévus à l'article L. 424-1, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan.”*

### 2.5.1 - Périmètre du PLU

*Article L. 153-1 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

Le PLU couvre l'intégralité du territoire à l'exception des parties couvertes par un plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé.

### 2.5.2 - Contenu du PLU

L'entrée en vigueur de la partie réglementaire du livre I<sup>er</sup> du code de l'urbanisme, issue du décret du 28 décembre 2015 intervient comme prévu dans son article 12 VI :

- Pour les procédures d'élaboration et de révision générale de PLU prescrites après le 01/01/2016 le contenu du PLU est obligatoirement modernisé sous la forme des dispositions des articles R. 151-1 à R. 151-55 du code de l'urbanisme

*Voir les articles L. 151-1 à L. 151-48 du code de l'urbanisme.*

*Pour vous aider vous pouvez consulter la brochure et les fiches techniques disponibles à l'adresse suivante : <http://www.logement.gouv.fr/plan-local-d-urbanisme-intercommunal-plui-et-plan-local-d-urbanisme-plu>*

### 2.5.3 - Consultations particulières

#### **2.5.3.1 - Contrôle de la régression des espaces naturels, agricoles et forestiers par la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers**

*Article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, modifié par l'ordonnance du 23 septembre 2015 – art. 9*

*“... Elle émet, dans les conditions définies par le code de l'urbanisme, un avis sur l'opportunité, au regard de l'objectif de préservation des terres naturelles, agricoles ou forestières, de certaines procédures ou autorisations d'urbanisme. ...”*

### **En cas de délimitation de secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) en zone A ou N**

*Article L. 151-13 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

*“Le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :*

*1° Des constructions ;*

*2° Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;*

*3° Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.*

*Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.*

*Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.*

*Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.”*

*Article R. 151-26 du code de l'urbanisme, créé par le décret du 28 décembre 2015*

*“L'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévu à l'article L. 151-13 sur la délimitation des secteurs dans les zones naturelles, agricoles ou forestières est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans un délai de trois mois à compter de la saisine.”*

### **En cas de règlement permettant les extensions et/ou les annexes pour les bâtiments d'habitation existants situés en zone A ou N et hors STECAL**

*Article L. 151-12 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

*“Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières et en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.*

*Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.*

*Les dispositions du règlement prévues au présent article sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.”*

### **Nota**

*Article L. 151-11 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

Le changement de destination des bâtiments situés en zones agricoles ou naturelles hors STECAL, ne peut se faire qu'après désignation des-dits bâtiments dans le règlement du PLU/**PLUi** et dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

### **En cas de réduction de surfaces affectées à des productions bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine (AOC, AOP, IGP, label rouge, agriculture biologique)**

Article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, modifié par l'ordonnance du 23 septembre 2015 – art. 9

*“... Elle émet, dans les conditions définies par le code de l'urbanisme, un avis sur l'opportunité, au regard de l'objectif de préservation des terres naturelles, agricoles ou forestières, de certaines procédures ou autorisations d'urbanisme. ...*

*Lorsqu'un projet ou un document d'aménagement ou d'urbanisme a pour conséquence une réduction de surfaces affectées à des productions bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine, le directeur de l'Institut national de l'origine et de la qualité ou son représentant participe, avec voix délibérative, à la réunion de la commission au cours de laquelle ce projet ou ce document est examiné. ...”*

### **En cas de réduction substantielle des surfaces affectées à des productions bénéficiant d'une appellation d'origine protégée ou d'atteinte substantielle aux conditions de production de l'appellation**

Article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, modifié par l'ordonnance du 23 septembre 2015 – art. 9

*“... Elle émet, dans les conditions définies par le code de l'urbanisme, un avis sur l'opportunité, au regard de l'objectif de préservation des terres naturelles, agricoles ou forestières, de certaines procédures ou autorisations d'urbanisme. ...*

*“... Lorsqu'un projet d'élaboration, de modification ou de révision d'un plan local d'urbanisme, d'un document d'urbanisme en tenant lieu ou d'une carte communale a pour conséquence, dans des conditions définies par décret, une réduction substantielle des surfaces affectées à des productions bénéficiant d'une appellation d'origine protégée ou une atteinte substantielle aux conditions de production de l'appellation, l'autorité compétente de l'État saisit la commission du projet. Celui-ci ne peut être adopté qu'après avis conforme de cette commission. ...”*

### **À la demande de la commission**

Article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, modifié par l'ordonnance du 23 septembre 2015 – art. 9

*“... Elle émet, dans les conditions définies par le code de l'urbanisme, un avis sur l'opportunité, au regard de l'objectif de préservation des terres naturelles, agricoles ou forestières, de certaines procédures ou autorisations d'urbanisme. Elle peut demander à être consultée sur tout autre projet ou document d'aménagement ou d'urbanisme, à l'exception des projets de plans locaux d'urbanisme concernant des communes comprises dans le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé après la promulgation de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt. ...”*

Article L. 153-17 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015

*“Le projet de plan arrêté est également soumis à leur demande :*

*...*

*3° A la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.”*

Article R. 153-4 du code de l'urbanisme, créé par le décret du 28 décembre 2015

*“Les personnes consultées en application des articles L. 153-16 et L. 153-17 donnent un avis dans les limites de leurs compétences propres, au plus tard trois mois après transmission du projet de plan.*

*À défaut de réponse dans ce délai, ces avis sont réputés favorables.”*



## **Mission consultative**

Article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, modifié par l'ordonnance du 23 septembre 2015 – art. 9

*“... Cette commission peut être consultée sur toute question relative à la réduction des surfaces naturelles, forestières et à vocation ou à usage agricole et sur les moyens de contribuer à la limitation de la consommation des espaces naturels, forestiers et à vocation ou à usage agricole. Elle émet, dans les conditions définies par le code de l'urbanisme, un avis sur l'opportunité, au regard de l'objectif de préservation des terres naturelles, agricoles ou forestières, de certaines procédures ou autorisations d'urbanisme. ...”*

Cette commission a une mission consultative. Elle donne un avis, d'une manière générale, sur toute question relative à la régression des surfaces agricoles, naturelles et forestières et sur les moyens de contribuer à la limitation de la consommation de ces surfaces.

Elle est donc consultée, au regard de cet objectif, sur l'opportunité de certaines procédures ou autorisations d'urbanisme.

### **2.5.3.2 - Contrôle de la réduction des espaces agricoles ou forestiers par la chambre d'agriculture, le centre national de la propriété forestière et l'institut national de l'origine et de la qualité**

Article R. 153-6 du code de l'urbanisme, modifié par le décret du 25 novembre 2016 – article 1

*“Conformément à l'article L. 112-3 du code rural et de la pêche maritime, le plan local d'urbanisme ne peut être approuvé qu'après avis de la chambre d'agriculture, de l'Institut national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée et, le cas échéant, du Centre national de la propriété forestière lorsqu'il prévoit une réduction des espaces agricoles ou forestiers.*

*Ces avis sont rendus dans un délai de trois mois à compter de la saisine. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable.”*

Article L. 112-3 du code rural et de la pêche maritime, modifié par la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 – art. 129 (VD) et la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 – art. 25

*“Les schémas directeurs, les plans d'occupation des sols ou les documents d'urbanisme en tenant lieu et les documents relatifs au schéma départemental des carrières ou au schéma régional des carrières prévoyant une réduction des espaces agricoles ou forestiers ne peuvent être rendus publics ou approuvés qu'après avis de la chambre d'agriculture, de l'Institut national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée et, le cas échéant, du Centre national de la propriété forestière. Il en va de même en cas de révision ou de modification de ces documents. ...”*

## **2.5.4 - Caractère exécutoire**

### **2.5.4.1 - Immédiat pour un plan local d'urbanisme situé dans un schéma de cohérence territoriale approuvé**

Voir l'article L. 153-24 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015.

## **2.5.5 - Analyse des résultats du PLU**

### **2.5.5.1 - Tous les 9 ans pour les PLU**

Voir l'article L. 153-27 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015.

## 2.5.6 - Développement d'un géoportail national de l'urbanisme (GPU)

L'ordonnance n° 2013-1184 du 19 décembre 2013 vise l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique opposables aux projets d'aménagement et de construction, par la création d'un géoportail national de l'urbanisme.

*Article L. 133-1 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

*“Le portail national de l'urbanisme est, pour l'ensemble du territoire, le site national pour l'accès dématérialisé, à partir d'un point d'entrée unique, aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique, transmis à l'État selon les modalités définies aux articles L. 133-2 et L. 133-3.”*

*Article L. 133-2 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

*“Les communes ou leurs groupements compétents transmettent à l'État sous format électronique, au fur et à mesure des modifications de leurs dispositions, la version en vigueur des schémas de cohérence territoriale, des plans locaux d'urbanisme, des documents en tenant lieu et des cartes communales applicables sur leur territoire incluant les délibérations les ayant approuvés.”*

*Article L. 133-3 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

*“Tout gestionnaire d'une servitude d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et figurant sur une liste dressée par décret en Conseil d'État transmet à l'État, sous format électronique en vue de son insertion dans le portail national de l'urbanisme, la servitude dont il assure la gestion.*

*L'insertion de ces servitudes dans le portail national de l'urbanisme ne doit pas porter atteinte à la conduite de la politique extérieure de la France, à la sécurité publique ou à la défense nationale.*

*Ces dispositions ne font pas obstacle à ce que l'ensemble des servitudes demeurent transmises à l'État puis portées à la connaissance des communes et à leurs groupements dans le cadre de l'exercice de leurs compétences en matière d'urbanisme conformément aux dispositions de l'article L. 132-2.”*

*Article L. 133-4 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

*“La numérisation des documents d'urbanisme et des servitudes d'utilité publique en vue des transmissions prévues aux articles L. 132-2 et L. 133-3 s'effectue dans un format défini par décret en Conseil d'État.”*

*Article L. 133-5 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

*“Les transmissions des documents arrêtés ou approuvés prévues aux titres IV à VI peuvent être effectuées par échange électronique selon des modalités fixées par décret en Conseil d'État.”*

Ce géoportail pour l'accès aux documents d'urbanisme (schéma de cohérence territoriale, plan local d'urbanisme, plan local d'urbanisme intercommunal, carte communale) et aux servitudes d'utilité publique permettra aux citoyens et aux professionnels un accès rapide et exhaustif aux règles applicables localement, dans un format directement exploitable et téléchargeable.

Une plaquette destinée aux collectivités territoriales pour leur présenter les enjeux, opportunités et échéances de la numérisation au standard du conseil national de l'information géographique (CNIG) est disponible à l'adresse suivante :

[http://www.logement.gouv.fr/publication/pourquoi-dematerialiser-les-documents-d-urbanisme\\_4488](http://www.logement.gouv.fr/publication/pourquoi-dematerialiser-les-documents-d-urbanisme_4488)

### 2.5.6.1 - Le calendrier pour les documents d'urbanisme

**L'ordonnance du 19 décembre 2013 fixe pour les communes trois échéances dans la mise en œuvre du GPU :**

- Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la collectivité doit rendre son document d'urbanisme accessible en ligne soit sur le GPU, soit sur le site internet de la commune ou, si elle n'en dispose pas sur le site internet des services déconcentrés de l'État dans le département.

- Lors de toute **élaboration** d'un document d'urbanisme entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le 1<sup>er</sup> janvier 2020, la collectivité doit le numériser au standard du Conseil National de l'Information Géographique (CNIG) et le mettre en ligne obligatoirement sur le GPU. Il en va de même pour toutes les procédures d'évolution du document préalablement numérisé au format CNIG et publié sur le GPU.
- À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020, la collectivité doit publier son document d'urbanisme sur le GPU. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, l'obligation de publication dans un recueil administratif rendant le document d'urbanisme **exécutoire** sera remplacée par la publication électronique sur le portail de l'urbanisme (*article R. 153-22 du code de l'urbanisme*).

Il est essentiel que les contrats avec vos prestataires intègrent dès maintenant une partie dédiée à la numérisation au standard CNIG et à la publication sur le GPU.

Pour vous aider dans la rédaction de votre cahier des charges, un guide de recommandations pour la passation d'un marché de numérisation des documents d'urbanisme est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.logement.gouv.fr/la-numerisation-des-documents-d-urbanisme>

### 2.5.6.2 - Le résumé du calendrier de la numérisation des documents

	Document d'urbanisme	Format de numérisation	Publication
Depuis le 01/01/2016	En vigueur ainsi que ses procédures d'évolution sauf la révision générale	PDF	Site de la commune ou à défaut site de l'État
	Nouvelle approbation d'élaboration ou de révision générale puis ses procédures d'évolution le cas échéant	CNIG	GPU
À compter du 01/01/2020	Tous	CNIG	GPU

### 2.5.6.3 - Le calendrier pour les servitudes d'utilité publique

- Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015, les gestionnaires de servitudes d'utilité publique fournissent à l'État les servitudes d'utilité publique numérisées au standard CNIG.
- À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020, si une servitude d'utilité publique n'est pas annexée au document d'urbanisme par voie de mise à jour, elle restera opposable dès lors qu'elle aura été publiée sur le géoportail.

## 2.5.7 - Pour vous aider

Site internet du ministère en charge de l'aménagement et de l'urbanisme :  
<http://www.logement.gouv.fr/plan-local-d-urbanisme-intercommunal-plui-et-plan-local-d-urbanisme-plu>

Site internet dédié à la loi ALUR : <http://www.logement.gouv.fr/spip.php?page=accueil-sous-site&site=432>

Dans l'onglet "Ressources", vous trouverez :

- des fiches techniques, classées par thème, et destinées à un public expert, détaillant certaines mesures de la loi ALUR déjà entrées en vigueur,
- des documents, accessibles à un large public, ayant pour vocation de décrypter la loi ALUR,
- 3 infographies pour mieux comprendre la loi ALUR.

Le guide "un urbanisme et un aménagement renouvelés – Pour relancer la construction", publié par le ministère du logement et de l'égalité des territoires en juillet 2014 suite à la promulgation de la loi ALUR.



En téléchargement à l'adresse suivante : [http://www.logement.gouv.fr/publication/un-urbanisme-et-un-amenagement-renoves-pour-relancer-la-construction\\_3962](http://www.logement.gouv.fr/publication/un-urbanisme-et-un-amenagement-renoves-pour-relancer-la-construction_3962)

Site internet du club PLUi : <http://extranet.plui.territoires.gouv.fr>

login : plui

mot de passe : extr@plui

# 3 - Politiques publiques à prendre en compte

**L'exercice d'élaboration d'un PLU est une démarche globale qui doit permettre, dans le respect du principe de subsidiarité, d'articuler les potentialités d'un territoire avec les politiques publiques touchant à l'aménagement.**

Le champ des compétences liées à l'urbanisme que le PLU doit éclairer, orienter, évaluer pour encadrer les évolutions de l'urbanisation s'avère très vaste. Les politiques publiques sont parfois difficiles à faire concorder et ne sont pas toujours applicables de manière mécanique. Elles nécessitent une appropriation forte de la part des collectivités qui vont élaborer le projet.

**Ces domaines législatifs et réglementaires sont présentés dans les pages qui suivent sous la forme d'enjeux dont le manquement à un seul peut conduire à l'annulation juridique du PLU.**

Les 7 politiques publiques et leurs traductions		
1.	Déplacements	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les enjeux de la mobilité, vecteur du développement de l'urbanisation</li><li>• Maîtriser l'étalement urbain et préserver les espaces naturels, agricoles et forestiers</li><li>• Évolution équilibrée de la structure de la population</li><li>• Préserver et valoriser l'environnement</li><li>• Prendre en compte les risques et limiter les nuisances</li><li>• Dynamiser durablement le territoire dans le respect de son identité paysagère et culturelle</li><li>• La considération des questions énergétiques et de santé environnementale</li></ul>
2.	Gestion économe de l'espace	
3.	Cohésion sociale	
4.	Environnement	
5.	Risques et nuisances	
6.	Économie soutenable	
7.	Énergie, air, climat	

## 3.1 - Les enjeux de la mobilité, vecteur du développement de l'urbanisation

### 3.1.1 - Points de repère

#### Articuler le développement de l'urbanisation avec les nouveaux enjeux de la mobilité

*Article L.101-2 du code de l'urbanisme, modifié par la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 – art. 105*

*“Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :*

*1° L'équilibre entre :*

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;*
- e) Les besoins en matière de mobilité ;*

*2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;*

*3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;*

*4° La sécurité et la salubrité publiques ;*

*...”*

L'articulation d'une politique de déplacement avec le développement de l'urbanisation constitue un enjeu qui concerne les 3 dimensions du développement durable :

- environnementale (pollutions induites, nuisances ...),
- économique (coût des carburants nécessaire aux déplacements notamment individuels ...),
- sociale (qualité de vie, risques d'accidents de la route, risques d'exclusions).

**La notion de mobilité correspond à la capacité des personnes et des marchandises à se déplacer dans un espace.**

La dissociation entre lieux d'habitat et lieux d'activité a pour effet une augmentation des besoins de mobilité. L'usage de la voiture, qui est le mode de transport le plus utilisé, ne cesse de croître, avec pour corollaire des incidences néfastes pour l'environnement et l'équité sociale.

**Les transports motorisés**, notamment la circulation automobile, constituent la principale source de pollution atmosphérique. En outre, ils détériorent la qualité du cadre de vie (nuisances sonores et olfactives, dégradation des paysages, insécurité routière) et s'accompagnent d'une consommation grandissante de ressources énergétiques fossiles.

Pour les populations ne possédant pas de voiture, les choix de vie restent fortement contraints et l'insuffisance d'une offre de déplacements alternative à la voiture renforce les inégalités devant l'accès à la ville, à ses équipements, ses services ou commerces.

### **La diversité des modes de transport**

Plusieurs mesures ont été édictées en faveur des différents modes de transport, urbains et péri-urbains, notamment :

- la clarification des compétences des collectivités locales afin d'améliorer la planification et la gestion de tous les modes de transports
- l'encouragement à créer et entretenir les infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques et hybrides rechargeables, pour les collectivités locales, les habitations et les lieux de travail
- l'extension de la possibilité d'avoir recours à une procédure d'extrême urgence pour construire des infrastructures de transport collectif
- la compétence aux communautés de communes et d'agglomération pour organiser un service de mise à disposition de vélos en libre service et réaliser des stationnements sécurisés pour les vélos dans les nouveaux aménagements.

**Les déplacements domicile-travail** constituent une proportion importante du volume total des déplacements notamment aux heures de pointe où ils sont à l'origine de la plupart des saturations sur le réseau routier. Le phénomène de dissociation spatiale entre lieux d'emploi et d'habitat perdure et a tendance à s'amplifier. Il induit un accroissement considérable des déplacements domicile-travail. Leur diminution en nombre et en longueur et l'optimisation de l'accessibilité pour tous aux diverses fonctionnalités de la ville, notamment par les transports en commun, sont à rechercher.

**Privilégier le renouvellement de la ville sur elle-même** plutôt que l'extension de l'urbanisation facilite la desserte en transport en commun de tous les quartiers et limite les distances parcourues par les automobilistes. De même, l'implantation des activités ou des équipements le long des axes forts de transports en commun permet d'optimiser leur utilisation. Enfin, la maîtrise de la circulation automobile peut aussi être assurée par une répartition homogène des équipements publics (crèches, écoles, maisons de retraite, ...) fonction de la position des zones d'habitat et des dessertes par les réseaux de transports collectifs.

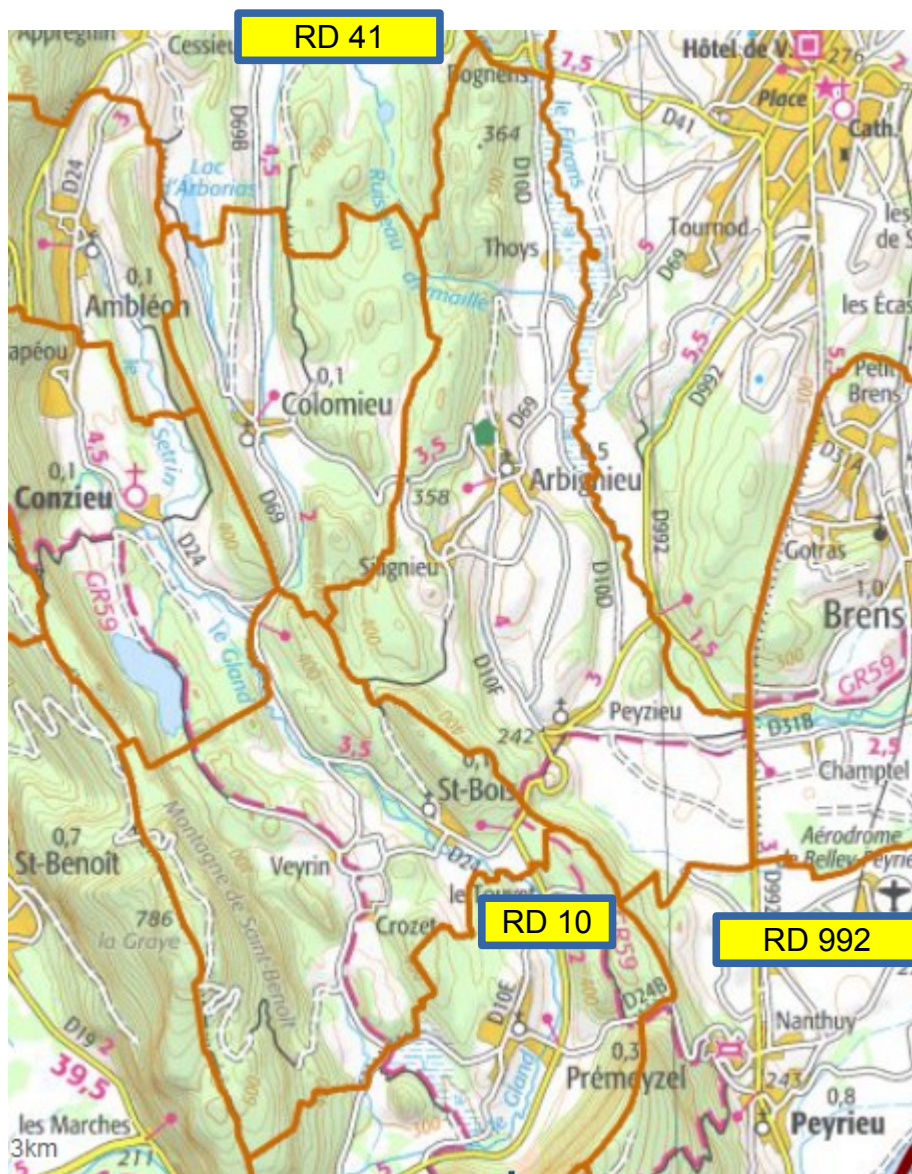
### **Développer la mobilité durable**

*Site internet du ministère en charge de l'aménagement et de l'urbanisme :*  
[http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/fiche\\_2.pdf](http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/fiche_2.pdf)



### 3.1.2 - Présentation cartographique du territoire

#### Principales infrastructures ferroviaires et routières





### **3.1.3 - Autorités organisatrices de transport collectif et/ou de mobilité sur le territoire**

#### **3.1.3.1 - Conseil départemental**

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (article 15) prévoit le transfert de l'organisation des services de transports routiers non urbains, réguliers et à la demande, des départements aux régions, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

En ce qui concerne les transports scolaires, ce transfert ne sera effectif qu'au 1<sup>er</sup> septembre 2017.

Le département a élaboré un schéma départemental de mobilité. De ce schéma de mobilité a découlé un schéma de transport qui a servi de base au renouvellement des contrats de son réseau de lignes régulières interurbaines.

Site internet du conseil départemental de l'Ain :

[http://www.ain.fr/jcms/cd\\_5882/carainfr-le-reseau-de-transport-departemental](http://www.ain.fr/jcms/cd_5882/carainfr-le-reseau-de-transport-departemental)

**En matière de transport scolaire**, le département exerce la compétence sur l'ensemble du territoire de votre commune, jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2017.

À ce titre, il assure gratuitement le transport scolaire pour les élèves du secondaire selon les règles suivantes :

- être domicilié à plus de 3 km de l'établissement scolaire
- fréquenter un établissement public ou privé sous contrat
- fréquenter son collège public de secteur ou son collège privé de rattachement.

Site internet dédié au transport scolaire dans le département de l'Ain : <https://transportscolaire01.ain.fr/>

### **3.1.4 - Orientations générales en matière de mobilité**

#### **3.1.4.1 - Par le SCoT**

Voir les articles L. 141-13 à L. 141-15 du code de l'urbanisme, créés par l'ordonnance du 23 septembre 2015.

#### **3.1.4.2 - Par le PLU**

Voir les articles L. 151-4 à L. 151-8 du code de l'urbanisme, créés par l'ordonnance du 23 septembre 2015.

### **3.1.5 - Obligations en matière de stationnement**

#### **3.1.5.1 - Inventaire des capacités de stationnement et des possibilités de mutualisation dans le rapport de présentation**

Voir l'article L. 151-4 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015.

#### **3.1.5.2 - Obligation minimale de places de stationnement pour les vélos en complément des places prévues pour les véhicules motorisés**

Voir l'article L. 151-30 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015.

### **3.1.5.3 - Lors de la mise à disposition de véhicules électriques ou de véhicules propres : réduction de 15 % de l'obligation de réalisation d'aires de stationnement**

Voir l'article L. 151-31 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015.

### **3.1.5.4 - Réglementation du stationnement dans les zones desservies par les transports collectifs**

Le SCoT peut déterminer des obligations minimales ou maximales de réalisation de places de stationnement pour véhicules motorisés et non motorisés en fonction de la desserte en transports publics réguliers.

Voir l'article L. 141-15 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015.

Le PLU peut limiter les places de stationnement dans les zones desservies par les transports collectifs

Voir les articles L. 151-32 et L. 151-36 du code de l'urbanisme, créés par l'ordonnance du 23 septembre 2015.

## **3.1.6 - Favoriser les modes doux**

Afin de mieux maîtriser le développement urbain et ses interconnexions :

Voir l'article L. 151-38 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015 et l'article L. 151-41 du code de l'urbanisme, modifié par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 – art. 156.

## **3.1.7 - Favoriser les transports publics**

### **3.1.7.1 - Le SCoT peut déterminer des secteurs où les conditions d'ouverture à l'urbanisation ou du développement de l'urbanisation seront liées à la desserte par les transports collectifs**

Article L. 141-14 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015.

### **3.1.7.2 - Le PLU peut prévoir des infrastructures réservées au transport public**

Article L. 151-38 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015.

“Le règlement peut préciser le tracé et les caractéristiques ... les voies et espaces réservés au transport public.”

Article L. 151-41 du code de l'urbanisme, modifié par la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 – art. 156.

“Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

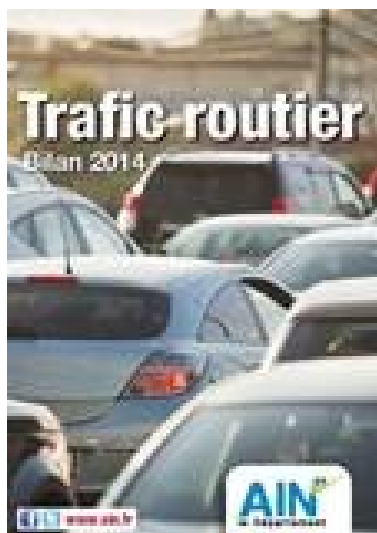
1° Des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics dont il précise la localisation et les caractéristiques ; ...”

### 3.1.8 - Pour vous aider

Site interne du Cerema : <http://www.certu-catalogue.fr/mobilite-et-deplacements/deplacements-et-planification.html?p=1>

### 3.1.9 - Réseau routier

#### 3.1.9.1 - Trafic routier – Accidentologie



Les données du trafic routier sur l'ensemble du réseau départemental sont consultables sous le lien suivant :

<http://fr.calameo.com/read/002286624bb55fc401afa>

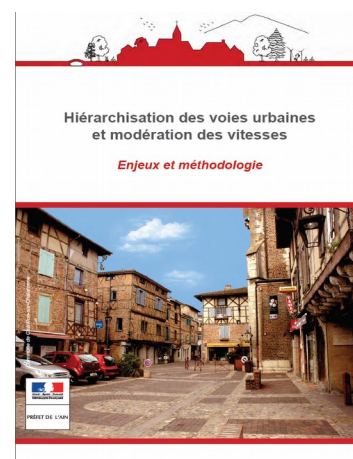
Vous trouverez en annexes relevant de l'information, les données détaillées relatives à la localisation et aux circonstances des accidents.

#### 3.1.9.2 - Hiérarchisation des voies urbaines et modération des vitesses

Les collectivités disposent désormais d'une gamme complète de solutions adaptées à la diversité des voies urbaines, depuis la section limitée à 70 km/h, où les déplacements motorisés gardent une certaine prépondérance, jusqu'à l'aire piétonne où ils sont exclus.

Vous pouvez consulter le document sur le site internet des services de l'État dans l'Ain :

<http://www.ain.gouv.fr/hierarchisation-des-voies-urbaines-a1807.html>



### 3.1.10 - Accessibilité des personnes à mobilité réduite

Site internet du ministère en charge de l'aménagement et de l'urbanisme : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Accessibilite-.html>

Site internet des services de l'État dans l'Ain : <http://www.ain.gouv.fr/accessibilite-r382.html>

La loi 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées prévoit la mise en accessibilité des transports, du bâti et des espaces publics de manière à rendre accessible l'ensemble d'un trajet effectué par une personne dont la mobilité est réduite (PMR).

Le législateur s'est donné 10 ans pour opérer une vraie révolution des mentalités et faire évoluer la société vers une accessibilité réussie de tout pour tous.

### **Des diagnostics d'accessibilité pour enrichir les diagnostics des PLU**

La loi du 11 février 2005 impose les diagnostics d'accessibilité suivants :

- Accessibilité de la voirie ;
- Accessibilité des transports collectifs ;
- Accessibilité des établissements recevant du public (ERP), existants.

Une approche globale de l'accessibilité suppose une cohérence d'ensemble et une approche territorialisée des actions à l'échelle d'un quartier, d'une commune, d'une communauté de communes, d'une agglomération voire à l'échelle d'un département ou d'une région.

La cohérence et l'approche territoriale relèvent notamment du domaine de la planification et de ses principaux outils, les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme.

Les diagnostics peuvent alimenter utilement les réflexions préalables au PADD du PLU. La traduction des enjeux d'accessibilité dans les documents d'urbanisme ainsi qu'une réflexion sur la conception urbaine, représentent des réponses importantes à la loi "Handicap" de 2005.

L'impossibilité de tenir l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2015 et la nécessité de poursuivre la démarche organisée de mise en accessibilité ont conduit le parlement à adopter la loi n°2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap a été ratifiée par la loi n°2015-988 du 5 août 2015.

Concernant la voirie et les espaces publics, cette loi rend obligatoire le plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics (PAVE) pour les communes de 1 000 habitants et plus.

**Votre commune n'est pas concernée par l'obligation d'établir un plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics.**

L'agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) est créé par cette ordonnance n°2014-1090. Il est obligatoire pour tous les propriétaires ou exploitants d'établissements recevant du public (ERP) qui ne respecteraient pas leurs obligations d'accessibilité au 31 décembre 2014.

Il apportera un cadre juridique sécurisé mais s'accompagnera d'un calendrier précis et d'un engagement financier.

Le dossier d'Ad'AP doit obligatoirement être déposé à la mairie dans les meilleurs délais (ou dans des cas particuliers auprès du Préfet).

L'ensemble de ces actions doit contribuer à l'amélioration de l'accessibilité pour tout individu et en tout point de territoire.

Le conseil général de l'Ain a adopté son schéma directeur d'accessibilité des transports collectifs (SDA) en mars 2009.

*Schéma directeur d'accessibilité des transports de l'Ain :*  
<http://www.ain.fr/upload/docs/application/pdf/2009-12/sda.pdf>

## L'accessibilité dans les espaces naturels

Les lieux concernés par la loi sont les établissements recevant du public (ERP), et les installations ouvertes au public (IOP). Les gestionnaires d'espaces protégés sont donc amenés à être particulièrement vigilants quant aux maisons de sites, maisons de la nature, centres d'interprétation, bureaux d'informations touristiques, mais aussi en ce qui concerne les sites avec clôture et horaires d'ouverture. Une circulaire de 2007 précise que les plages et les sentiers de randonnée ne sont pas considérés comme installation ouverte au public.

Guide pour l'accessibilité dans les espaces naturels : <http://ct85.espaces-naturels.fr/>

## Pour vous aider

Fiches du Certu/Cete  
Accessibilité et planification urbaine :

Guide Certu/Cete  
Le plan de mise en accessibilité de la voirie  
dans les communes :



En téléchargement sur le site :

<http://www.certu-catalogue.fr/ville-accessible-a-tous-accessibilite-aux-personnes-a-mobilite-reduite.html>

En téléchargement sur le site AMF :

[http://www.amf.asso.fr/document/?DOC\\_N\\_ID=9813](http://www.amf.asso.fr/document/?DOC_N_ID=9813)

## 3.1.11 - Les projets de l'État

### 3.1.11.1 - Informations diverses

Vous trouverez joint en annexes relevant de l'information, le courrier de l'Académie de Lyon.

## 3.2 - Maîtriser l'étalement urbain et préserver les espaces naturels, agricoles et forestiers

### 3.2.1 - Points de repère

Assurer une gestion économe de l'espace consiste à déterminer l'utilisation des sols en conciliant tous les enjeux qui se cristallisent sur un territoire : enjeux de développement, de protection de sites, de préservation d'écosystèmes, de pérennité d'activités ... L'espace consommé est celui qui est artificialisé pour être aménagé.

Le territoire est un espace fini, la consommation d'espace ne peut pas continuer sa croissance actuelle. Dès lors se pose la question du partage judicieux de l'espace entre les différents types d'activité (agriculture, activité économique, urbanisation résidentielle ...). Pour le commerce en particulier le respect du schéma départemental d'équipement commercial est nécessaire.

Un aménagement soutenable n'utilise pas l'espace sans avoir démontré l'intérêt de cette consommation.

Le PLU doit respecter le principe général d'économie d'espace inscrit dans le code de l'urbanisme.

*Voir l'article L. 101-1 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015 et l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme, modifié par la loi du 7 juillet 2016 – art. 105.*

Deux pistes sont à privilégier :

- optimiser l'utilisation de l'espace déjà urbanisé en mobilisant les potentiels au sein du tissu urbain par une politique de reconquête des espaces vierges, des friches ou du bâti vétuste,
- améliorer l'efficacité foncière des extensions urbaines : il s'agit de veiller à la mise en œuvre d'opérations denses pour ne pas gaspiller le sol, et de qualité pour garantir leur durabilité et leur attractivité.

*Site internet du ministère en charge de l'aménagement et de l'urbanisme : [http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/fiche\\_4.pdf](http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/fiche_4.pdf)*

### 3.2.2 - Plan régional de l'agriculture durable – PRAD

*Article L. 111-2-1 du code rural et de la pêche maritime*

Le plan régional de l'agriculture durable fixe les grandes orientations de la politique agricole, agroalimentaire et agro-industrielle de l'État dans la région en tenant compte des spécificités des territoires ainsi que de l'ensemble des enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

Le plan précise les actions qui feront l'objet prioritairement des interventions de l'État, notamment pour l'agriculture de montagne le cas échéant.

Le PRAD Rhône-Alpes a été approuvé par arrêté du préfet de région le 24 février 2012.

*Site internet de la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes : <http://draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/PRAD-Rhone-Alpes>*

L'objectif 3 du plan est dédié à la préservation du foncier agricole par la promotion d'une gestion économe et intercommunale du foncier et la réduction de l'artificialisation des terres agricoles.

La stratégie foncière régionale affiche les objectifs suivants :

- réduire de 50 % le rythme d'artificialisation des sols durant l'actuelle décennie
- appliquer la séquence "éviter-réduire-compenser" à la gestion des ressources foncières
- mettre en place des outils d'observation
- mettre en œuvre des partenariats avec les collectivités.

L'État s'appuie désormais sur cette stratégie pour formuler ses avis.

### 3.2.3 - Observatoire national de la consommation des espaces agricoles – ONCEA

*Article L. 112-1 du code rural et de la pêche maritime*

L'observatoire national de la consommation des espaces agricoles élabore des outils pertinents pour mesurer le changement de destination des espaces agricoles et homologue des indicateurs d'évolution.

*Site internet du ministère en charge de l'agriculture :*

<http://agriculture.gouv.fr/paysage-la-preservation-du-foncier-agricole>

Un rapport établi par l'ONCEA en mai 2014 présente les enjeux relatifs à la préservation des espaces agricoles, définit les principaux concepts et notions employés, et fournit des estimations chiffrées de la consommation nationale d'espaces, à partir de données et de méthodes disponibles au niveau national.

*En téléchargement à l'adresse suivante :* <http://agriculture.gouv.fr/ministere/panorama-de-la-quantification-de-levolution-nationale-des-surfaces-agricoles>

### 3.2.4 - Évolution de l'urbanisation

La direction régionale, de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes a réalisé un film représentant une carte du territoire de votre commune sur laquelle les parcelles se colorisent au fur et à mesure qu'une construction intervient entre 1900 et 2012.

*Vous pouvez télécharger la vidéo à l'adresse suivante :*

<http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/videos-foncier-evolution-de-l-urbanisation-des-a3952.html>

Par ailleurs, la direction départementale des territoires (DDT) de l'Ain a analysé l'évolution de la surface urbanisée de votre commune entre 2003 et 2015.

[Vous trouverez cette analyse en annexe relevant de l'information.](#)

*Vous pouvez visualiser la carte liée à l'évolution de l'urbanisation à l'adresse suivante :*

[http://carto.geo-ide.application.developpement-durable.gouv.fr/100/tache\\_urbaine\\_ain.map](http://carto.geo-ide.application.developpement-durable.gouv.fr/100/tache_urbaine_ain.map)

### 3.2.5 - Analyse de la consommation d'espaces

*Voir les articles L. 151-4 et L. 151-5 du code de l'urbanisme, créés par l'ordonnance du 23 septembre 2015.*

Le rapport de présentation du PLU exposera une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des 10 dernières années précédant l'approbation du PLU. Il justifiera les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables.

Avant d'envisager une extension au-delà du bâti existant, le PLU devra porter une réflexion sur les possibilités de mutation des espaces bâtis en particulier sur les friches d'activités commerciales, industrielles et urbaines.

Plus les friches seront requalifiées pour accueillir de nouvelles activités économiques, de l'habitat ou des équipements publics, moins il sera nécessaire de soustraire des terres agricoles ou des espaces naturels pour assurer le développement urbain.

De plus, le rapport de présentation devra analyser les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales.



### **3.2.6 - Modération de la consommation d'espaces**

#### **3.2.6.1 - Objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espaces**

*Voir l'article L. 151-5 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015.*

#### **3.2.6.2 - Les objectifs de densité**

##### **Le SCoT peut déterminer des objectifs en matière de densité des constructions dans les secteurs desservis par les transports collectifs**

Dans des secteurs délimités en prenant en compte leur desserte par les transports collectifs, l'existence d'équipements collectifs et des protections environnementales ou agricoles, le DOO du SCoT peut fixer des normes établissant une densité minimale (*article L. 141-8 du code de l'urbanisme créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015*).

##### **Le PLU peut imposer une densité minimale des constructions dans les secteurs desservis par les transports collectifs**

*Voir l'article L. 151-26 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015.*

#### **3.2.6.3 - Cas particulier des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées**

*Voir l'article L. 151-13 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015.*

Dans les zones naturelles, agricoles ou forestières, le règlement peut délimiter, à titre exceptionnel, des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels des constructions peuvent être autorisées à la condition qu'elles ne portent atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages. Le règlement précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

#### **3.2.6.4 - Outils pour surdensifier certaines zones du PLU**

##### **Logements de droit commun**

*Voir l'article L. 151-28 1° du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015 et l'article L. 151-29 du code de l'urbanisme, modifié par la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 – art. 105*

Une surdensité volumique est possible pour tous les bâtiments d'habitation, par secteurs, sauf dans les zones des plans d'exposition au bruit :

- mesure apparaissant dans le règlement du PLU,
- en zone U seulement,
- pour le neuf et l'ancien (agrandissement ou construction de bâtiments à usage d'habitation),
- possibilité de dépassement des règles de gabarit, de hauteur et d'emprise au sol de 20% maximum pour chacune des règles,
- modulation du dépassement possible par secteurs, dans le respect des 20%.



### **Logements locatifs sociaux (LLS)**

*Voir l'article L. 151-28 2° du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015.*

Une surdensité volumique est possible, par secteurs, pour les programmes neufs de logements qui se traduit par une majoration des règles du PLU, d'une quotité qui devra a minima correspondre au taux de logements sociaux de l'opération :

- mesure apparaissant dans le règlement du PLU,
- principe de dépassement du volume constructible tel qu'il résulte des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol,
- quotité de dépassement de 50 % maximum pour chacune des règles,
- modulation dans le temps et par secteurs.

Pour chaque opération, la majoration du volume constructible ne peut être supérieure au rapport entre le nombre de logements locatifs sociaux et le nombre total des logements de l'opération, ce qui implique que le programme de logement doit prévoir des logements sociaux avant toute majoration du volume constructible initial.

### **Logements intermédiaires**

*Voir l'article L. 151-28 4° du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015.*

Une surdensité volumique est possible, par secteurs, pour les programmes neufs de logements qui se traduit par une majoration des règles du PLU, d'une quotité qui devra a minima correspondre au taux de logements intermédiaires de l'opération :

- mesure apparaissant dans le règlement du PLU,
- principe de dépassement du volume constructible tel qu'il résulte des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol,
- quotité de dépassement de 30 % maximum pour chacune des règles,
- modulation dans le temps et par secteurs.

Pour chaque opération, la majoration du volume constructible ne peut être supérieure au rapport entre le nombre de logements intermédiaires et le nombre total des logements de l'opération, ce qui implique que le programme de logement doit prévoir des logements sociaux avant toute majoration du volume constructible initial.

### **Pour les constructions avec des équipements énergétiques performants**

*Voir les articles L. 151-28 3° et L. 153-46 du code de l'urbanisme, créés par l'ordonnance du 23 septembre 2015, l'article L. 151-29 du code de l'urbanisme, modifié par la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 – art. 105 et, l'article R. 151-42 3° du code de l'urbanisme, modifié par le décret du 28 juin 2016 – art. 3.*

Une surdensité volumique est possible pour les constructions faisant preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale ou qui sont à énergie positive, par secteurs :

- mesure apparaissant dans le règlement du PLU,
- en zone U et AU,
- dépassement de 30% maximum des règles relatives au gabarit (20 % en secteurs protégés du point de vue du patrimoine ou de l'environnement),
- taux modulable dans le temps tous les 2 ans et géographiquement sur le territoire communal.

**Règles de cumul des majorations logements-énergie**

	L. 151-28 2° du code de l'urbanisme <b>50% maximum</b> "LLS"	L. 151-28 4° du code de l'urbanisme <b>30% maximum</b> "logements intermédiaires"	L. 151-28 3° et L. 151-29 L. 153 46 du code de l'urbanisme <b>30% maximum</b> "constructions et équipements verts"	L. 151-28 1° et L. 151-29 du code de l'urbanisme <b>20% maximum</b> "tous logements"
L. 151-28 2° du code de l'urbanisme <b>50% maximum</b> "LLS"	X	<b>OUI mais 50% maximum</b> d'après l'article L. 151-29 du code de l'urbanisme	<b>OUI mais 50% maximum</b> d'après l'article L. 151-29 du code de l'urbanisme	<b>NON</b> application exclusive du L. 151-28 1° du code de l'urbanisme, d'après l'article L. 151-29 du code de l'urbanisme
L. 151-28 4° du code de l'urbanisme <b>30% maximum</b> "logements intermédiaires"	<b>OUI mais 50% maximum</b> d'après l'article L. 151-29 du code de l'urbanisme	X		
L. 151-28 3° et L. 151-29 L. 153-46 du code de l'urbanisme <b>30% maximum</b> "constructions et équipements verts"	<b>OUI mais 50% maximum</b> d'après l'article L. 151-29 du code de l'urbanisme		X	
L. 151-28 1° et L. 151-29 du code de l'urbanisme <b>20% maximum</b> "tous logements"	<b>NON</b> application exclusive du L. 151-28 1° du code de l'urbanisme, d'après l'article L. 151-29 du code de l'urbanisme			X

Des dérogations supplémentaires dans la limite de 5 % peuvent être accordées par décision motivée de l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation de construire pour un projet présentant un intérêt public du point de vue de la qualité, ainsi que de l'innovation ou de la création architecturales.

*Article L. 151-29-1 du code de l'urbanisme, créé par la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 – art. 105*

*"Les projets soumis à autorisation de construire bénéficiant d'une dérogation accordée en application des 2° et 3° de l'article L. 151-28 et dont la réalisation présente un intérêt public du point de vue de la qualité ainsi que de l'innovation ou de la création architecturales peuvent obtenir une dérogation supplémentaire, selon le cas, soit du volume constructible, soit des règles relatives au gabarit, dans les limites fixées au présent article.*

*Les projets soumis à autorisation de construire bénéficiant d'une dérogation accordée en application du 4° du même article L. 151-28 et dont la réalisation présente un intérêt public du point de vue de la qualité ainsi que de l'innovation ou de la création architecturales peuvent obtenir une dérogation supplémentaire, selon le cas, soit de l'emprise au sol, soit de la hauteur, dans les limites fixées au présent article.*

*L'autorité compétente pour délivrer l'autorisation de construire peut, par décision motivée, après avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture mentionnée à l'article L. 611-2 du code du patrimoine, accorder les dérogations supplémentaires prévues au présent article, dans la limite de 5 %."*

### **3.2.7 - Consultations particulières**

Voir § 2.5.3

## 3.3 - Cohésion sociale

### 3.3.1 - Points de repère

Le développement de la construction de logements et hébergements doit répondre aux besoins identifiés des diverses populations. Cette approche nécessite la prise en compte du principe du “vivre ensemble” et de mixité sociale. Elle doit privilégier la réponse apportée aux demandes formulées par les personnes les plus en difficultés qui se trouvent souvent en situation d'exclusion.

Cette politique tourne autour de 5 axes majeurs :

- la construction de logements
- le respect du principe de mixité sociale
- la garantie du droit au logement
- l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers
- le renforcement du rôle des collectivités locales.

L'enjeu de cohésion sociale ne trouve pas seulement sa réponse dans le logement mais dans l'habitat. Cette notion prend en compte le territoire dans lequel s'inscrit le logement et ses liens fonctionnels avec les déplacements, l'accès ou la présence immédiate des équipements, commerces, loisirs, services, la culture, etc ...

#### Offre de logements et mixité sociale

L'offre de logements doit être diversifiée afin de répondre à l'intégralité des besoins actuels et futurs des différentes catégories de population. Elle doit permettre un parcours résidentiel complet pour les ménages en fonction de l'évolution de leur situation familiale et professionnelle. De plus, si la législation définit des objectifs obligatoires pour les communes au-delà d'un certain seuil, la mixité sociale s'impose à l'ensemble du territoire qu'il soit urbain ou rural.

#### Pour vous aider :

- Dans le cadre de la prise en compte des politiques de développement de l'habitat dans les documents d'urbanisme, le livret “les outils du code de l'urbanisme favorisant la construction de logements” a été publié en février 2014. Il est téléchargeable à l'adresse suivante :

<http://intra.driea-idf.i2/codol-livret-outils-du-code-de-l-a14970.html>



Site internet du ministère en charge de l'aménagement et de l'urbanisme :  
[http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/fiche\\_3.pdf](http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/fiche_3.pdf)

Site internet du club PLUi : <http://extranet.plui.logement.gouv.fr/la-fiche-methodologique-plui-et-mixite-sociale-a366.html>

login : [plui](#)  
mot de passe : [extr@plui](#)

### 3.3.2 - Approche statistique – statistique habitat

#### 1 – Éléments de contexte :

La commune fait partie de la CC Bugey Sud qui ne dispose pas d'un programme local de l'habitat (**PLH**). Celui-ci n'est pas obligatoire, en effet elle n'atteint pas les seuils de population (moins de 30 000 habitants et pas de commune de plus de 10 000 habitants).

La commune n'est pas soumise à l'**article 55 de la loi SRU** imposant 20 ou 25 % de logements sociaux parmi les résidences principales. En effet, elle n'appartient ni à une agglomération ni à un EPCI de plus de 50 000 habitants comprenant une commune de plus de 15 000 habitants.

L'application de ces deux dispositions n'est pas modifiée par la nouvelle carte des intercommunalités.

Croissance démographique : + 1,25 % annuel de 2008 à 2013, due à des soldes naturels et migratoires positifs.

86 % des personnes ayant un emploi travaillent dans une commune autre que la commune de résidence. L'essentiel des déplacements pendulaires induits est réalisé en voiture.

L'indice de jeunesse est de 2,9 : population jeune (24 % de moins de 20 ans).

Concernant le **logement**, quelques données sont fournies dans le tableau suivant.

.../

	<b>INSEE 2013</b>
Parc de logements	631
Taux de résidences principales (RP)	72,4%
Taux de logements individuels	97%
Taux de logements collectifs	1,8%
Taille des logements (T4 ou plus)	62%
Taux de propriétaires occupants	81,3%
Taux de vacance	10,4%
Taux de RP construites avant 1946	37,0%
Construction neuve (de 2011 à 2015)	9
Parc privé potentiellement indigne (PPPI)	<b>NC</b>

#### 2 – Les caractéristiques du logement sont les suivantes :

- croissance du parc : +1,58 % entre 2008 et 2013, correspondant à la croissance de la population et au desserrement des ménages.
- taux de logements vacants : 10,4 % (supérieur au taux départemental : 7,5 %)
- taux de logements individuels très élevé : 97 % (supérieur au département : 64,4 %)
- taux de logements de grande taille (T4 ou plus) : 62 % (département : 70,7 %)
- taux de logements locatifs sociaux : 0,7 % (au 1<sup>er</sup> janvier 2015), soit 2 logements
- le parc est relativement vieillissant : 37 % des logements ont été construits avant 1946 (23,7 % pour le département).

Par ailleurs la programmation des nouveaux logements locatifs sociaux ne prévoit rien sur Arboys en Bugey.

### 3 – Quelques enjeux notables pour la commune d'Arboys en Bugey :

- favoriser la construction de logements plus économes en espace en produisant plus de logements collectifs,
- diversifier l'offre de logement notamment en réalisant des logements de petite taille et qui répondent aux besoins de l'ensemble de la population (vieillesse et accueil des populations jeunes) pour offrir des trajectoires résidentielles,
- développer quelques logements locatifs sociaux, en nombre limité compte tenu que la commune est dépourvue d'un niveau suffisant d'équipements et de services au public ;
- réhabiliter les logements existants anciens pour réduire la vacance.

#### 3.3.3 - Le zonage A/B/C caractérisant la tension du marché du logement

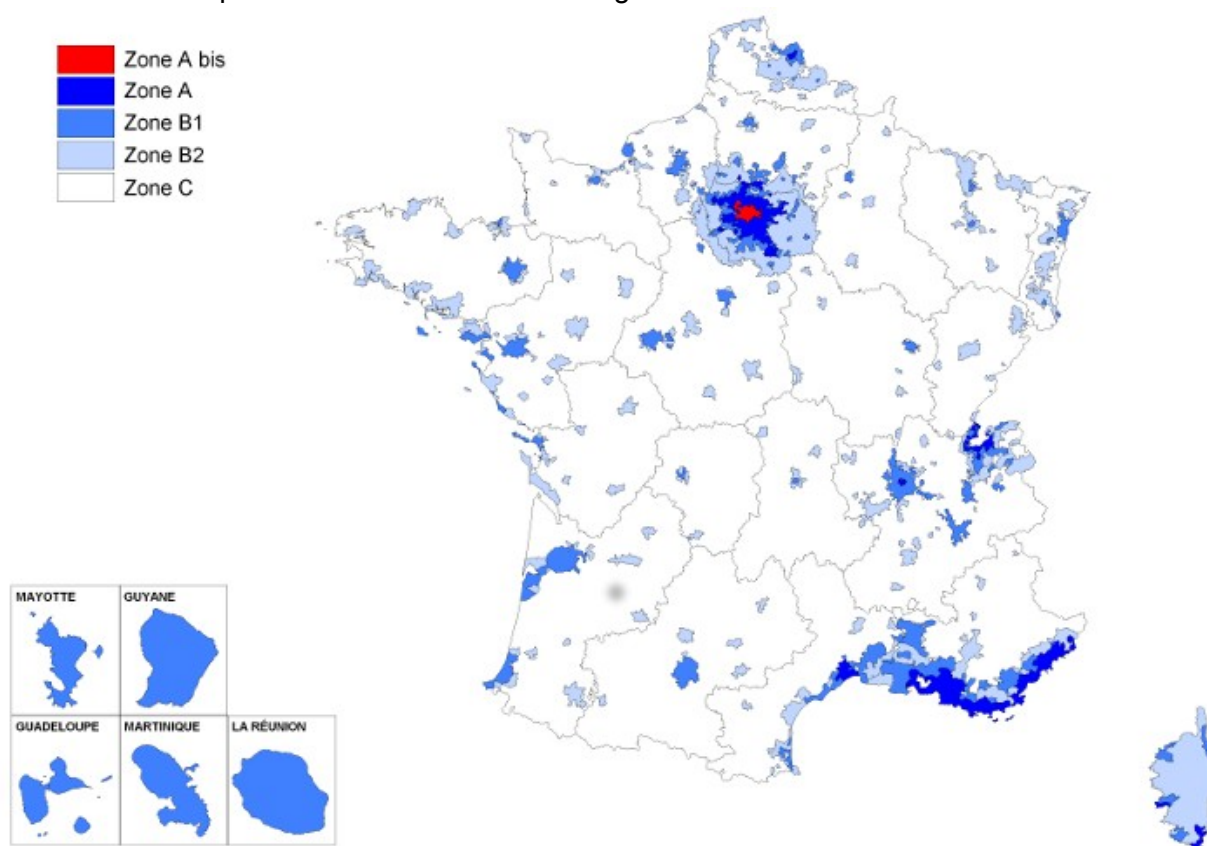
##### Définition

En matière de logement, la tension d'un marché immobilier local est définie par le niveau d'adéquation sur un territoire entre la demande de logements et l'offre de logements disponibles.

- Une zone est dite "tendue" si l'offre de logements disponibles n'est pas suffisante pour couvrir la demande (en termes de volume et de prix).
- A contrario, une zone est détendue si l'offre de logements est suffisante pour couvrir les besoins en demande de logements.

Le zonage est redéfini par l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2014 pris en application de l'article R. 304-1 du code de la construction et de l'habitation et il est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2014.

Vous trouverez ci-après la carte du nouveau zonage :



**Le zonage ABC** de la tension du marché du logement (arrêté du 1<sup>er</sup> août 2014) classe la commune d'Arboys en Bugey en zone C (non tendu).

### 3.3.4 - L'établissement public foncier local de l'Ain (EPFL de l'Ain)

Site internet de EPFL de l'Ain : <http://www.epf01.fr/>

La loi ALUR a réaffirmé l'objectif prioritaire de l'action des EPF locaux en matière de construction de logements en leur conférant de nouveaux outils comme le programme pluriannuel d'intervention (PPI) et de nouveaux moyens d'actions, comme le droit de priorité et la gestion des procédures en emplacements réservés.

L'EPFL est un outil de portage foncier au service des communes adhérentes.

L'établissement public foncier local de l'Ain est compétent pour réaliser pour le compte de ses membres ou de toute personne publique, toute acquisition foncière ou immobilière en vue de la constitution de réserves foncières ou pour la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement. L'établissement public peut ainsi acquérir du foncier (bâti ou non bâti) ou réaliser les travaux nécessaires (confortation ou démolition) à la gestion des terrains et immeubles dont il est propriétaire, pour le compte de ses membres.

En revanche, il ne peut procéder à l'aménagement des terrains.

Votre commune n'est pas à ce jour, adhérente à l'établissement public foncier local de l'Ain.

### 3.3.5 - Le plan départemental de l'habitat (PDH)

Le PDH du département de l'Ain a été signé le 19 octobre 2010.

En téléchargement à l'adresse suivante : [http://www.ain.fr/jcms/int\\_60358/le-plan-departemental-de-l-habitat](http://www.ain.fr/jcms/int_60358/le-plan-departemental-de-l-habitat)

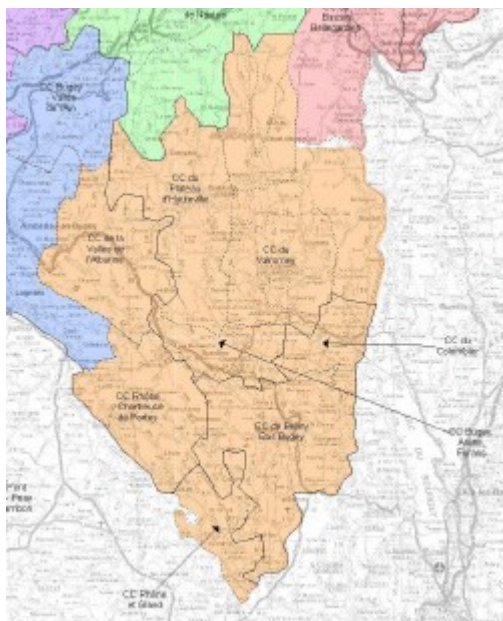
Il présente 5 orientations pour une politique de l'habitat durable dans le département de l'Ain :

- 1- répondre, pour chaque secteur, à tous les besoins de parcours résidentiels,
- 2- assurer l'effectivité du droit au logement,
- 3- se mettre en marche pour des logements durables et des chantiers propres,
- 4- assurer un développement résidentiel équilibré entre pôles et secteurs ruraux,
- 5- utiliser préférentiellement le tissu déjà urbanisé et les bâtiments existants.



En l'absence de PLH, votre commune est soumise aux orientations du PDH.





Concernant le secteur du Bugey, le PDH précise que les documents d'urbanisme devront :

- Mobiliser le bâti existant vacant de façon majoritaire par rapport à la construction neuve pour la création de nouveaux logements ;
- Concentrer la production de logements dans les 9 communes (Belley, Culoz, Hauteville-Lompnes, Seyssel, Artemare, Virieu-le Grand, Briord, Saint-Rambert-en-Bugey, Tenay) – pôles d'emplois et d'équipements et privilégier la construction dans les dents creuses ou en continuité du bâti existant ;
- Réhabiliter le parc locatif social et le mettre aux normes dans la perspective des objectifs du Grenelle ;
- Adapter les logements occupés par des personnes âgées qui le souhaitent et répondre aux besoins en hébergements au plus près des lieux actuels de résidence ou dans la logique du regroupement familial ;
- Prévoir et réaliser des logements locatifs publics avec une offre spécifiquement à l'intention des jeunes actifs, dans les pôles d'emplois ;
- Créer du logement locatif privé à l'occasion de la remise sur le marché de logements vacants.

### 3.3.6 - Parc de logements sociaux

La construction de logements sociaux en centre-urbain facilite l'accès des populations "fragiles" aux différents services proposés par la commune. Ils peuvent aussi assurer le maintien sur place des jeunes couples à la recherche d'un premier logement et le renouvellement dans les écoles des enfants pour certaines tranches d'âges.

#### 3.3.6.1 - Orientations du SCoT en logements sociaux

Le PLU devra déterminer les objectifs de production de logements sociaux compatibles avec les orientations du SCoT Bugey en mobilisant les outils réglementaires.



### **3.3.6.2 - Outils de mixité sociale en zone urbaine ou à urbaniser**

#### **Pour des logements locatifs sociaux**

*Voir l'article L.151-15 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015.*

Le PLU peut délimiter des secteurs dans lesquels il imposera un pourcentage de logements sociaux en cas de réalisation d'un programme de logements.

*Voir l'article L. 151-41 4° du code de l'urbanisme, modifiée par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 – art. 156.*

Le PLU peut créer des emplacements réservés en vue de la réalisation de logements sociaux. Dans ce cas les propriétaires des terrains frappés par ces emplacements réservés ont un droit de délaissement qui leur permet de mettre en demeure la collectivité d'acquiescer leur bien.

#### **Pour des logements d'une surface minimale**

*Voir l'article L. 151-14 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015.*

Le PLU peut délimiter des secteurs dans lesquels il imposera une proportion de logement d'une taille minimale.

### **3.3.6.3 - Voir aussi les outils de la sur-densification, en faveur du logement social, § 3.2.6.4**

### **3.3.7 - Compétence “aide à la pierre”**

Le département de l'Ain assure la compétence “aide à la pierre” du parc public. Le parc de logements sociaux ordinaires exclut les logements foyers, les foyers de jeunes travailleurs et les résidences sociales.

### **3.3.8 - Lutte contre l'insalubrité – le plomb**

Par arrêté du 2 mai 2001, le Préfet a déclaré l'ensemble du département de l'Ain, zone à risque d'exposition au plomb.

[Vous trouverez en annexes relevant de l'information, l'arrêté préfectoral du 2 mai 2001.](#)

## 3.4 - Préserver et valoriser l'environnement

---

### 3.4.1 - Points de repère

La prise en compte de l'environnement dans l'ensemble des politiques publiques constitue un enjeu national au regard duquel chaque collectivité ou établissement public intervient en tant qu'acteur majeur.

Les priorités qui devront trouver leur traduction opérationnelle au niveau local sont :

- la préservation de la biodiversité,
- la prévention des risques sanitaires et écologiques,
- la gestion de l'eau sous toutes ses formes.

Outre les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement et d'urbanisme, le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) doit définir désormais des orientations générales en matière de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

*Site internet du ministère en charge de l'aménagement et de l'urbanisme :  
[http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/fiche\\_5.pdf](http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/fiche_5.pdf)*

### 3.4.2 - Prise en compte de l'environnement

#### **3.4.2.1 - Évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement**

Chaque document d'urbanisme doit analyser ses incidences sur l'environnement, même lorsqu'ils ne sont pas soumis à une évaluation environnementale plus poussée : c'est la démarche d'évaluation l'environnementale prévue par la loi SRU de 2000.

Si la prise en compte de l'environnement dans les documents d'urbanisme est inscrite dans le code de l'environnement, articles L. 122-4 et suivants, sa mise en œuvre relève du code de l'urbanisme.

L'article L. 101-2 du code de l'urbanisme, modifié par la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 – art. 105, indique que les PLU déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect du développement durable :

- Le principe d'équilibre incluant la notion de préservation des espaces naturels, des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, des sites, des milieux et paysages naturels, qui s'impose à tous les documents d'urbanisme (SCoT, PLU, PLUi, CC) ;
- La réunion des conditions permettant d'assurer la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

La prise en compte de l'environnement dans les PLU donne lieu à des études restituées dans le rapport de présentation :

les articles R 151-1, R. 151-2, et R. 151-4 du code de l'urbanisme, créés par le décret du 28 décembre 2015, prévoient que le rapport de présentation comprend :

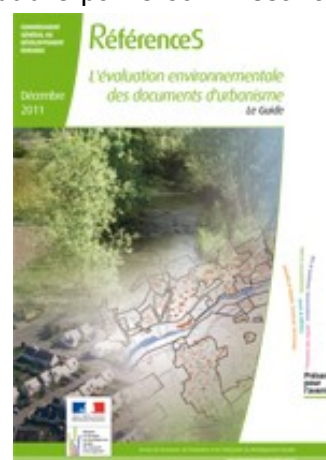
- l'analyse de l'état initial de l'environnement,
- l'exposé de la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement,
- l'exposé des effets et des incidences attendus par sa mise en œuvre sur l'environnement,
- les indicateurs permettant l'évaluation des résultats de l'application du plan.

Par ailleurs, l'article L. 151-4 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015, prévoit que le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables. ...

Le guide de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme publié par le commissariat général du développement durable (CGDD) en décembre 2011.

*Téléchargement du guide de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme :*

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-evaluation-environnementale-des.25703.html>



### **3.4.2.2 - Évaluation environnementale**

*Voir le code de l'urbanisme, les articles L. 104-1 à L. 104-5 et L. 104-8 créés par l'ordonnance du 23 septembre 2015 et les articles L. 104-6 et L. 104-7 modifiés par l'ordonnance du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes – art. 2*

*Voir les articles R. 104-1, R. 104-2, R. 104-8 à R. 104-14, R. 104-18, R. 104-20, R. 104-26 et R. 104-27 du code de l'urbanisme, créés par le décret du 28 décembre 2015*

*Voir les articles R. 104-19, R. 104-21 à R. 104-25, R.104-28 à R. 104-33 du code de l'urbanisme, modifiés par le décret du 11 août 2016 – art. 4*

*Voir les articles L. 122-4 à L. 122-11 du code de l'environnement*

### **Autorité environnementale**

*Voir l'article R. 104-21 du code de l'urbanisme, modifié par le décret du 11 août 2016 – art. 4*

L'autorité environnementale est la mission régionale d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable.

## Le champ d'application de l'évaluation environnementale

Procédures	Évaluation environnementale <u>systématique</u>	Évaluation environnementale suivant examen <u>au cas par cas</u>
Élaboration	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PLU hors SCoT et concernant (au moins) une commune en <b>loi Montagne et prévoyant une UTN</b> soumise à autorisation en application de l'article L. 122-19 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015 (<i>article R. 104-12 du code de l'urbanisme, créé par le décret du 28 décembre 2015</i>)</li> <li>• PLU avec une zone <b>Natura 2000 sur son territoire</b> (en tout ou partie) (<i>article R. 104-9 du code de l'urbanisme, créé par le décret du 28 décembre 2015</i>)</li> </ul>	Tous les autres PLU

### La procédure d'évaluation environnementale systématique

Voir les articles R. 104-23 à R. 104-25 du code de l'urbanisme, modifiés par le décret du 11 août 2016 – art. 4

Cette évaluation environnementale est une démarche différente de celle relevant de la loi SRU : le degré d'analyse de l'environnement est fonction de la complexité et de la sensibilité environnementale du territoire concerné. Cela signifie que cette évaluation n'est pas à l'origine d'un rapport de présentation plus complet à produire, mais d'une démarche itérative comprenant la recherche systématique de solutions alternatives dès que les effets cumulés du projet sont considérés comme non négligeables.

Les objectifs et la démarche d'évaluation environnementale de ce niveau ouvrent sur un véritable "rapport environnemental".

Le décret du 23 août 2012 précise et renforce le contenu du rapport du PLU soumis à évaluation environnementale principalement au niveau de :

- ses choix (démontrer notamment l'absence de solutions alternatives),
- l'importance des incidences (caractère notable ou non de celles-ci),
- les mesures prises pour éviter, réduire ou compenser les impacts sur les milieux,
- des outils de suivi du PLU et des rectifications éventuellement nécessaires.

Conformément à l'article R. 104-25 du code de l'urbanisme, modifié par le décret du 11 août 2016 – art. 4, l'évaluation environnementale du PLU donne lieu à un avis spécifique de l'autorité environnementale.

L'autorité environnementale dispose d'un délai de trois mois pour rendre son avis sur la qualité de la démarche et des études engagées dans la prise en compte de l'environnement par le document. Cet avis simple doit être joint au dossier mis à l'enquête publique.

Il sera par ailleurs également publié sur le site internet de l'autorité environnementale.

En l'absence de réponse dans ce délai de trois mois, l'autorité environnementale est réputée n'avoir aucune observation à formuler.

Information pratique : En application de la directive européenne 2001/42 du 27 juin 2001, il appartient à la personne publique responsable du projet d'informer le public sur la façon dont les recommandations et observations de l'autorité environnementale ont été prises en compte.

**Votre commune étant concernée par des secteurs inclus au réseau Natura 2000** (voir dans le 3.4.4 – Biodiversité le § “Réseau NATURA 2000”), conformément à l'article R. 104-9 du code de l'urbanisme, créé par le décret du 28 décembre 2015,  **votre PLU doit faire l'objet d'une évaluation environnementale** dont le contenu est défini dans les articles R. 104-18 à R. 104-20 du code de l'urbanisme.

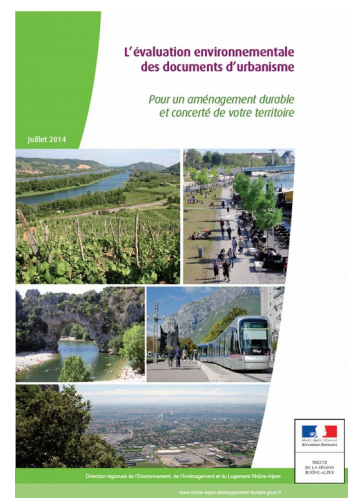
#### **Pour vous aider :**

Vous trouverez sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes des informations utiles sur l'évaluation environnementale des PLU (fiches méthodologiques, plaquettes d'information, guide sur l'évaluation environnementale).

<http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/>

Rubrique : Développement Durable et Données > Autorité environnementale

Téléchargement du guide pratique de “L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme – Pour un aménagement durable et concerté de votre territoire”, publié par la DREAL Rhône-Alpes en juillet 2014.



#### **Synthèse “Environnement” de la DREAL**

L'ensemble des données réglementaires mises à jour régulièrement relevant du domaine de l'environnement (milieux naturels, espaces protégés et sites, paysage, eau ...) est consultable et téléchargeable sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes par le lien suivant :

<http://www.rdbmrc-travaux.com/basedreal/Accueil.php>

### **3.4.2.3 - Compétences du département de l'Ain**

#### **Espaces naturels**

Le département est compétent en matière d'espaces naturels via la part départementale de la taxe d'aménagement affectée aux espaces naturels sensibles (ENS).

Site internet sur les espaces naturels sensibles du département de l'Ain :

[http://www.ain.fr/jcms/int\\_50596/les-espaces-naturels-sensibles](http://www.ain.fr/jcms/int_50596/les-espaces-naturels-sensibles)

Le département a décidé de rénover sa politique des espaces naturels et a adopté en septembre 2016 un “Plan Nature” pour la période 2016-2021. Ce nouveau projet compte 4 axes, répondant à 4 objectifs :

- un patrimoine naturel d'exception,
- une nature à vivre et à découvrir,
- une ressource économique d'avenir,
- l'innovation et le soutien aux acteurs ruraux.

Le plan nature 2016-2021 est consultable à l'adresse suivante :

<http://fr.calameo.com/read/0022866242d1e96f96bf1>

L'ensemble des sites labellisés espaces naturels sensibles (ENS) dans l'Ain sont consultables à l'adresse suivante :

<http://patrimoines.ain.fr/n/les-sites-espaces-naturels-sensibles-ens/n:183>

### 3.4.3 - Ressource naturelle et qualité des milieux

#### 3.4.3.1 - Le principe de base : le triptyque “Éviter, Réduire, Compenser”

##### Éviter les impacts sur l'environnement

L'élaboration d'un document d'urbanisme doit s'attacher à mettre en place des règles pour éviter les impacts sur l'environnement. Cette phase est essentielle et préalable à toutes les autres mesures qui ne pourront consister qu'à réduire ces impacts, et en dernier lieu, si besoin, à compenser les impacts résiduels après évitement et réduction.

Dans le processus d'élaboration d'un document d'urbanisme, il est donc indispensable que la collectivité prenne en compte l'environnement, et notamment les milieux naturels et les zones humides, dès les phases amont, au même titre que les enjeux économiques ou sociaux.

L'évitement est la première étape. Elle est essentielle et conforme à l'objectif de non dégradation rappelé dans le SDAGE. Elle recherche toute solution alternative au projet qui réponde au même besoin et qui évite les impacts. Il s'agit dans cette phase :

de vérifier l'opportunité du projet lui-même au vu des objectifs poursuivis et des besoins identifiés ;  
de choisir la localisation du projet permettant de ne pas porter atteinte aux enjeux environnementaux majeurs ; de retenir la solution technique la plus favorable pour l'environnement.

De fait, la question de la compensation supposant donc une destruction partielle ou totale du milieu naturel et des fonctions associées ne doit être envisagée que dans un ultime recours après étude de toutes les solutions alternatives en évitement et réduction.

Dans tous les cas, c'est la volonté d'éviter de détruire le milieu naturel qui sera privilégiée par rapport à une compensation suite à une destruction.

Un ouvrage intitulé “Lignes directrices nationales sur la séquence éviter, réduire et compenser les impacts sur les milieux naturels” a été réalisé par le commissariat général au développement durable en octobre 2013.

*Vous pouvez le télécharger à l'adresse suivante :*

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Lignes-directrices-nationales-sur.html>

Les lignes directrices constituent un document méthodologique, élaboré par un groupe de travail réunissant l'ensemble des parties prenantes concernées par la prise en compte de la protection de l'eau et de la biodiversité dans les projets d'aménagement et les documents de planification.



Les lignes directrices ont vocation à évoluer en fonction de la réglementation et de la parution de nouveaux outils techniques. Leur application fera l'objet d'un retour d'expériences afin de suivre les déclinaisons territoriales et sectorielles et d'améliorer les méthodes proposées.

La fiche n°5 (de la page 35 à 43) du guide permet “d'évaluer les impacts des documents de planification sur les milieux naturels”.

La fiche n°6 (de la page 44 à 49) du guide permet de “définir des mesures d'évitement, de réduction et de compensation des documents de planification”.



Le commissariat général au développement durable a édité “le point sur : La séquence “éviter, réduire et compenser”, un outil de préservation des milieux naturels” – Numéro 184 – de juin 2014.

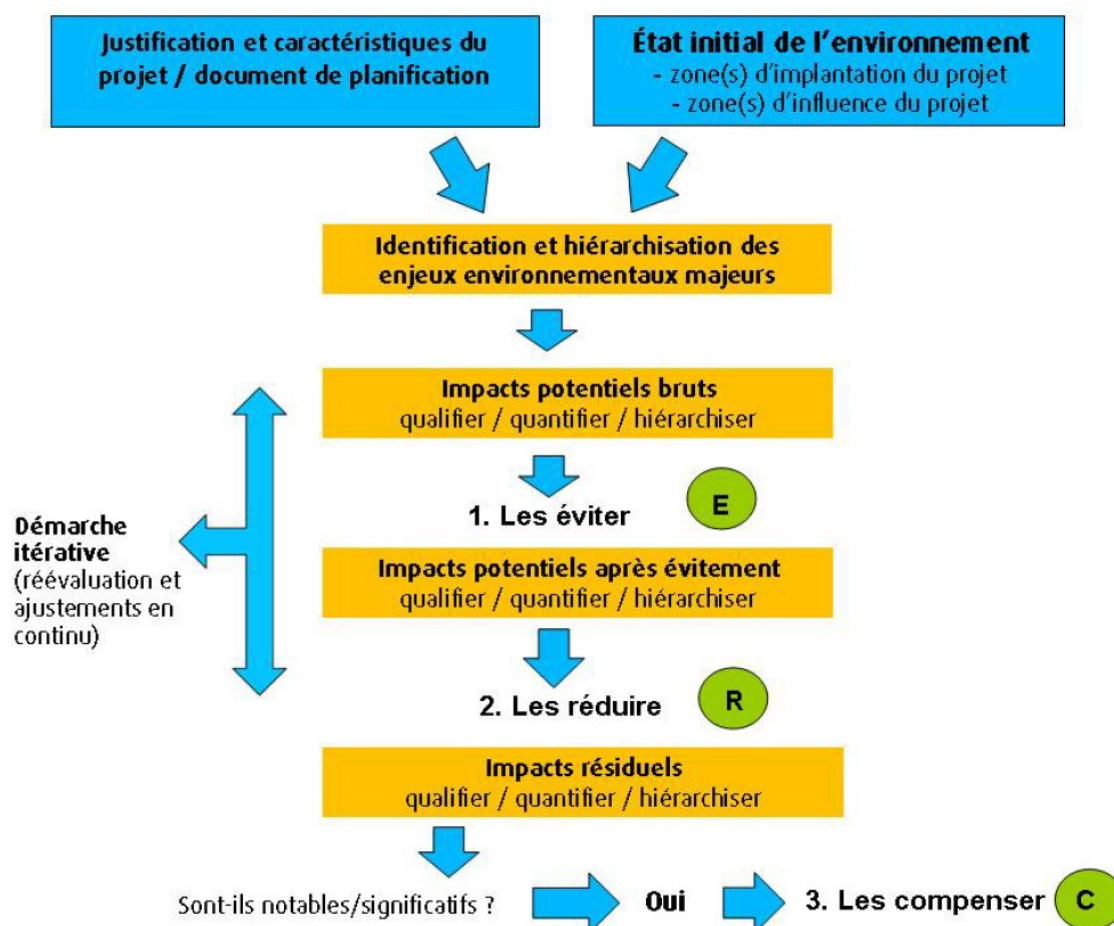
Téléchargeable à l'adresse : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-sequence-eviter-reduire-et.html>



### La séquence “éviter, réduire et compenser”

La démarche à suivre lors de l'élaboration d'un PLU peut être illustrée par le schéma ci-après (issu de l'article “le point sur : La séquence “éviter, réduire et compenser”, un outil de préservation des milieux naturels”) :

Schéma 1 : La séquence « éviter, réduire et compenser » dans l'étude d'un projet



### Des outils fonciers en faveur de la biodiversité

L'article n°69 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages précise la séquence “éviter, réduire, compenser” notamment à travers la mise en place de nouveaux outils comme les opérateurs de compensation et les sites naturels de compensation. La compensation des atteintes à l'environnement vise un objectif d'absence de perte nette, voire de gain de biodiversité, et ne peut se substituer à l'**évitement** et à la **réduction**.

Le texte assigne aux mesures compensatoires une obligation de résultats et de durée égale aux atteintes constatées.

*Article L. 163-1 – I. du code de l'environnement, modifié par la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages – art. 69*

“ ...

*II. – Toute personne soumise à une obligation de mettre en œuvre des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité y satisfait soit directement, soit en confiant, par contrat, la réalisation de ces mesures à un opérateur de compensation défini au III du présent article, soit par l'acquisition d'unités de compensation dans le cadre d'un site naturel de compensation défini à l'article L. 163-3. Lorsque la compensation porte sur un projet, un plan ou un programme soumis à évaluation environnementale, la nature des compensations proposées par le maître d'ouvrage est précisée dans l'étude d'impact présentée par le pétitionnaire avec sa demande d'autorisation...”*

L'article n°72 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages permet aux propriétaires de contractualiser, avec des personnes publiques ou privées agissant pour la protection de l'environnement, des obligations réelles environnementales, qui seront transmises aux propriétaires successifs. Le texte ouvre la possibilité aux communes d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés non bâties les propriétaires ayant conclu une telle obligation réelle environnementale.

*Article L. 132-3 du code de l'environnement, modifié par la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages – art. 72*

*“I. – Les propriétaires de biens immobiliers peuvent conclure un contrat avec une collectivité publique, un établissement public ou une personne morale de droit privé agissant pour la protection de l'environnement en vue de faire naître à leur charge, ainsi qu'à la charge des propriétaires ultérieurs du bien, les obligations réelles que bon leur semble, dès lors que de telles obligations ont pour finalité le maintien, la conservation, la gestion ou la restauration d'éléments de la biodiversité ou de fonctions écologiques. Les obligations réelles environnementales peuvent être utilisées à des fins de compensation.*

*La durée des obligations, les engagements réciproques et les possibilités de révision et de résiliation doivent figurer dans le contrat...”*

*III. – À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017, les communes peuvent, sur délibération du conseil municipal, exonérer de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, les propriétaires ayant conclu une obligation réelle environnementale.”*

### **3.4.3.2 - Le SDAGE Rhône-Méditerranée**

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) a été institué par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

Il constitue la référence pour la mise en cohérence des documents d'urbanisme avec les politiques publiques de l'eau dans le but d'assurer une gestion équilibrée de la ressource.

Il couvre l'ensemble du département de l'Ain.

#### **Documents de référence**

- Consultation du SDAGE 2016-2021 Rhône-Méditerranée et de son programme de mesures :

<http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion/sdage2016/docs-officiels.php>

L'arrêté portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée a été signé par le préfet coordonnateur de bassin le 3 décembre 2015, et publié au journal officiel le 20 décembre 2015.

Par conséquent, le SDAGE 2016-2021 est applicable depuis le lundi 21 décembre 2015.



## **Rapport de compatibilité des documents d'urbanisme avec le SDAGE**

Les éléments du SDAGE à prendre en compte lors de l'élaboration des documents d'urbanisme sont répartis en 9 thèmes concourant à l'objectif général d'atteinte du bon état des eaux à l'échelle du territoire considéré :

0. S'adapter aux effets du changement climatique
1. Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
2. Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
3. Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement
4. Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau
5. Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
6. Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides
7. Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
8. Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

### **Situation hydrographique**

Votre commune est située dans le sous-bassin versant Haut Rhône (domanial) affluents rive droite du Rhône entre Séran et Ain.

### **Objectif général d'atteinte du bon état des masses d'eau superficielles**

Votre commune est concernée par les masses d'eaux superficielles suivantes :

- FRDR11748 : ruisseau d'Armaille,
- FRDR512 : le Gland,
- FRDR519 : Le Furans de l'Arène au Rhône.

### **Ce qu'il faut retenir du SDAGE sur votre commune**

Le ruisseau d'Armaille et le Gland sont en bon état. Le Furans subit des pressions liées à la continuité, à la morphologie et aux pesticides. Le PLU n'est pas en mesure de réduire ces pressions identifiées. Il est nécessaire de protéger la ripisylve et les berges des cours d'eau.

En vue d'une urbanisation future, les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau doivent être ménagés.

#### **3.4.3.3 - Contrats de milieux – Contrats de rivières**

Site internet dédié aux outils de gestion intégrée de l'eau : <http://www.gesteau.eaufrance.fr/>

Un contrat de milieu (généralement contrat de rivière, mais également de lac, de baie ou de nappe) est un accord technique et financier entre partenaires concernés pour une gestion globale, concertée et durable à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant le plus souvent).

Avec le SAGE, le contrat de milieu est un outil pertinent pour la mise en œuvre des SDAGE et des programmes de mesures approuvés en novembre 2009 pour prendre en compte les objectifs et dispositions de la directive cadre sur l'eau.

Il est vivement recommandé d'associer, lors de l'élaboration du PLU, les collectivités concernées porteuses de SAGE et de contrats de rivières, car ces structures connaissent généralement très bien les enjeux liés à l'eau sur leur territoire, ont souvent réalisé elles-mêmes ou se sont appuyées sur des études dans le domaine de l'eau, et disposent d'une certaine capacité d'expertise quant aux actions à faire et ne pas faire en vue de l'atteinte du bon état des eaux. Elles constituent de ce point de vue un partenaire essentiel à associer aux procédures d'urbanisme.

Votre commune adhère à la communauté de communes Bugey Sud qui porte une étude hydromorphologique en vue de l'élaboration d'un programme de restauration écologique des cours d'eau de son territoire.

#### 3.4.3.4 - Zones humides

Site internet dédié aux zones humides : <http://www.zones-humides.eaufrance.fr/>

Les zones humides jouent un rôle essentiel dans la régulation des eaux et l'auto-épuration. Elles constituent également un réservoir extrêmement riche de biodiversité. Néanmoins, elles sont menacées par l'urbanisation, l'endiguement, les activités agricoles et autres activités diverses.

En conséquence, il convient de ne pas dégrader leurs bassins d'alimentation, y compris pour celles de petites tailles n'ayant pas forcément fait l'objet d'inventaire et de fait sans statut de protection.

En effet, les zones prévues pour l'extension du bâti correspondent généralement aux espaces naturels et agricoles en périphérie des agglomérations qui sont peu à peu urbanisés. Parmi les espaces naturels concernés par l'urbanisation, les zones humides sont des secteurs particulièrement touchés.

Concernant l'enjeu particulier attaché aux espaces de mobilité des cours d'eau :

- pour les cours d'eau à forte dynamique fluviale, l'espace de mobilité est la zone du lit majeur à l'intérieur de laquelle le cours d'eau peut divaguer, permettant ainsi la mobilisation des sédiments et le fonctionnement optimal des écosystèmes aquatiques et terrestres ;
- pour les autres cours d'eau, même non mobiles, les zones tampons (annexes fluviales, ripisylve, forêt alluviale ...) doivent être préservées, car elles jouent un rôle essentiel dans le bon fonctionnement du cours d'eau.

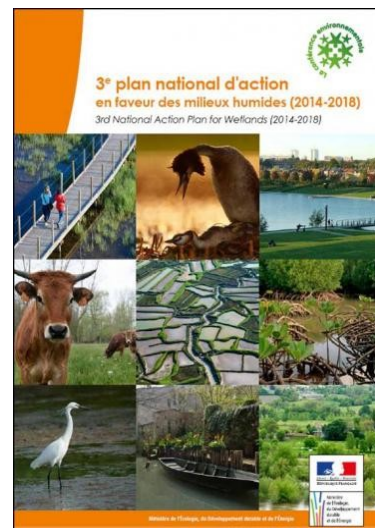
En termes de définition des zones humides, vous pouvez consulter l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement.

Le plan national d'action en faveur des zones humides 2014 – 2018, s'inscrit dans le prolongement de la dynamique engagée.

Il s'agit de poursuivre une action spécifique sur ces milieux, concernés par de nombreuses politiques (eau, biodiversité mais aussi urbanisme, risques naturels et paysages), de disposer rapidement d'une vision globale de leur situation et de mettre au point une véritable stratégie de préservation et de reconquête, que ce soit en métropole ou dans les outre-mers, et qui associe l'ensemble des acteurs mobilisés.

La volonté est de ne pas afficher d'ambition irréalisable, voire incantatoire, mais d'identifier et de mettre en œuvre les actions les plus pertinentes de façon concertée et partenariale pour atteindre les objectifs du plan.

*Vous pouvez télécharger ce plan national à l'adresse suivante :*  
<http://www.zones-humides.eaufrance.fr/actualites/generales/un-nouveau-plan-national-d-action-en-faveur-des-milieus-humides>



## Comment prendre en compte les zones humides dans l'Ain

Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, deux tiers des surfaces des zones humides ont disparu. Malgré un ralentissement de leur régression depuis le début des années 1990, lié à une prise de conscience collective de leur intérêt socioéconomique, les zones humides sont parmi les milieux les plus dégradés et les plus menacés.

C'est dans ce contexte que la planification peut jouer un rôle important en prenant en compte en amont l'ensemble des enjeux d'un territoire et en fixant les règles d'occupation et d'utilisation du sol.

Ainsi, afin de favoriser l'intégration des enjeux environnementaux et notamment des zones humides dans les projets d'aménagement, une plaquette intitulée "Comment prendre en compte les zones humides dans les documents d'urbanisme" a été réalisée par la DDT. Elle est téléchargeable à l'adresse suivante :

<http://www.ain.gouv.fr/comment-prendre-en-compte-les-zones-humides-dans-a3412.html>

Dans l'Ain, un inventaire des zones humides d'une surface supérieure à 1 ha a été conduit et mis à jour en 2013 par le conseil général de l'Ain avec le soutien financier de l'agence de l'eau. Cet inventaire a permis d'identifier que celles-ci représentent 9% du territoire du département de l'Ain, soit environ 50 271 ha. Le département est bien couvert en la matière et nécessite ainsi une vigilance particulière vis-à-vis de ces milieux à enjeu environnemental fort.

Cet inventaire des zones humides constitue l'élément de base et n'a pas de valeur réglementaire mais c'est un élément de connaissance validé.

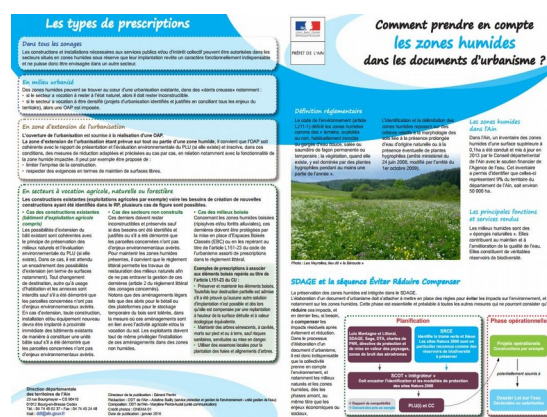
Votre commune pourra se rapprocher des structures porteuses de rivières pour savoir si elles ont réalisé un inventaire complémentaire des zones humides, plus précis ou plus récent que l'inventaire départemental du conseil départemental.

Les cartes ont été diffusées à chaque commune en 2013.

Une partie de votre territoire communal est recensée en zone humide par le nouvel inventaire du conseil général validé le 1<sup>er</sup> février 2013.

Les zones humides référencées par cet inventaire sont les suivantes :

- Bois humide d'Arbignieu,
- Le Furans,
- Le Gland,
- Marais de Brayre,
- Marais de Vaux de St Bois,
- Marais de Vérignieux,
- Marais de Veyrin,
- Marais des Louves,
- Marais de Crozet,
- Marais sous Chalette,
- Plan d'eau le Truchet,
- Plans d'eau carrière,
- Prairie humide les Charmelles,
- Ruisseau de L'Agnin,
- Tourbière sous la Côte.



## **Ce qu'il faut retenir du SDAGE sur votre commune**

Votre commune doit prendre en compte, préserver et restaurer ces zones humides. L'inventaire du conseil départemental permet d'avoir une connaissance non exhaustive des zones humides de la commune.

Dans l'objectif d'une bonne prise en compte de ces milieux naturels sensibles, la commune peut faire des investigations complémentaires pour compléter cet inventaire et l'affiner. Le caractère non humide des zones urbaines et à urbaniser peut notamment être vérifié dans le cadre de l'élaboration du PLU.

*Site internet dédié aux zones humides en Rhône-Alpes :*

[http://www.zoneshumides-rhonealpes.fr/index.php?option=com\\_content&view=article&id=63&Itemid=70](http://www.zoneshumides-rhonealpes.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=63&Itemid=70)

*La cartographie des zones humides en Rhône-Alpes :*

[http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/30/zones\\_humides.map#](http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/30/zones_humides.map#)

## **Préservation – Préconisations du SDAGE**

Les précédents SDAGE ont lancé une politique volontariste en faveur des zones humides du bassin Rhône Méditerranée. Il en résulte des inventaires de connaissance sur la majeure partie du bassin, une prise de conscience avérée de la nécessité de leur préservation et un renforcement progressif de la politique de bassin.

Plus que jamais, le SDAGE 2016-2021 réaffirme l'objectif d'enrayer la dégradation des zones humides et d'améliorer l'état de celles aujourd'hui dégradées. Il s'agit en particulier :

- 6B-01 Préserver, restaurer, gérer les zones humides et mettre en œuvre des plans de gestion stratégiques des zones humides sur les territoires pertinents ;
- 6B-02 Mobiliser les outils financiers, fonciers et environnementaux en faveur des zones humides ;
- 6B-03 Assurer la cohérence des financements publics avec l'objectif de préservation des zones humides ;
- 6B-04 Préserver les zones humides en les prenant en compte dans les projets ;
- 6B-05 Poursuivre l'information et la sensibilisation des acteurs par la mise à disposition et le porter à connaissance.

## **Agir pour la préservation des zones humides du bassin Rhône-Méditerranée**

*Site du conservatoire régional d'espaces naturels :*

<http://www.cen-rhonealpes.fr/zoneshumides/>

### **3.4.3.5 - Inventaire régional des tourbières**

Une tourbière est une zone humide, colonisée par la végétation, dont les conditions écologiques particulières ont permis la formation d'un sol constitué d'un dépôt de tourbe. Ces écosystèmes se caractérisent, en premier lieu, par un sol saturé en permanence d'une eau stagnante ou très peu mobile privant de l'oxygène nécessaire à leur métabolisme les micro-organismes (bactéries et champignons) responsables de la décomposition et du recyclage de la matière organique. Dans ces conditions asphyxiantes (anaérobiose), la litière végétale ne se minéralise que très lentement et très partiellement formant en s'accumulant, un dépôt de matière organique mal ou non décomposée : la tourbe.

Votre commune est concernée par les tourbières suivantes :

- Marais des Louves,
- Marais de Sansennet,
- Lac Chalette,
- Marais Sous Chalette,
- Marais de Lichat,

- Marais des Varignieux,
- Marais de Vaux de Saint Bois,
- L'Etang,
- Marais du Brayre,
- Marais de Veyrin,
- Marais de Crozet,
- Tourbière sous la Côte.

Accéder au portail des données communales sur le site de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes :  
<http://www.rdbrmc-travaux.com/basedreal/Accueil.php>

### **3.4.3.6 - Équipements communaux : eaux pluviales et assainissement**

#### Référence au SDAGE 2016-2021

Malgré les progrès importants constatés dans le domaine de l'assainissement ces dernières années, les dispositifs en place ne permettent pas systématiquement l'atteinte et le maintien du bon état des eaux.

La mise en œuvre de la directive eaux résiduaires urbaines (ERU) a permis de réduire fortement la pollution organique sur l'ensemble du bassin Rhône-Méditerranée en augmentant le taux d'épuration de l'eau de 67 % à 93 % en vingt ans. 90 % des points de surveillance du bassin présentent désormais une absence de pollution organique contre 70 % en 1991. L'enjeu est de pérenniser les acquis au travers de la gestion durable des services publics d'assainissement (cf. orientation fondamentale n°3) et de poursuivre les efforts d'assainissement sur certains milieux.

En ruisselant sur les surfaces imperméabilisées des agglomérations, les eaux de pluie se chargent en polluants, en particulier en micropolluants (HAP, métaux lourds) et en matières en suspension sources de pollution microbiologique, voire parasitaire. Cette pollution par les eaux pluviales pose problème pour l'atteinte du bon état des eaux et pour l'exercice d'usages sensibles (production d'eau potable, baignade, conchyliculture...).

#### Application aux documents d'urbanisme

Les installations et rejets (eau épurée ou eaux pluviales) en milieu superficiel ou souterrain ne doivent pas interférer sur la qualité d'un captage d'eau potable. En cas de doute, une étude hydrogéologique et l'avis d'un hydrogéologue agréé seront sollicités.

#### Plan micropolluants 2016-2021

Les précédents plans d'action (le plan national de lutte contre les PCB, le plan national sur les micropolluants (2010-2013 et le plan national sur les résidus de médicaments) étant arrivés à leur terme, un plan unique nommé « plan national micropolluants », a été élaboré pour la période 2016-2021 pour réduire les émissions de polluants et préserver ainsi la qualité des eaux et la biodiversité.

Il a pour but de protéger à la fois les eaux de surface continentales et littorales, les eaux souterraines, le biote, les sédiments et les eaux destinées à la consommation humaine, afin de répondre aux objectifs de bon état des eaux fixés par la directive cadre sur l'eau (DCE) et participe également à ceux de la directive cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM) en limitant l'apport de polluants via les cours d'eau du milieu marin.

*Vous pouvez télécharger ce plan national à l'adresse suivante :*  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-plan-micropolluants-2016-2021.html>

#### Réseau eaux pluviales

*Portail d'information sur l'assainissement communal :*  
<http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/pluvial.php>  
*Rubrique : Gestion des eaux pluviales*



### Référence au SDAGE 2016-2021

L'imperméabilisation augmente le ruissellement des eaux de pluie au détriment de leur infiltration dans le sol. Les conséquences sur les milieux aquatiques et les activités humaines peuvent alors être importantes : augmentation des volumes d'eaux pluviales ruisselées et de leur charge en polluants, accélération des écoulements en surface, moindre alimentation des nappes souterraines, perturbations des réseaux d'assainissement, augmentation des catastrophes naturelles (inondation, coulée de boue, etc.).

Aussi, le SDAGE fixe trois objectifs généraux :

- limiter l'imperméabilisation nouvelle des sols,
- réduire l'impact des nouveaux aménagements,
- dés-imperméabiliser l'existant.

### Application aux documents d'urbanisme

Des règles visant ces trois objectifs et adaptées aux conditions techniques locales (notamment capacité d'infiltration des sols, densité des zones urbaines) sont définies en ce sens par les documents d'urbanisme, les SAGE et les doctrines d'application de la police de l'eau.

Il conviendra d'identifier les champs d'expansion des crues de façon à garantir leur préservation dans le cadre du projet de PLU.

L'imperméabilisation et le ruissellement engendrés par les opérations d'urbanisation devront être quantifiés afin de mesurer les incidences sur les volumes d'eau à transiter soit dans les réseaux, soit dans les cours d'eau. La commune doit délimiter les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.

La commune doit également délimiter les zones où il est nécessaire de prévoir les installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement. L'autorité administrative pourra imposer des dispositifs, adaptés à chaque cas et propres à réduire les impacts des rejets supplémentaires sur le milieu ou les réseaux existants (ex : bassin de rétention).

Le principe qui prévaut est que les aménagements ne doivent pas augmenter les débits de pointe des apports aux réseaux par rapport à la situation initiale.

### Assainissement – Réseau eaux usées et stations d'épuration

*Site internet du ministère en charge de l'aménagement et de l'urbanisme :  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-assainissement-.html>*

### **Référence au SDAGE 2016-2021**

L'objectif est de réduire les déversements d'eaux usées non traitées au niveau des déversoirs d'orage des systèmes d'assainissement.

Le SDAGE 2016-2021 souligne que pour réduire ces déversements d'eaux usées non traitées, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'assainissement intègrent a minima la gestion des études sur les eaux pluviales à l'échelle des sous bassins pertinents.

### **Application aux documents d'urbanisme**

Les collectivités qui font l'objet de mesures de réduction de la pollution par les eaux pluviales prévues dans le cadre du programme de mesures élaborent un plan d'actions d'ici à fin 2018 afin d'atteindre ces objectifs pour 2021. Ce plan nécessite en premier lieu d'intégrer un volet « eaux pluviales » dans le schéma directeur d'assainissement, tel que défini dans la disposition 5A-02, afin d'évaluer l'importance et l'origine des flux de polluants (organique, substances dangereuses ou microbienne) apportés par les eaux de pluie et leur impact sur le fonctionnement des systèmes d'assainissement et les milieux récepteurs (impact environnemental et le cas échéant sanitaire, notamment pour assurer la qualité des eaux de baignade).

## Schéma d'assainissement collectif

*Article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales*

Les communes

*“... établissent un schéma d'assainissement collectif comprenant, avant la fin de l'année 2013, un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées. Ce descriptif est mis à jour selon une périodicité fixée par décret afin de prendre en compte les travaux réalisés sur ces ouvrages.”*

### Assainissement collectif

Portail d'information sur l'assainissement communal : <http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>

**Le principe d'adéquation du système d'assainissement (station d'épuration + réseau) avec les perspectives de développement de l'urbanisation et les obligations de prise en compte de l'environnement, en particulier le bon état écologique des masses d'eau pour 2015, sont à respecter.**

Le projet de PLU doit donc s'appuyer sur les études diagnostic existantes, sur l'autosurveillance, les bilans annuels de fonctionnement et sur les éventuels projets d'assainissement en cours pour démontrer cette adéquation.

Pour les nouvelles stations d'épuration, il est recommandé de prévoir une distance d'au moins 100 mètres entre les ouvrages d'assainissement et les zones construites ou constructibles afin de tenir compte des éventuelles nuisances de ce type d'ouvrage (Circulaire n° 97-31 du 17/02/97 relative à l'assainissement collectif de communes-ouvrages de capacité inférieure à 120 kg DBO5/jour, soit 2 000 EH. publiée au bulletin officiel du ministère de l'équipement N°399-97/8 du 10/05/1997) Les installations seront conçues et implantées de façon à ce que leur fonctionnement minimise l'émission d'odeurs, de bruit ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage et de constituer une gêne pour sa tranquillité.

La commune est équipée de 5 stations de traitement des eaux usées :

- Le bourg d'Arbignieu et les hameaux de Silignieu et de Thoys sont équipés d'une station d'épuration de type lagunage naturel d'une capacité de 450 équivalents habitants mise en service en 2006 avec rejet des eaux épurées dans le Furans.  
D'après le SATESE (rapport annuel 2015) les performances épuratoires de cette station sont minimisées par un taux non négligeable d'eaux claires parasites.
- Le hameau de Crozet possède une station d'épuration de type filtre planté de roseaux d'une capacité de 120 équivalents habitants mise en service en 2000. Une partie du hameau de Veyrin serait raccordée à cette station.  
D'après le SATESE (rapport annuel 2015) le fonctionnement général est peu satisfaisant. Des travaux seraient à entreprendre pour rendre étanche le 2ème étage.
- Le hameau de Peyzieu dispose d'une station d'épuration de type filtre planté de roseaux d'une capacité de 120 équivalents habitants mise en service en 2011.  
D'après le SATESE (rapport annuel 2015) les rendements épuratoires sont minimisés par un taux important d'eaux claires parasites.
- Saint-bois (mairie) : la station d'épuration de type filtre à sable d'une capacité de 120 équivalents habitants a été mise en service en 2002.
- Saint-bois (chef-lieu) : station d'épuration de type filtre planté de roseaux d'une capacité de 80 équivalents habitants mise en service en 2012.

Un schéma directeur d'assainissement aurait été réalisé par le bureau d'études Saunier Environnement en 2002 pour l'ancienne commune d'Arbignieu et la SOGEDO aurait réalisé le zonage d'assainissement de l'ancienne commune de Saint-Bois en 2008.

### Autres rappels

- Dans les secteurs zonés en assainissement collectif, la collectivité est tenue d'assurer la collecte et le traitement des effluents (*articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales*).
- Dans les secteurs zonés en non collectif, la commune est tenue de procéder au contrôle des dispositifs et de demander leur mise en conformité en cas de risque de pollution sur l'environnement et de danger pour la santé des personnes.

*Portail sur l'assainissement non collectif :*

<http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/>

### Assainissement non collectif

Les dispositions 5A-05 du SDAGE 2016-2021 préconisent d'adapter les dispositifs en milieu rural en promouvant l'assainissement non collectif et en confortant les services d'assistance technique. L'assainissement non collectif ou l'assainissement d'un faible nombre de logements par une unique filière autonome (assainissement collectif de proximité : filières rustiques de faible dimensionnement) est reconnu comme une filière d'assainissement à part entière. Il doit être préféré à l'assainissement collectif dans les zones de petits rejets dispersés dès lors que les conditions (coût, géologie, absence de zones sensibles...) lui sont favorables.

### **3.4.3.7 - Équipements communaux : eau potable**

#### **Référence au SDAGE**

##### **• La protection des captages actuels**

La préservation des capacités d'accès à une eau potable de qualité, actuelle et future, est au cœur de l'aménagement et du développement du territoire.

Elle s'appuie notamment sur la délimitation de zones de sauvegarde, au sein des masses d'eau souterraine ou des aquifères stratégiques pour l'alimentation en eau potable, conformément à l'article R. 212-4 du code de l'environnement.

Les dispositions du SDAGE visent à assurer sur le long terme la qualité sanitaire de l'eau destinée à l'alimentation humaine. Pour cela, il convient d'engager des actions pour protéger la qualité de la ressource destinée à la consommation humaine des pollutions ponctuelles et diffuses (nitrates et pesticides notamment). Le SDAGE privilégie donc des actions de prévention pour réduire les pollutions à la source.

##### **• La protection des ressources majeures d'intérêt départemental ou régional**

Dans ces zones de sauvegarde, il est nécessaire de protéger la ressource en eau et d'assurer sa disponibilité en quantité et en qualité suffisantes pour permettre sur le long terme une utilisation pour l'alimentation en eau potable sans traitement ou avec un traitement limité (désinfection).

Le SDAGE préconise de protéger les ressources majeures d'intérêt départemental ou régional :

- d'ores et déjà fortement sollicitées et dont l'altération poserait des problèmes immédiats pour les importantes populations qui en dépendent ;
- faiblement sollicitées à l'heure actuelle mais à fortes potentialités, et préservées à ce jour du fait de leur faible vulnérabilité naturelle ou de l'absence de pression humaine, et à conserver en l'état pour la satisfaction des besoins futurs à moyen et long terme.

#### **Alimentation en eau potable**

La commune est alimentée en eau potable par les sources de Balay et d'Armaille pour le bourg et les hameaux de Peyzieu et Sillignieu et par la source de la Fontaine d'Huile pour le hameau de Thoys.

La source d'Armaille, située sur la commune de Saint Germain-les-Paroisses et les sources du Balay et de Fontaine d'Huile, situées sur la commune, disposent d'une DUP du 20/09/1995. L'alimentation actuelle est suffisante en qualité ; ces sources présentent toutefois une certaine vulnérabilité du fait de leur caractère karstique.



La limite Ouest de la commune avoisine le périmètre de protection rapprochée du puits d'eau potable de Colomieu à Conzieu (DUP du 03/04/2014).

(Voir dans le Chapitre 4 : Servitude AS1 : servitude résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales)

Il conviendra de vérifier l'adéquation entre la ressource, la réserve disponible et les nouvelles dispositions du PLU.

Afin de préserver la ressource, il est préférable, lorsque c'est possible, de classer en zone N le secteur correspondant aux périmètres de protection, en fonction du contexte.

Il est rappelé l'obligation pour tous les usages sanitaires et alimentaires, d'un raccordement au réseau d'eau potable public. L'utilisation d'eaux pluviales ou d'eau d'un puits privé, y compris après traitement, ne répond pas aux exigences fixées par le code de la santé publique pour les eaux destinées à la consommation humaine.

Les établissements recevant du public doivent être raccordés au réseau de distribution d'eau potable.

L'alimentation des hameaux et des écarts par l'eau du réseau public doit être suffisante pour l'alimentation des habitations.

### **3.4.4 - Biodiversité**

#### **Codification des grands principes touchant à l'environnement**

*Voir les articles L. 101-1 ; L. 151-1 et L. 151-5 du code de l'urbanisme, créés par l'ordonnance du 23 septembre 2015 et l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme, modifié par la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 – art. 105.*

#### **Évaluation obligatoire du PLU en matière d'environnement**

*Voir les articles L. 153-27 du code de l'urbanisme, créés par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

La biodiversité est un concept scientifique mais c'est également une notion qui inclut :

- des valeurs morales, esthétiques et culturelles
- des productions de biens tels que nourriture, bois, textiles, médicaments
- des équilibres globaux et différents phénomènes majeurs comme la pollinisation, la qualité des eaux, la fertilité des sols, la protection naturelle contre les maladies.

La biodiversité est synonyme de diversité du monde vivant. Elle se décline en :

- diversité écologique (les milieux)
- diversité spécifique (les espèces)
- diversité génétique (au sein même de chaque espèce).

Il faut avoir en mémoire que pour une espèce qui disparaît du fait de l'activité humaine, de nombreuses interactions parfois essentielles disparaissent du même coup. La suppression d'une espèce, c'est la modification, même minime, d'un équilibre global.

Parmi les acteurs s'impliquant dans la lutte contre l'érosion de la biodiversité, les collectivités jouent un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs de la conservation de la biodiversité.

*Vous pouvez télécharger la brochure "La biodiversité s'explique" éditée en avril 2015 sur le site internet du ministère en charge de l'environnement :*

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-biodiversite-s-explique.html>

## La stratégie nationale de création des aires protégées (SCAP)

Site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes :

<http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/la-strategie-de-creation-des-aires-protégees-a2540.html>

Sur le territoire du département de l'Ain, sont concernés les projets aboutis ou non suivants :

- la réserve naturelle nationale du Haut Rhône français a été créée par le décret du 4 décembre 2013,
- l'arrêté préfectoral de protection de biotope de la basse vallée de la Veyle a été signé le 28 décembre 2012,
- la réserve naturelle régionale de la basse vallée de l'Ain (procédure en cours),
- la réserve biologique intégrale (forestière) de la Griffes du Diable (procédure en cours sur le bassin amont du Séran).

## Le profil environnemental régional

Site internet dédié au profil environnemental en Rhône-Alpes :

<http://www.profil-environnement.rhonealpes.fr/>

Le profil environnemental régional (PER) Rhône-Alpes est un outil de connaissance et de sensibilisation sur l'environnement actualisé dans le cadre de la territorialisation du Grenelle de l'environnement (circulaire du 23 mars 2009) mise en œuvre par le Préfet de région.

Disponibles dans toutes les régions, les profils environnementaux sont destinés à de larges publics et concourent à la diffusion de l'information environnementale pour favoriser sa prise en compte dans les actions publiques et individuelles.

## L'observatoire Rhône-Alpes de la biodiversité

Site internet dédié à la biodiversité en Rhône-Alpes :

<http://biodiversite.rhonealpes.fr/spip.php?rubrique9>

Il s'agit d'un outil de connaissance et de gestion sur les milieux naturels et les espèces de Rhône-Alpes qui se décline en 3 pôles d'informations naturalistes :

- le pôle flore et habitats
- la faune
- la gestion des milieux naturels

### 3.4.4.1 - Protection de biotope

Des arrêtés préfectoraux préservent les biotopes pour la survie d'espèces protégées.

Le terme biotope doit être entendu au sens large de milieu indispensable à l'existence des espèces de la faune et de la flore.

Les arrêtés de protection de biotope permettent aux préfets de département de fixer les mesures tendant à favoriser, sur tout ou partie du territoire, la conservation des biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées. Ces biotopes peuvent être des mares, des marécages, des marais, des haies, des bosquets, des landes, des dunes, des pelouses ou toutes autres formations naturelles peu exploitées par l'homme.

Des actions pouvant porter atteinte à l'équilibre biologique des milieux peuvent alors être interdites telles l'écobuage (défrichement avec brûlis de la végétation, en vue d'une mise en culture temporaire), le brûlage, le broyage des végétaux, la destruction des talus et des haies ou l'épandage de produits antiparasitaires.

Votre commune est concernée par le périmètre de protection de biotope APPB020 relatif à la protection des oiseaux rupestres qui se trouve en bordure de l'ex-commune de Saint-Bois déterminé par arrêté préfectoral.

Accéder au portail des données communales sur le site de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes :

<http://www.rdbmrc-travaux.com/basedreal/Accueil.php>

### 3.4.4.2 - Réseau NATURA 2000

Avec pour double objectif de préserver la diversité biologique et de valoriser les territoires, l'Europe s'est lancée, depuis 1992, dans la réalisation d'un ambitieux réseau de sites écologiques appelé NATURA 2000. Le maillage de sites s'étend sur toute l'Europe de façon à rendre cohérente cette initiative de préservation des espèces et des habitats naturels.

Chacun de ces sites fait l'objet de réflexions locales pour permettre la préservation du patrimoine naturel, en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles.

- Les zones de protection spéciale (Z.P.S.) pour la conservation des oiseaux sauvages. Les Z.P.S. sont désignées à partir de l'inventaire des zones importantes pour la conservation des oiseaux (Z.I.C.O.) définies par la directive européenne 79/409/CEE du 25/4/1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages.
- Les sites d'importance communautaire (S.I.C.) dédiés à la conservation des habitats naturels. Les S.I.C. sont définis par la directive européenne 92/43/CEE du 21/05/1992 relative à la conservation des habitats naturels (forêts, prairies, rivières, grottes, etc.) ainsi que de la faune et de la flore sauvages, et qui concerne dans le détail :
  - les habitats naturels d'intérêt communautaire, qu'ils soient en danger de disparition dans leur aire de répartition naturelle, qu'ils disposent d'une aire de répartition réduite par suite de leur régression ou en raison de leur aire intrinsèquement restreinte,
  - les habitats abritant des espèces d'intérêt communautaire, qu'elles soient en danger, vulnérables, rares ou endémiques,
  - les éléments de paysage qui, de par leur structure linéaire et continue ou leur rôle de relais, sont essentiels à la migration, à la distribution géographique et à l'échange génétique d'espèces sauvages.

Ces habitats et ces espèces sont actuellement rares et/ou en régression dans bon nombre de pays. Certaines espèces sont au bord de l'extinction. Les objectifs sont la protection de la biodiversité dans l'union européenne, le maintien, le rétablissement ou la conservation des habitats naturels.

L'arrêté ministériel en date du 21 avril 2016 modifiant l'arrêté du 14 juin 2010 portant désignation du site Natura 2000 « milieux remarquables du bas Bugey » est pris au titre de la directive européenne 92/43/CEE Habitats faune-flore.

- A11
- Code : FR8201641
- Statut : zone spéciale de conservation

Accéder au portail des données communales sur le site de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes :  
<http://www.rdbmrc-travaux.com/basedreal/Accueil.php>

### 3.4.4.3 - Protection des sites et milieux sensibles (ZNIEFF)

Les Z.N.I.E.F.F. de type 1 sont des sites particuliers généralement de taille réduite, qui présentent un intérêt spécifique et abritent des espèces animales ou végétales protégées bien identifiées. Ils correspondent donc à un enjeu de préservation des biotopes concernés. Bien que n'ayant pas de portée réglementaire directe, les Z.N.I.E.F.F. ont le caractère d'un inventaire scientifique et constituent un élément d'expertise pris en considération par la jurisprudence des tribunaux administratifs et du Conseil d'État.

Votre commune est concernée par les ZNIEFF de type 1 suivantes :

- Pelouses sèches de Saint-Bois,
- Marais de Vaux de Saint-Bois,
- Marais de Crozet,
- Marais de Veyrin,
- Marais du Brayre,
- Marais de Lichat,

- Lac et marais Chalette,
- Marais des Varignieux,
- Falaises de Saint Benoît à Brégnier-Cordon,
- Bois d'au Sonnot,
- Forêt de Veyrin,
- Marais des Louves,
- Partie aval de la rivière du Furans,
- Prairies du champ du Planet et des grandes raies.

Les Z.N.I.E.F.F. de type 2 sont des ensembles géographiques généralement importants incluant souvent plusieurs Z.N.I.E.F.F. de type 1 et qui désignent un ensemble naturel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés.

Votre commune est concernée par les ZNIEFF de type 2 suivantes :

- Bas Bugey,
- bassin de Belley.

Accéder au portail des données communales sur le site de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes :  
<http://www.rdbrmc-travaux.com/basedreal/Accueil.php>

#### **3.4.4.4 - Trames verte et bleue et continuités écologiques**

Voir les articles L. 371-1 à L. 371-6 du code de l'environnement.

##### **Enrayer la perte de biodiversité, un enjeu clé**

Les trames verte et bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles en milieu rural.

Pour atteindre l'objectif indiqué ci-avant, ces trames contribuent notamment :

- à diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces en prenant en compte leur déplacement,
- à identifier, préserver et relier les espaces importants par des corridors écologiques,
- à préserver les zones humides,
- à faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages,
- à améliorer la qualité et la diversité des paysages.

Les trames verte et bleue visent ainsi à constituer ou à reconstituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour préserver les écosystèmes et permettre aux espèces animales et végétales d'assurer leur survie.

Elles doivent permettre de protéger en priorité les espèces sensibles à la fragmentation dont la préservation est considérée comme un enjeu national.

La trame verte comprend tout ou partie des espaces protégés au titre des espaces et du patrimoine naturels notamment ceux importants pour la préservation de la biodiversité, les corridors écologiques permettant de relier les espaces naturels et enfin les couvertures végétales à mettre en place le long de certains cours d'eau et plans d'eau dans le cadre de la loi.

La trame bleue comprend certains cours d'eau ou canaux figurant sur les listes établies par l'autorité administrative, tout ou partie des zones humides dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs à atteindre en termes de qualité et de quantité des eaux avant fin 2015 ainsi que les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux et zones humides importants pour la préservation de la biodiversité.

Concrètement, le long de certains cours d'eau, sections de cours d'eau et plans d'eau de plus de 10 hectares, l'exploitant ou, à défaut, l'occupant ou le propriétaire de la parcelle riveraine est tenu de mettre en place et de maintenir une couverture végétale permanente composée d'espèces adaptées à l'écosystème naturel environnant sur le sol d'une largeur d'au moins 5 mètres à partir de la rive, hors les espaces déjà imperméabilisés ou occupés par des bâtiments, cours, terrains clos de murs, sans préjudice des règles d'urbanisme applicables auxdits espaces.

### Un outil d'aménagement du territoire

Les trames verte et bleue se veulent un véritable outil d'aménagement du territoire, selon les termes mêmes de la Loi Grenelle 1.

Les trames verte et bleue sont notamment mises en œuvre au moyen d'outils d'aménagement tels que :

- un document-cadre intitulé "orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques",
- un document-cadre intitulé "schéma régional de cohérence écologique – SRCE" à l'échelle de chaque région, élaboré, mis à jour et suivi conjointement par la région et l'État en association avec un comité régional "trames verte et bleue".

Les documents de planification devront prendre en compte les SRCE.

Les départements peuvent être maître d'ouvrage ou exercer une mission d'assistance à maître d'ouvrage dans le cadre des règles de la commande publique pour tous les travaux contribuant à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques sur la trame verte et la trame bleue.

### Les composantes des trames verte et bleue

<b>Réservoirs de biodiversité</b> Espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats peuvent assurer leur fonctionnement	Arrêté de protection de biotope, réserves, parc national, sites Natura 2000, ZNIEFF 1, sites de protection d'espèces
<b>Corridors écologiques</b> Espaces linéaires, discontinus ou paysagers qui assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie	<b>Corridors fuseaux :</b> traduction d'un principe de connexion global, nécessitant un travail à une échelle plus fine précisant les espaces de passages <b>Corridors axes :</b> traduction d'enjeux de connexion plus localisés et plus contraints, vulnérables
<b>Espaces perméables</b> Espaces de nature ordinaire à dominantes agricole, forestière et naturelle de relativement bonne qualité et globalement perméables aux déplacements de la faune assurant la liaison entre les réservoirs de biodiversité	Haies, bosquets, ...
<b>Trames bleues</b> Éléments aquatiques (cours d'eau, canaux et zones humides) et espaces d'interface entre les milieux terrestres et aquatiques	Cours d'eau et canaux classés en liste 1 et 2, espaces de mobilité ou de liberté le long des cours d'eau, couvertures végétales le long des cours d'eau, réservoirs biologiques SDAGE, zones de frayères, lacs naturels, inventaires zones humides, zones humides < 1 ha, ...

## La possibilité de protéger des éléments des trames verte et bleue dans le PLU

Article L. 113-29 du code de l'urbanisme, modifié par la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages – art. 85

*“Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer en espaces de continuités écologiques des éléments des trames verte et bleue, définies aux II et III de l'article L. 371-1 du code de l'environnement, qui sont nécessaires à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques.”*

Article L. 113-30 du code de l'urbanisme, modifié par la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages – art. 85

*“La protection des espaces de continuités écologiques est assurée par les dispositions prévues au présent chapitre ou à la section 4 du chapitre I<sup>er</sup> du titre V du présent livre, notamment aux articles L. 151-22, L. 151-23 ou L. 151-41, ou par des orientations d'aménagement et de programmation en application de l'article L. 151-7, en tenant compte des activités humaines, notamment agricoles.”*

## Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques

Voir les articles L. 371-2 et L. 371-1 du code de l'environnement.

Document de travail ONPRBECE 14/11/2011 sur le site internet du ministère en charge de l'aménagement et de l'urbanisme :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Orientations-nationales-pour-la.html>

Le document-cadre intitulé “orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques” est élaboré, mis à jour et suivi par l'autorité administrative compétente de l'État en association avec un comité national “trames verte et bleue”.

## Schéma régional de cohérence écologique (SRCE)

Voir l'article L. 371-3 du code de l'environnement.

Le SRCE de Rhône-Alpes a été adopté par délibération du conseil régional le 19 juin 2014 et arrêté du préfet de région le 16 juillet 2014. Il est tenu à la disposition du public.

Il est porté à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents en matière d'urbanisme par le préfet de département.

Les documents sont téléchargeables sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes à l'adresse suivante :

<http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/le-srce-de-rhone-alpes-adopte-a3346.html>

## Le contenu du SRCE

8 enjeux relatifs aux continuités écologiques ont été identifiés par la région :

- l'étalement urbain et l'artificialisation des sols
- l'impact des infrastructures sur la fragmentation et le fonctionnement du réseau écologique terrestre et aquatique
- l'accompagnement des pratiques agricoles et forestières pour favoriser une TVB fonctionnelle
- l'impact des activités anthropiques sur la continuité des cours d'eau et des espaces de mobilité
- l'accompagnement du développement des énergies renouvelables
- l'intégration de la biodiversité dans toutes les politiques publiques et leur gouvernance
- les spécificités des espaces de montagne en Rhône-Alpes.

## Le volet cartographique du SRCE

L'échelle la plus précise de la carte environnementale du SRCE est le 1/100 000<sup>ème</sup>.



## Portée juridique du SRCE

Outre les évaluations environnementales auxquelles ils sont réglementairement soumis, les documents de planification et les projets de l'État et des collectivités territoriales prennent en compte les SRCE et précisent les mesures permettant d'éviter, de réduire et, le cas échéant, de compenser les atteintes portées aux continuités écologiques (*article L. 371-3 du code de l'environnement*).

## La traduction des trames verte et bleue dans le PLU.

Les trames verte et bleue, réalisées dans le cadre de l'élaboration du SRCE, sont disponibles et doivent être prises en compte dans le cadre de l'élaboration du présent PLU.

L'orientation n° 1 du plan d'actions du SRCE consiste à "prendre en compte la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme et dans les projets".

[Vous trouverez en annexes relevant de l'information, "la prise en compte du SRCE dans les documents d'urbanisme".](#)

Le code de l'urbanisme (*l'article L. 101-1 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015 et l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme, modifié par la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 – art. 105*) a traduit l'obligation pour les PLU de contribuer dans le cadre de leurs compétences, à la protection et à la remise en bon état des continuités écologiques.

La question des continuités écologiques devra faire l'objet d'une analyse particulière pour répondre aux objectifs de l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme, modifié par la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 – art. 105.

Le rapport de présentation devra contenir ces éléments de diagnostic ainsi que les mesures prévues par la municipalité pour protéger les milieux naturels et la biodiversité sur le territoire communal.

## Pour vous aider :

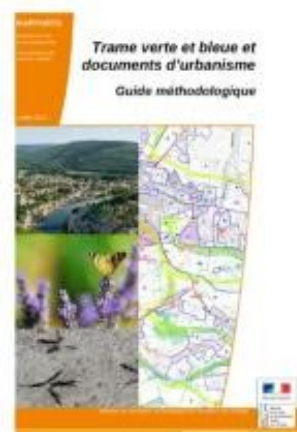
Site internet dédié à la trame verte et bleue : <http://www.trameverteetbleue.fr/>

- Le guide méthodologique national "trame verte et bleue et documents d'urbanisme" est téléchargeable à l'adresse suivante :

<http://www.trameverteetbleue.fr/vie-tvb/actualites/sortie-guide-national-tvb-documents-urbanisme>

Ce guide méthodologique fait notamment état des possibilités offertes par les dispositions actuelles du code de l'urbanisme pour intégrer l'enjeu Trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme.

Il s'adresse en particulier aux collectivités chargées d'élaborer ou de réviser leur document d'urbanisme, mais aussi aux acteurs et services les accompagnant dans ces démarches.



- Le centre de ressources trame verte et bleue

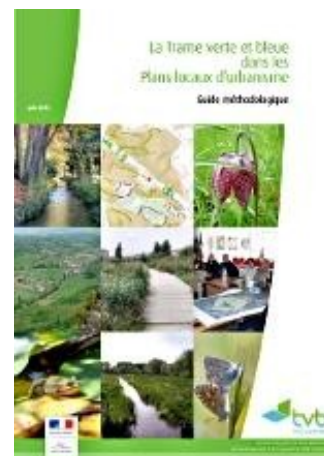
Il constitue ainsi une boîte à outils multifonctionnelle capable d'apporter un soutien méthodologique aux professionnels.

Exemples d'intégration de la TVB dans les PLU :

<http://www.trameverteetbleue.fr/entree-thematique/urbanisme>

- Le guide méthodologique “La trame verte et bleue dans les plans locaux d’urbanisme” est téléchargeable à l’adresse suivante :

<http://www.trameverteetbleue.fr/documentation/references-bibliographiques/trame-verte-bleue-dans-plans-locaux-urbanisme>





## 3.5 - Prendre en compte les risques et limiter les nuisances

Les risques et nuisances auxquels peut être soumis un territoire sont liés soit aux caractéristiques physiques de ce territoire, soit à l'activité humaine qui s'y développe. La prévention dans le domaine des risques est donc une composante essentielle de l'organisation du territoire afin de garantir un cadre de vie de qualité, une préservation des populations et du patrimoine naturel.

*Article L. 101-2 du code de l'urbanisme, modifié par la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 – art. 105*

*“Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :*

*...*

- 5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;*
- 6° ... la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, ...”*

*Site internet du ministère en charge de l'aménagement et de l'urbanisme : [http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/fiche\\_6.pdf](http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/fiche_6.pdf)*

### 3.5.1 - Identifier et limiter les nuisances

#### 3.5.1.1 - La gestion des déchets

##### Système d'information des déchets en Rhône-Alpes (SINDRA)

*Site internet du système d'information des déchets en Auvergne-Rhône-Alpes : <http://www.sindra.org/>*

En développant le Sindra, l'ADEME et la région Auvergne-Rhône-Alpes ont voulu mettre à la disposition des collectivités locales un outil susceptible de les aider dans leur gestion des déchets ménagers. Elles souhaitent ainsi favoriser une meilleure cohérence des politiques engagées sur l'ensemble du territoire régional et susciter une complémentarité voire une solidarité entre territoires.

##### Plan régional de prévention et de gestion des déchets

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a modifié les dispositions du code de l'environnement relatives à la planification des déchets en confiant cette compétence aux conseils régionaux et en créant un plan régional de prévention et de gestion des déchets qui se substituera aux trois types de plans existants : le plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux, le plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics et le plan régional de prévention et de gestion des déchets dangereux.

Le décret no 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets adapte la partie réglementaire du code de l'environnement sur la planification des déchets aux nouvelles dispositions législatives issues de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015.

En application de l'article 8, III de la loi n°2015-991 du 7 août 2015, le plan régional de prévention et de gestion des déchets devra être approuvé avant le 18 février 2017.

Ce document devrait servir de document de référence pour l'élaboration des documents d'urbanisme, en substitution au plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux. Ce dernier reste en vigueur jusqu'à l'approbation du plan régional.

## **Plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux**

Site internet du conseil départemental de l'Ain :

[http://www.ain.fr/jcms/aw\\_114000/la-gestion-des-dechets](http://www.ain.fr/jcms/aw_114000/la-gestion-des-dechets)

Un plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés a été approuvé le 12 juillet 2002 par arrêté préfectoral. Il définit les modes de collecte et de traitement des déchets.

Il est téléchargeable (5 parties) à l'adresse suivante :

[http://www.ain.fr/jcms/cd\\_7575/plan-departemental-de-prevention-et-de-gestion-des-dechets-non-dangereux](http://www.ain.fr/jcms/cd_7575/plan-departemental-de-prevention-et-de-gestion-des-dechets-non-dangereux)

Depuis la loi du 13 août 2004, c'est le département qui est devenu compétent pour élaborer, réviser et suivre ce plan. Avec les lois Grenelle de 2010 et 2011, un plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux doit être établi par le Département.

Le projet de plan a été soumis à enquête publique du 23 novembre 2015 au 8 janvier 2016 inclus.

Vous pouvez suivre cette procédure à l'adresse suivante :

[http://www.ain.fr/jcms/cd\\_7575/plan-departemental-de-prevention-et-de-gestion-des-dechets-non-dangereux](http://www.ain.fr/jcms/cd_7575/plan-departemental-de-prevention-et-de-gestion-des-dechets-non-dangereux)

Les réflexions menées dans le cadre de l'élaboration de votre PLU devront intégrer la question des sites de dépôt et de traitement des déchets sur la commune (anciennes décharges, sites de dépôt de déchets inertes, de compostage de déchets verts ou fermentescibles, ...)

### **Installations de stockage et d'incinération des déchets**

Les archives départementales récupérées auprès de la préfecture de l'Ain mentionnent l'existence d'une ancienne décharge de la commune de Belley au lieu dit " Les Sablières" sur l'ex-commune d'Arbignieu qui a cessé son activité en 2002.

Elles mentionnent également l'existence d'anciennes décharges aux lieu-dits « Rompus » et « Peyzieu » sur l'ex-commune d'Arbignieu et au lieu dit « Sous la Montagne » sur l'ex-commune de Saint-Bois au sujet desquelles la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes ne dispose d'aucune archive. Dans l'attente de la mise en place éventuelle de servitudes d'utilité publique, le périmètre des anciennes décharges, ne doit pas être le lieu d'activités ou de travaux susceptibles de remettre en cause les conditions de réaménagement du site.

### **Collecte et traitement des ordures ménagères**

La collecte des ordures ménagères est assurée par le SIVOM du Bas-Bugey. Le traitement des ordures ménagères est assuré par le SITOM Nord Isère.

L'élimination des ordures ménagères s'effectue par leur acheminement vers l'incinérateur de Bourgoin-Jallieu.

#### **3.5.1.2 - Les nuisances liées aux activités agricoles**

*Article L. 111-3 du code rural et de la pêche maritime*

Lorsque des dispositions législatives ou réglementaires soumettent à des conditions de distance l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers, la même exigence d'éloignement doit être imposée à ces derniers à toute nouvelle construction et à tout changement de destination précités à usage non agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes.

L'application de la réciprocité de ces distances prend en compte le fait que certains bâtiments peuvent être des chenils ou des box à chevaux. Cette distance rend possible la cohabitation d'une activité source de nuisances (bruit, poussières, odeurs, ...) avec une urbanisation plus citadine.

Dans les parties actuellement urbanisées des communes, des règles d'éloignement différentes de celles qui résultent du premier alinéa peuvent être fixées pour tenir compte de l'existence de constructions agricoles antérieurement implantées. Ces règles sont fixées par le PLU.

Dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application de l'alinéa précédent, l'extension limitée et les travaux rendus nécessaires par des mises aux normes des exploitations agricoles existantes sont autorisés, nonobstant la proximité de bâtiments d'habitations.

### Les règles d'implantation des bâtiments d'élevage

(source DDASS/DDSV/DDAF01 – 26/09/2005)

Type d'élevage	Caractéristique des animaux	Seuil de classement	Réglementation applicable	Remarques	Distances minimales d'implantation (en mètres) vis à vis des habitations ou des ERP <sup>(1)</sup>
BOVINS	Veaux de boucherie Bovins à l'engrais	1 à *	R.S.D. (art. 26)	50 m sur dérogation si stabulation sur litière - 25 m sur dérogation en zone de montagne - 15 m sur dérogation pour stockage de paille et fourrage	15
		* à 49	R.S.D. (art. 153)		50
		50 à 400	I.C.D.		100/50/25/15
		plus de 400	I.C.A.		100
	Vaches laitières et/ou mixtes	1 à *	R.S.D. (art. 26)	50 m sur dérogation si stabulation sur litière - 25 m sur dérogation en zone de montagne - 15 m sur dérogation pour stockage de paille et fourrage	15
		* à 49	R.S.D. (art. 153)		50
		50 à 100	I.C.D.		100/50/25/15
		plus de 100	I.C.A.		100
	Vaches nourricières (lait exclusivement destiné à l'alimentation des veaux)	1 à *	R.S.D. (art. 26)	50 m sur dérogation si stabulation sur litière - 25 m sur dérogation en zone de montagne - 15 m sur dérogation pour stockage de paille et fourrage	15
		* à 100	R.S.D. (art. 153)		50
		plus de 100	I.C.D.		100/50/25/15
PORCINS	Porcs charcutiers	plus de 30 kg = 1 animal équivalent (ICPE)	1 à *	R.S.D. (art. 26)	15
			* à 49	R.S.D. (art. 153)	100/50
	Truies et verrats	chacun = 3 animaux équivalents (ICPE)	1 à *	R.S.D. (art. 26)	15
			* à 16	R.S.D. (art. 153)	100/50
	Porcelets	chacun = 0,2 animal équivalent (ICPE)	1 à *	R.S.D. (art. 26)	15
			* à 250	R.S.D. (art. 153)	100/50
	pour les trois catégories		50 à 450 AE	I.C.D.	100/50
			plus de 450 AE	I.C.A.	100/50
LAPINS		plus de 30 jours (RSD)	1 à 50	R.S.D. (art. 26)	15
			51 à 500	R.S.D. (art. 153)	25
			501 à 1 999		50
			2 000 à 6 000	I.C.D.	Distance au moins égale à celle imposée pour les élevages plus petits relevant du R.S.D.
			plus de 6 000	I.C.A.	La distance est fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'élevage. Le service des installations classées de l'Ain (DDSV) proposera au moins 100 m
VOLAILLES GIBIERS A PLUMES		animaux équivalents (ICPE) plus de 30 jours (RSD)	1 à 50	R.S.D. (art. 26)	15
			51 à 500	R.S.D. (art. 153)	25
			501 à 4 999 AE		50
			5 000 à 30 000 AE	I.C.D.	100 et 50 si bâtiment mobile et déplacement d'au moins 200m à chaque bande
					volières avec une densité > 0,75 animal équivalent/m2 et toute autre installation destinée à l'élevage des animaux
					volières avec une densité =< 0,75 animal équivalent/m2
CHIENS		sevrés (ICPE)	1 à *	R.S.D. (art. 26)	15
			* à 9	R.S.D. (art. 153)	50
			10 à 50	I.C.D.	arrêté préfectoral du 19/03/82
			plus de 50	I.C.A.	La distance est fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'élevage. Le service des installations classées de l'Ain (DDSV) proposera au moins 100 m

ANES			1 à *	R.S.D. (art. 26)		15
			plus de *	R.S.D. (art. 153)		50
CHEVAUX			quel que soit le nombre	R.S.D. (art. 153)		50
OVINS - CAPRINS			1 à *	R.S.D. (art. 26)		15
			plus de *	R.S.D. (art. 153)		50
SANGLIERS		en stabulation ou en plein air dans un enclos de moins de 20 ha	quel que soit le nombre	I.C.D.		
		en stabulation ou en plein air dans un enclos de plus de 20 ha	quel que soit le nombre	réglementation générale de la chasse		
ANIMAUX CARNASSIERS A FOURRURE			1 à 99	R.S.D. (art. 153)	Distance	50
			100 à 2 000	I.C.D.		50
			plus de 2 000	I.C.A.		150
PISCICULTURE	SALMONICULTURE D'EAU DOUCE	capacité de production annuelle (ICPE)	moins de 500 kg	R.S.D. (art. 153)		50
			500 kg à 10 tonnes	I.C.D.		
			plus de 10 tonnes	I.C.A.		
	PISCICULTURE (sauf salmoniculture) D'EAU DOUCE/DE MER	capacité de production annuelle (ICPE)	moins de 5 tonnes	R.S.D. (art. 153)		50
			5 à 20 tonnes	I.C.D.		
			plus de 20 tonnes	I.C.A.		
MENAGERIES (parcs zoologiques, parcs d'animaux sauvages)			quel que soit le nombre	I.C.A.		
VERMINIERES (élevage de larves de mouches - asticots)			quel que soit le nombre	I.C.A.		
AUTRES ELEVAGES (ESCARGOTS, AUTRUCHES, CERVIDES...)			quel que soit le nombre	R.S.D. (art. 153)		50

### Seuil de classement

\* : nombre maximal d'animaux pouvant être pris en compte pour un élevage familial. Cette notion d'élevage familial est définie par l'article 153 du R.S.D. qui stipule :

*“Un élevage de type familial est un élevage de petite taille dont la production est destinée à la consommation familiale (volailles, lapins, ovins ...) ou à l'agrément de la famille (chien, chat, oiseaux ...). On considère comme élevage familial un élevage dont le nombre d'animaux en place dans un même enclos ou un même bâtiment n'excède pas pour chaque genre : 5 pour les animaux d'un poids supérieur à 10 kg plus le cas échéant et à titre temporaire leur progéniture jusqu'au sevrage sans que celle-ci ne puisse dépasser 10 animaux ; 50 pour les animaux d'un poids inférieur à 10 kg.”*

### Réglementation applicable

R.S.D. : règlement sanitaire départemental

I.C.D. : installation classée pour la protection de l'environnement – régime de la déclaration

I.C.A. : installation classée pour la protection de l'environnement – régime de l'autorisation

I.C.P.E. : installation classée pour la protection de l'environnement

### Distances minimales d'implantation (en mètres) vis-à-vis des habitations ou des ERP(1) :

(1) : ERP = établissement recevant du public

Pour le R.S.D., les distances se mesurent du bâtiment abritant les animaux à l'habitation de tiers soit un ERP (zone de loisirs ou ERP à l'exception des installations de campings à la ferme).

Pour les I.C.P.E., les distances se mesurent :

- du bâtiment abritant les animaux et des annexes (les bâtiments de stockage de paille et de fourrage, les silos, les installations de stockage, de séchage et de fabrication des aliments destinés aux animaux, les ouvrages d'évacuation, de stockage et de traitement des effluents, les aires d'ensilage, la salle de traite) à l'habitation de tiers en l'absence de documents d'urbanisme opposables au tiers,
- du bâtiment abritant les animaux et des annexes (les bâtiments de stockage de paille et de fourrage, les silos, les installations de stockage, de séchage et de fabrication des aliments destinés aux animaux, les ouvrages d'évacuation, de stockage et de traitement des effluents, les aires d'ensilage, la salle de traite) à la zone constructible la plus proche en cas de documents d'urbanisme opposables au tiers (POS, PLU, PLUi ayant fait l'objet d'une enquête publique).

### **3.5.1.3 - Ouvrages d'assainissement – Eaux usées**

À moins de mettre en place des mesures compensatoires pour limiter les nuisances sonores et olfactives, il est nécessaire de prévoir une distance d'au moins 100 mètres entre les ouvrages d'assainissement et les zones d'habitation.

### **3.5.1.4 - Zones d'activités**

Les projets de création ou d'extension de zone artisanale ou industrielle, de construction d'un équipement public, doivent faire l'objet d'une réflexion sur les contraintes apportées par certaines activités (nuisances sonores, poussières, odeurs, pollutions atmosphériques et visuelles, circulations induites, pollutions des réseaux pluviaux et des eaux souterraines, dangers divers, ...) au regard de la vocation des zones d'habitations proches ou des zones de loisirs voisines. Il en est de même pour les carrières.

## **3.5.2 - Prendre en compte les risques**

Les plans de prévention des risques naturels (P.P.R.) sont issus de la loi du 02/02/1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement. Ils ont été élargis aux risques miniers en 1999 et couvrent dorénavant les risques technologiques depuis la loi du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages.

L'obligation de prendre en compte les risques naturels (inondation, sous-sol, mouvements de terrain, séismes) et technologiques (nucléaire, industriel, transports de matières dangereuses, rupture de barrage, incendie provenant de bâtiments, pollution, sécurité routière) dans les documents d'urbanisme a été inscrite dans le code de l'urbanisme par la loi du 22/07/1987 portant sur l'organisation de la sécurité civile, la protection de la forêt contre l'incendie et la prévention des risques majeurs.

Depuis la loi S.R.U., la prise en compte des risques s'effectue au sein des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme.

Au-delà de la nécessaire prise en compte des risques, il convient également d'évaluer les différentes sources de nuisances impactant le territoire afin de pouvoir en déterminer des principes d'organisation qui n'augmenteront pas la population exposée.

### **Document départemental des risques majeurs (DDRM)**

Le document départemental des risques majeurs (DDRM) consigne les informations essentielles sur les risques naturels et technologiques majeurs du département.

Il mentionne les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde et décrit les modes d'actions qui peuvent être mis en œuvre, vis-à-vis de l'intensité des aléas et de la vulnérabilité des enjeux, pour en atténuer les effets.

Il est à noter que, concernant le département de l'Ain, l'ensemble des communes est concerné à minima par le risque naturel sismique.  
La version en vigueur date de 2010.

Site internet des services de l'État dans l'Ain :  
<http://www.ain.gouv.fr/le-recensement-des-risques-a1369.html>

### **Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)**

L'article L. 125-2 du code de l'environnement pose le droit à l'information de chaque citoyen quant aux risques qu'il encourt dans certaines zones du territoire et les mesures de sauvegarde pour s'en protéger.

Le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) recense tous les risques naturels et technologiques auxquels la commune est soumise.

Site internet dédié aux DICRIM : <http://bddicrim.dbm-agence.com/index.php/>

### **3.5.2.1 - Prise en compte des risques naturels**

Site internet du ministère en charge de la prévention des risques :  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Risques-naturels-et-ouvrages-.html>

Site internet des services de l'État dans l'Ain : <http://www.ain.gouv.fr/risques-majeurs-r408.html>

Site internet géorisques sur la prévention du risque inondation :  
<http://www.georisques.gouv.fr/le-risque-inondation-en-france>

### **Plans de gestion des risques d'inondation (PGRI)**

Voir les articles L. 566-3 à L. 566-11 du code environnement (Études préliminaires liées aux risques d'inondation (EPRI) / PGRI)

Voir les articles L. 131-7 et L. 131-1 10° du code de l'urbanisme, créés par l'ordonnance du 23 septembre 2015

#### **Définition :**

La fiche 9 : Cadre juridique du plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) est téléchargeable à l'adresse suivante : [http://jurisprudence.prim.net/jurisprud2011/09\\_fiche.php](http://jurisprudence.prim.net/jurisprud2011/09_fiche.php)

Un plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) est instauré à l'échelle d'un bassin versant ou de groupement de bassins, pour un territoire où il existe un risque d'inondation important ayant des conséquences de portée nationale voire européenne (tandis que le PPRi prend en compte les événements potentiels d'impact plus local).

Le (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée a été approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 07/12/2015, pour la période 2016-2021.

Le PGRI Rhône-Méditerranée fixe les objectifs de ce territoire en matière de gestion des risques d'inondation. Il a une portée juridique et s'articule avec le SDAGE (PGRI, Volume I, page n°10). L'intégration de la problématique des risques naturels dans les politiques d'aménagement du territoire et d'urbanisme, constitue une priorité partagée entre l'État et les collectivités (PGRI, Volume I, page n°50). Le principe d'agir sur les capacités d'écoulement, en préservant les champs d'expansion des crues ainsi que la mobilisation de nouvelles capacités d'expansion des crues, font parties des dispositions du PGRI (PGRI, Volume I, page n°56).

Le PGRI est téléchargeable à l'adresse suivante :  
<http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion/inondations/pgri.php>

## **Prise en compte du risque inondation**

Une modération des imperméabilisations de manière à maîtriser les débits ruisselés est à prendre en compte. Une recherche des zones d'extension de l'urbanisation en dehors des zones identifiées comme inondables est nécessaire.

## **Arrêté de catastrophes naturelles**

Site internet dédié à la prévention des risques majeurs : <http://macommune.prim.net/index.php>

La mémoire des sites ayant connu des catastrophes naturelles doit être intégrée aux partis d'aménagement retenus dans le cadre du projet de PLU.

Votre commune a été reconnue en état de catastrophe naturelle par :

- arrêté ministériel du 16/03/1990, paru au journal officiel 23/03/1990, pour inondations et coulées de boue sur le territoire de l'ex-commune d'Arbignieu,
- arrêté ministériel du 16/03/1990, paru au journal officiel 23/03/1990, pour inondations et coulées de boue sur le territoire de l'ex-commune de Saint-Bois.

## **Mouvements de terrains**

### **Les argiles**

Site internet géorisques sur "l'aléa retrait gonflement des argiles" : <http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/alea-retrait-gonflement-des-argiles/#/>

Le BRGM qualifie de "faible", l'aléa "retrait/gonflement des argiles" pour votre territoire communal.

### **Les glissements, chutes, éboulements, effondrements, coulées, érosions de berges**

Site internet géorisques sur les mouvements de terrain : <http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/mouvements-de-terrain/#/>

Votre commune est concernée par un type de mouvement "chute de blocs / éboulement" sur l'ex-commune de Saint-Bois.

## **Cavités souterraines abandonnées (naturelles ou artificielles)**

Site internet géorisques sur les cavités souterraines : <http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/cavites-souterraines/#/>

Votre commune est concernée par :

- sur le territoire d'Arbignieu
  - \* Grotte de Siligneu,
  - \* Grotte des Marais de Thoys,
  - \* Abri à Reveyron,
  - \* Abri-grotte de la Vierge,
  - \* Grotte de la Rochette ;
- sur le territoire de Saint-Bois
  - \* Gave Lu,
  - \* Gave du Jarret ou grotte sous Balme.

## **Sismicité**

Le décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique présente la classe dite "à risque normal" de bâtiments, équipements et installations, déclinée en 4 catégories d'importances, selon 5 zones géographiques de sismicité allant de "très faible" à "forte",

Le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français présente notamment le nouveau zonage sismique du département de l'Ain,

*L'arrêté ministériel du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».*

Site internet des services de l'État dans l'Ain : <http://www.ain.gouv.fr/le-risque-sismique-r150.html>

Site internet géorisques sur la prévention du risque sismique :  
<http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/seisme>

Afin d'améliorer la prise en compte du risque sismique dans les constructions conformément à l'"Eurocode 8", un nouveau zonage sismique réglementaire est entré en vigueur en France le 1<sup>er</sup> mai 2011.

Votre commune est classée en zone "3", dite de sismicité "modérée". Elle est soumise aux règles de construction correspondantes.

Le zonage sismique induit en effet des règles de construction que doivent respecter les ouvrages nouveaux ou le bâti existant qui fait l'objet de modifications importantes. Les règles sismiques sont variables suivant la classe des bâtiments définie par l'arrêté du 22 octobre 2010 selon leur nature ou le type d'occupation.

### **3.5.2.2 - Prise en compte des risques technologiques**

#### **Carrières**

##### **Le schéma départemental des carrières**

Le schéma départemental des carrières du département de l'Ain a été approuvé par arrêté préfectoral du 7 mai 2004.

<http://www.ain.gouv.fr/schema-departemental-des-carrieres-a1008.html>

Les schémas départementaux des carrières s'imposent aux "autorisations et enregistrements d'exploitation de carrières". En conséquence, une autorisation d'exploitation de carrière ne peut être délivrée par le Préfet que si le projet est compatible avec les objectifs du schéma départemental des carrières.

À signaler que l'absence de zonage "carrières" dans un PLU se traduit par une interdiction généralisée pour toute ouverture de carrière sachant que ce zonage ne préjuge pas du respect du choix des tiers et de l'obtention des autorisations nécessaires pour l'exploitation.

À signaler encore qu'un arrêt de la cour administrative d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2012, n°11BX02656 a reconnu l'existence d'un lien de compatibilité entre PLU et schéma départemental des carrières.

Rappelons que seules les zones de classe 1 comprennent les espaces où les carrières sont interdites. Le contour de ces zones figure sur « la carte de synthèse des contraintes » issue du Schéma départemental des carrières de 2004. Dans toutes les autres zones, les ouvertures de carrières sont potentiellement réalisables.

##### **Le schéma régional des carrières**

L'articulation entre documents d'urbanisme et schémas des carrières a évolué avec la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 dite ALUR. Les schémas départementaux vont être remplacés à terme par des schémas régionaux co-élaborés entre l'État et la Région et "pris en compte" par les PLU, PLUi et autres documents d'urbanisme.

En outre le contenu de la régionalisation des schémas des carrières a été fixé par le décret du 15 décembre 2015. Celui-ci mentionne les modalités d'élaboration des schémas des carrières qui devront être élaborés à l'échelon régional et non plus départemental d'ici 2020, à l'issue d'une consultation considérablement élargie. Le nouvel article L. 515-3 du code de l'environnement élève l'échelle de planification de ces schémas du département à la région.



Votre commune est concernée par les carrières de :

- Grace et Piccino sise aux lieux-dits "En Chouenne", "Sansandiant" et "Grandes Rayes" ;
- Fontaine TP sise au lieu dit "La Meule" ;
- Richard-Ceccon sise au lieu dit "Champ du Planey".

Vous trouverez en annexes relevant des informations, le rapport de la DREAL.

### Lignes électriques

#### **Réseau de distribution du courant électrique (ErDF) – ouvrages < 63 kV :**

Les lignes aériennes ou câbles souterrains constituant le réseau de distribution de tension inférieure à 63kV sont en principe implantés :

- soit sur le domaine public routier, en vertu de l'article 10 de la loi du 15 juin 1906 qui confère au distributeur un droit d'occupation légal sur le domaine repris sous l'article 6 dans le cahier des charges de concession et confirmé par l'article L. 113-3 du code de la voirie routière,
- soit sur les propriétés privées sous le régime des servitudes consenties par convention de passage, et éventuellement par arrêtés préfectoraux de mise en servitudes légales en cas d'opposition des propriétaires concernés en référence à l'article 12 de cette même loi.

Les postes de transformation sont implantés sur des terrains mis à disposition par les communes (domaine public ou privé), conformément au cahier des charges de concession, soit mis à disposition par les lotisseurs ou aménageurs dans l'emprise de leur projet de lotissement ou de zone d'aménagement conformément à l'article R\*332-16 du code de l'urbanisme.

Les postes de distribution publique d'électricité sont des ouvrages d'intérêt général puisqu'ils permettent d'alimenter un quartier ou un secteur et de sécuriser la qualité de la fourniture.

Ils sont soumis au respect des dispositions du code de l'urbanisme et à autorisation d'urbanisme si leur superficie excède 5 m<sup>2</sup>. Comme tels, ils doivent pouvoir bénéficier de dérogations aux règles d'urbanisme notamment sur les marges de recul. Leur implantation fait l'objet d'un examen au cas par cas si besoin.

Des développements de réseaux doivent nécessairement être envisagés dans les zones à urbaniser et les zones à vocation économique.

Vous trouverez en annexes relevant de l'information, le courrier des recommandations d'Enedis concernant la distribution du courant électrique.

## 3.6 - Dynamiser durablement le territoire dans le respect de son identité

---

Dans le cadre de la planification urbaine, la promotion de l'économie consiste à aménager des parties de territoires en permettant l'essor d'activités pourvoyeuses de richesses. Cette action doit être soutenable, c'est-à-dire supportable quant à son impact social et environnemental, en satisfaisant aux objectifs du développement durable.

### **La notion de réversibilité**

Dans le cas où l'activité cesse, la capacité du lieu à être réemployé doit être pleine et entière. Il s'agit d'envisager au stade du projet, les possibilités de mutation de l'activité ou le retour à l'état initial du site d'implantation.

Un aménagement soutenable anticipe la possibilité du retour à l'état initial du tènement d'accueil.

### **La notion de service rendu**

L'aménagement d'une zone d'activité doit s'accompagner de réflexions sur les services aux entreprises et aux personnels, comme la desserte en transports collectifs, l'usage des modes doux de déplacements, la cohabitation de tous les modes, les bornes de recharge pour les véhicules électriques, les cantines et crèches, le haut débit mais aussi la qualité des aménagements et de l'architecture, la prise en compte de l'environnement, ...

## 3.6.1 - Économie

### **3.6.1.1 - L'économie soutenable**

Pour une économie soutenable, l'objectif est que chaque acteur économique prenne en compte le coût que constitue pour la société, les atteintes à l'environnement engendrées par son activité (pollution des sols, de l'air, ...).

Entrent ici en jeu les principes :

- d'efficacité économique :  
la prise en compte dans les coûts de production des coûts de la pollution favorisera la compétitivité des activités ne portant pas atteinte à l'environnement,
- d'équité :  
les coûts de pollution n'incomberont pas aux contribuables mais aux responsables de celle-ci.

### 3.6.1.2 - Le développement commercial

#### ○ Le schéma de développement commercial

*Article R. 751-12 du code de commerce*

Le schéma de développement commercial est un document qui rassemble les informations disponibles sur l'activité commerciale et son environnement économique. Il comporte une analyse prospective qui indique les orientations en matière de développement commercial et les secteurs d'activités commerciales à privilégier.

Le schéma de développement commercial de l'Ain a été approuvé par l'observatoire départemental d'équipement commercial, le 17 mai 2004.

Votre commune fait partie des secteurs :

- Bas-Bugey pour le territoire d'Arbignieu,
- Plateau d'Hauteville et Valromey pour le territoire de Saint-Bois.

Vous le trouverez en annexes relevant de l'information.

#### L'équipement commercial et artisanal

##### À l'échelle du SCoT

*Article L. 141-16 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

"Le document d'orientation et d'objectifs précise les orientations relatives à l'équipement commercial et artisanal.

*Il définit les localisations préférentielles des commerces en prenant en compte les objectifs de revitalisation des centres-villes, de maintien d'une offre commerciale diversifiée de proximité permettant de répondre aux besoins courants de la population tout en limitant les obligations de déplacement et les émissions de gaz à effet de serre, de cohérence entre la localisation des équipements commerciaux et la maîtrise des flux de personnes et de marchandises, de consommation économe de l'espace et de préservation de l'environnement, des paysages et de l'architecture."*

*Article L. 141-17 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

"Le document d'orientation et d'objectifs peut comprendre un document d'aménagement artisanal et commercial déterminant les conditions d'implantation des équipements commerciaux qui, du fait de leur importance, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'aménagement du territoire et le développement durable.

*Ces conditions privilégient la consommation économe de l'espace, notamment en entrée de ville, par la compacité des formes bâties, l'utilisation prioritaire des surfaces commerciales vacantes et l'optimisation des surfaces dédiées au stationnement. Elles portent également sur la desserte de ces équipements par les transports collectifs et leur accessibilité aux piétons et aux cyclistes ainsi que sur leur qualité environnementale, architecturale et paysagère, notamment au regard de la performance énergétique et de la gestion des eaux.*

*Le document d'aménagement artisanal et commercial localise les secteurs d'implantation périphérique ainsi que les centralités urbaines, qui peuvent inclure tout secteur, notamment centre-ville ou centre de quartier, caractérisé par un bâti dense présentant une diversité des fonctions urbaines, dans lesquels se posent des enjeux spécifiques du point de vue des objectifs mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 141-16. Il peut prévoir des conditions d'implantation des équipements commerciaux spécifiques aux secteurs ainsi identifiés.*

*L'annulation du document d'aménagement artisanal et commercial est sans incidence sur les autres documents du schéma de cohérence territoriale"*

## À l'échelle du PLU

Article L. 151-5 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015

“Le projet d'aménagement et de développement durables définit :

...

- 2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

*Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. ...”*

Article L. 151-7 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015

*“Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :*

...

- 2° *Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ; ...”*

Article L. 151-9 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015

*“Le règlement délimite les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger.*

*Il peut préciser l'affectation des sols selon les usages principaux qui peuvent en être faits ou la nature des activités qui peuvent y être exercées et également prévoir l'interdiction de construire.*

*Il peut définir, en fonction des situations locales, les règles concernant la destination et la nature des constructions autorisées.”*

Article L. 151-16 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015

*“Le règlement peut identifier et délimiter les quartiers, îlots et voies dans lesquels est préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers les commerces de détail et de proximité, et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer cet objectif.”*

Article R. 151-37 du code de l'urbanisme, créé par le décret du 28 décembre 2015

*“Afin d'assurer la mise en œuvre des objectifs de mixité sociale et fonctionnelle, **le règlement peut :***

- 1° *Définir des règles permettant d'imposer une mixité des destinations ou sous-destinations au sein d'une construction ou d'une unité foncière ;*

...

- 3° *Définir des règles différenciées entre le rez-de-chaussée et les étages supérieurs des constructions ;*

- 4° *Identifier et délimiter, dans le ou les documents graphiques, les quartiers, îlots et voies dans lesquels doit être préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers les commerces de détail et de proximité, et définir, le cas échéant, les règles spécifiques permettant d'atteindre cet objectif ; ...”*

Article L. 214-1 du code de l'urbanisme, modifié par la loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 – art. 17

*“Le conseil municipal peut, par délibération motivée, délimiter un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité, à l'intérieur duquel sont soumises au droit de préemption institué par le présent chapitre les aliénations à titre onéreux de fonds artisanaux, de fonds de commerce ou de baux commerciaux. ...”*

## **Les friches industrielles dans l'aménagement commercial**

La nécessité de réduire la consommation des espaces agricoles et naturels doit conduire à une réflexion en faveur de la reconquête des friches d'activités commerciales, industrielles et urbaines. Plus les friches seront requalifiées pour accueillir de nouvelles activités économiques, de l'habitat ou des équipements publics, moins il sera nécessaire de soustraire des terres agricoles ou des espaces naturels pour assurer le développement urbain. La question de la valorisation des friches existantes devient donc un sujet de préoccupation de premier plan.

La réforme du contenu du PLU a étendu la possibilité de délimiter des zones à urbaniser (AU) aux secteurs de friches et de renouvellements urbain (*article R. 151-20 du code de l'urbanisme*).

### **3.6.1.3 - L'agriculture**

#### **Le plan régional de l'agriculture durable (PRAD) de Rhône-Alpes**

Suite au Grenelle de l'environnement, le plan régional de l'agriculture durable (PRAD) de Rhône-Alpes a été approuvé par arrêté du préfet de région le 24 février 2012.

Site internet de la DRAAF de Auvergne-Rhône-Alpes :  
<http://draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/PRAD-Rhone-Alpes>

#### **Le recensement agricole**

Le recensement agricole offre un portrait instantané, complet et détaillé, d'un secteur clé de l'économie française et européenne : l'agriculture (population agricole, surfaces végétales, y compris viticoles, effectifs animaux, moyens de production, activités annexes, etc ...)

Le recensement de l'agriculture concerne toutes les exploitations agricoles, y compris les plus petites.

Le ministère en charge de l'agriculture a réalisé fin 2010 – début 2011 un nouveau recensement agricole sur l'ensemble du territoire de la métropole.

Site internet du ministère en charge de l'agriculture :  
<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/recensement-agricole-2010/>

Vous trouverez en annexe relevant de l'information, la fiche comparative 1979 – 1988 – 2000 et le recensement agricole 2010.

Vous trouverez d'autres informations concernant les filières et productions agricoles à l'adresse suivante :

Site internet de la DRAAF de Auvergne-Rhône-Alpes : <http://draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/>

#### **Le registre parcellaire graphique**

La préservation des espaces agricoles implique de connaître l'utilisation des sols. À ce titre, les données issues du registre parcellaire graphique (RPG) peuvent être utilisées, en soulignant toutefois qu'elles émanent des déclarations des exploitants au titre de la politique agricole commune (PAC). Il ne s'agit donc pas d'une représentation exhaustive de tous les terrains agricoles.

Site internet de la DRAAF de Auvergne-Rhône-Alpes :  
<http://draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/Cartes>

### 3.6.1.4 - La préservation des espaces agricoles

#### Les zones agricoles protégées (ZAP)

Article L. 112-2 du code rural et de la pêche maritime, modifié par l'ordonnance du 23 septembre 2015 – art. 9

*“Des zones agricoles dont la préservation présente un intérêt général en raison soit de la qualité de leur production, soit de leur situation géographique, soit de leur qualité agronomique peuvent faire l'objet d'un classement en tant que zones agricoles protégées.*

*Celles-ci sont délimitées par arrêté préfectoral pris sur proposition ou après accord du conseil municipal des communes intéressées*

*...*

*après avis de la chambre d'agriculture, de l'Institut national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée*

*et de la commission départementale d'orientation de l'agriculture*

*et après enquête publique réalisée dans les conditions prévues au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.*

*L'existence de parcelles boisées de faible étendue au sein d'une telle zone ne fait pas obstacle à cette délimitation. ...”*

Les zones agricoles protégées constituent une servitude d'utilité publique qui doivent être annexées au PLU.

(Voir le Chapitre 4 : Servitude A9 relative aux zones agricoles protégées)

Article L. 112-2 du code rural et de la pêche maritime, modifié par l'ordonnance du 23 septembre 2015 – art. 9

*“... Tout changement d'affectation ou de mode d'occupation du sol qui altère durablement le potentiel agronomique, biologique ou économique d'une zone agricole protégée doit être soumis à l'avis de la chambre d'agriculture*

*et de la commission départementale d'orientation de l'agriculture.*

*En cas d'avis défavorable de l'une d'entre elles, le changement ne peut être autorisé que sur décision motivée du préfet.*

*Le changement de mode d'occupation n'est pas soumis aux dispositions de l'alinéa précédent lorsqu'il relève d'une autorisation au titre du code de l'urbanisme et lorsque le terrain est situé à l'intérieur d'un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu.”*

#### Le classement en zone A

Article R. 151-22 du code de l'urbanisme, créé par le décret du 28 décembre 2015

Les communes doivent recenser les espaces à protéger pour la pérennisation, l'extension ou la création de sièges d'exploitations agricoles ainsi que pour les terrains présentant un potentiel agronomique, biologique ou économique.

#### Règle d'éloignement

Il est recommandé, partout où cela est possible, de prévoir un recul de 100 m entre les activités agricoles et les zones constructibles ou d'urbanisation future. Toutefois, la loi relative au développement des territoires ruraux introduit la possibilité de règles d'éloignement différentes dans les parties actuellement urbanisées des communes pour tenir compte de constructions agricoles existantes : ces règles sont fixées par le PLU.

Dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées, l'extension limitée et les travaux de mise aux normes des exploitations agricoles existantes sont autorisés, malgré la proximité de bâtiments d'habitations.

Le principe de dérogation demeure dès lors qu'aucune règle spécifique n'a été établie.

Par dérogation et en l'absence de règles spécifiques instaurées, une distance d'éloignement inférieure peut toutefois être autorisée après avis de la chambre d'agriculture pour tenir compte des spécificités locales.

Il est rappelé le respect des distances d'implantation entre exploitations agricoles et zone d'urbanisation et l'application de la réciprocité de ces distances en prenant en compte le fait que certains bâtiments peuvent être des chenils ou des boxes à chevaux (incidence de la loi d'orientation agricole du 09/07/1999 sur le droit de l'urbanisme).

### **Contrôle de la réduction des espaces agricoles et forestiers**

Voir § 2.5.3.2 et suivants

#### **3.6.1.5 - Gestion durable des forêts : amélioration de la production et de la valorisation économique du bois**

##### **Sylviculture et schéma régional de gestion sylvicole (SRGS)**

Le schéma régional de gestion sylvicole indique les méthodes de gestion préconisées pour les différents types de forêts privées rhônalpines.

Site internet du schéma régional de gestion sylvicole Rhône-Alpes :  
<http://www.foretpriveefrancaise.com/srgs-135436.html>

Vous trouverez en annexes relevant de l'information : la "notice avis PLU CRPF".

Site internet du centre national de la propriété forestière : <http://www.cnpf.fr/>

##### **Réglementation communale des boisements**

Votre commune possède sa propre réglementation des boisements, mise en place par l'arrêté préfectoral du 05 novembre 1968 pris par application de l'article L. 126-1 du code rural et de la pêche maritime sur le territoire de l'ex-commune d'Arbignieu.

Elle est soumise à la délibération du conseil général du 12 février 2007, relatif à la réglementation des semis, plantations et replantations d'essences forestières.

Vous trouverez copie de cette délibération en annexes relevant de l'information.

#### **3.6.1.6 - Produits bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine**

Site internet de l'institut national de l'origine et de la qualité (INOQ) : <http://www.inao.gouv.fr/>  
Rubrique : Espace professionnel et outils > Rechercher un produit

En France et en Europe, des logos officiels permettent de reconnaître les produits qui bénéficient d'un signe officiel d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO).

- L'appellation d'origine protégée (AOP) désigne un produit dont les principales étapes de production sont réalisées selon un savoir-faire reconnu dans une même aire géographique, qui donne ses caractéristiques au produit. C'est un signe européen qui protège le nom du produit dans toute l'Union européenne.
- L'appellation d'origine contrôlée (AOC) désigne des produits répondant aux critères de l'AOP et protège la dénomination sur le territoire français. Elle constitue une étape vers l'AOP, désormais signe européen. Elle peut aussi concerner des produits non couverts par la réglementation européenne.
- L'indication géographique protégée (IGP) identifie un produit agricole, brut ou transformé, dont la qualité, la réputation ou d'autres caractéristiques sont liées à son origine géographique.



- La spécialité traditionnelle garantie (STG) correspond à un produit dont les qualités spécifiques sont liées à une composition, des méthodes de fabrication ou de transformation fondées sur une tradition.  
La particularité de la spécialité traditionnelle garantie se définit par deux éléments distincts et pourtant très liés : la spécificité et l'aspect traditionnel. La STG vise à définir la composition ou le mode de production traditionnel d'un produit, sans toutefois que celui-ci ne présente nécessairement de lien avec son origine géographique.
- L'agriculture biologique est un mode de production qui allie les pratiques environnementales optimales, le respect de la biodiversité, la préservation des ressources naturelles et l'assurance d'un niveau élevé de bien-être animal.  
C'est aussi un mode de production qui exclut l'usage des OGM et qui limite le recours aux intrants
- Le label rouge est un signe national qui désigne des produits qui, par leurs conditions de production ou de fabrication, ont un niveau de qualité supérieur par rapport aux autres produits similaires habituellement commercialisés.

Consultation de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers :

*Article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, modifié par l'ordonnance du 23 septembre 2015 – art. 9*

*“... Cette commission peut être consultée sur toute question relative à la réduction des surfaces naturelles, forestières et à vocation ou à usage agricole et sur les moyens de contribuer à la limitation de la consommation des espaces naturels, forestiers et à vocation ou à usage agricole. Elle émet, dans les conditions définies par le code de l'urbanisme, un avis sur l'opportunité, au regard de l'objectif de préservation des terres naturelles, agricoles ou forestières, de certaines procédures ou autorisations d'urbanisme. Elle peut demander à être consultée sur tout autre projet ou document d'aménagement ou d'urbanisme, à l'exception des projets de plans locaux d'urbanisme concernant des communes comprises dans le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé après la promulgation de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.*

*Lorsqu'un projet ou un document d'aménagement ou d'urbanisme a pour conséquence une réduction de surfaces affectées à des productions bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine, le directeur de l'Institut national de l'origine et de la qualité ou son représentant participe, avec voix délibérative, à la réunion de la commission au cours de laquelle ce projet ou ce document est examiné.*

*Lorsqu'un projet d'élaboration, de modification ou de révision d'un plan local d'urbanisme, d'un document d'urbanisme en tenant lieu ou d'une carte communale a pour conséquence, dans des conditions définies par décret, une réduction substantielle des surfaces affectées à des productions bénéficiant d'une appellation d'origine protégée ou une atteinte substantielle aux conditions de production de l'appellation, l'autorité compétente de l'État saisit la commission du projet. Celui-ci ne peut être adopté qu'après avis conforme de cette commission. ...”*

Consultation de l'institut national de l'origine et de la qualité :

*Article R. 153-6 du code de l'urbanisme, modifié par le décret du 25 novembre 2016 – article 1*

*“Conformément à l'article L. 112-3 du code rural et de la pêche maritime, le plan local d'urbanisme ne peut être approuvé qu'après avis de la chambre d'agriculture, de l'Institut national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée et, le cas échéant, du Centre national de la propriété forestière lorsqu'il prévoit une réduction des espaces agricoles ou forestiers.*

*Ces avis sont rendus dans un délai de trois mois à compter de la saisine. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable.”*

*Article L. 112-3 du code rural et de la pêche maritime, modifié par la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 – art. 129 (VD) et la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 – art. 25*

*“Les schémas directeurs, les plans d'occupation des sols ou les documents d'urbanisme en tenant lieu et les documents relatifs au schéma départemental des carrières ou au schéma régional des carrières prévoyant une réduction des espaces agricoles ou forestiers ne peuvent être rendus*

publics ou approuvés qu'après avis de la chambre d'agriculture, de l'Institut national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée et, le cas échéant, du Centre national de la propriété forestière. Il en va de même en cas de révision ou de modification de ces documents. ..."

Votre commune est comprise dans l'aire de production de produits bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée AOC (reconnaissance française) / appellation d'origine protégée AOP (reconnaissance européenne).

- AOC – AOP "Bugey" (Décret n° 2011-1097 du 9 septembre 2011 relatif à l'appellation d'origine contrôlée « Bugey »)
- AOC. – AOP "Roussette du Bugey" (Décret n° 2011-1722 du 30 novembre 2011 relatif à l'appellation d'origine contrôlée « Roussette du Bugey »)

En conséquence, il vous appartiendra de communiquer pour avis le projet de PLU arrêté à :

Institut National de l'Origine et de la Qualité

Délégation Territoriale Centre-Est

37 boulevard Henri Dunant

CS 80140

71 040 MACON cedex

Consultation de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers :

*Article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, modifié par l'ordonnance du 23 septembre 2015 – art. 9*

*"... Cette commission peut être consultée sur toute question relative à la réduction des surfaces naturelles, forestières et à vocation ou à usage agricole et sur les moyens de contribuer à la limitation de la consommation des espaces naturels, forestiers et à vocation ou à usage agricole. Elle émet, dans les conditions définies par le code de l'urbanisme, un avis sur l'opportunité, au regard de l'objectif de préservation des terres naturelles, agricoles ou forestières, de certaines procédures ou autorisations d'urbanisme. Elle peut demander à être consultée sur tout autre projet ou document d'aménagement ou d'urbanisme, à l'exception des projets de plans locaux d'urbanisme concernant des communes comprises dans le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé après la promulgation de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.*

*Lorsqu'un projet ou un document d'aménagement ou d'urbanisme a pour conséquence une réduction de surfaces affectées à des productions bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine, le directeur de l'Institut national de l'origine et de la qualité ou son représentant participe, avec voix délibérative, à la réunion de la commission au cours de laquelle ce projet ou ce document est examiné. ..."*

Votre commune est comprise dans l'aire de production de produits bénéficiant d'indications géographiques protégées (IGP) :

- Coteaux de l'Ain,
- Emmental français Est-Central,
- Gruyère,
- Volailles de l'Ain.

Toute réduction de surfaces affectées à ces productions prévue par votre document d'urbanisme fera l'objet d'un examen particulier par la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, dès lors que son avis sera requis au titre des articles, L. 151-12 (règlement permettant les extensions et/ou les annexes pour les bâtiments d'habitation existants situés en zone A ou N et hors STECAL) et/ou L. 151-13 (délimitation de STECAL en zone A ou N) du code de l'urbanisme.

Vous trouverez dans les annexes relevant de l'information, le courrier de l'Institut national de l'origine et de la qualité accompagné d'un tableau indiquant les AOC/AOP, IGP ou Agriculture Bio affectées sur votre commune.

### 3.6.1.7 - L'aménagement numérique des territoires

Site internet d'informations et approfondissements concernant les technologies de communication électronique haut débit : <http://extranet.ant.cete-ouest.equipement.gouv.fr/infrastructures-reseaux-r12.html>

Depuis 2004, l'article L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales, adopté dans le cadre du vote de la loi pour la confiance dans l'économie numérique, permet aux collectivités d'investir dans les réseaux de communications électroniques en déployant ou en faisant déployer pour leur compte des infrastructures actives neutres et mutualisées.

Depuis la loi Grenelle 2, pour l'ensemble des acteurs locaux, l'élaboration des documents d'urbanisme crée l'opportunité de prendre en compte la question des infrastructures et réseaux de communications électroniques.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont facteurs de cohésion sociale et de désenclavement, notamment par le biais de l'accès aux services et au commerce en ligne, la possibilité du télé-travail, la recherche d'emploi, la e-administration et la télé formation.

Les enjeux de couverture par ces technologies s'inscrivent dans un processus d'aménagement du territoire. Dans les zones moyennement denses et rurales, l'intervention des acteurs publics est nécessaire pour attirer des opérateurs et lutter contre une fracture numérique d'ores et déjà effective pour certains territoires.

La stratégie de cohérence régionale pour l'aménagement numérique (ScoRAN) : Elle fixe les grandes orientations souhaitées par les acteurs régionaux, afin de garantir que chaque territoire soit couvert par un schéma directeur territorial d'aménagement numérique.

Site internet du ministère en charge de l'aménagement et de l'urbanisme : [http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/fiche\\_8.pdf](http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/fiche_8.pdf)

La loi du 7 octobre 2016 pour une République numérique introduit notamment l'ouverture par défaut des données publiques, la neutralité du net, une obligation de loyauté des plateformes en ligne, ainsi qu'une protection accrue pour les données personnelles des usagers du net. La loi pour une République numérique prévoit également les conditions d'un Internet accessible au plus grand nombre, au travers de l'accélération de la couverture du territoire en très haut débit et en téléphonie mobile, de mesures pour un meilleur accès des personnes handicapées aux services en ligne, et de la création d'un droit au maintien de la connexion internet en cas d'impayé pour les foyers en difficulté.

La loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique : [https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=30B61C7F7F0AEF73A1AD09F72FD46624.tpdila22v\\_2?cidTexte=JORFTEXT000033202746&categorieLien=id](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=30B61C7F7F0AEF73A1AD09F72FD46624.tpdila22v_2?cidTexte=JORFTEXT000033202746&categorieLien=id)

#### **Les communications électroniques : possibilité de critères de qualité renforcés dans les PLU**

Article L. 151-40 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015

*“Le règlement peut imposer aux constructions, travaux, installations et aménagements dans les secteurs qu'il ouvre à l'urbanisation de respecter, en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques, des critères de qualité renforcés, qu'il définit.”*

Article R. 151-49 du code de l'urbanisme, créé par le décret du 28 décembre 2015

*“Afin de satisfaire aux objectifs, mentionnés à l'article L. 101-2, de salubrité, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de prévention des risques naturels prévisibles, notamment pluviaux, le règlement peut fixer :*

...

*3° Les obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques.”*

Article R. 151-50 du code de l'urbanisme, créé par le décret du 28 décembre 2015

“Dans les zones U, AU, A et N, le ou les documents graphiques font apparaître s'il y a lieu :

...

2° Les secteurs où, en application de l'article L. 151-40, des critères de qualité renforcés en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques doivent être respectés.”

### **Le schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN)**

Instauré par la loi du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique, le SDTAN constitue un outil stratégique pour le très haut débit. Il définit une stratégie de développement des réseaux établie à l'échelle d'un département au moins. Il vise à soutenir la cohérence des initiatives publiques et leur bonne articulation avec les investissements privés.

Dans l'Ain, le conseil départemental a élaboré un SDTAN en 2011. Celui-ci a été révisé en avril 2014.

Site internet du schéma directeur territorial d'aménagement numérique :  
<http://www.avicca.org/content/sdtan>

### **3.6.1.8 - Activité touristique**

Site internet dédié au tourisme dans l'Ain : <http://www.ain-tourisme.com/>  
Site internet des routes touristiques de l'Ain : <http://www.routes-touristiques-ain.com/>

### **Chemins de randonnée**

Votre commune dispose de circuits de randonnée inscrits au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée pédestre (PDIPR).



## **3.6.2 - Santé**

### **3.6.2.1 - Équilibre entre protection de la santé, développement économique et protection du patrimoine**

Dans le cadre de la planification urbaine, la promotion de l'économie consiste à aménager des parties de territoires en permettant l'essor d'activités pourvoyeuses de richesses. Cette action doit être soutenable, c'est-à-dire supportable quant à son impact social et environnemental, en satisfaisant aux objectifs du développement durable.

### **Le 3<sup>ème</sup> plan national santé environnement (PNSE 3) 2015-2019**



Ce troisième PNSE tend à réduire autant que possible et de façon la plus efficace les impacts des facteurs environnementaux sur la santé afin de permettre à chacun de vivre dans un environnement favorable à la santé.

Il est consultable sur les sites internet :

Site internet du ministère en charge de l'écologie :  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Troisieme-plan-national-sante.html>

## **Le 2<sup>ème</sup> plan régional santé environnement (PRSE2) 2011-2014**

Site internet dédié au 2<sup>ème</sup> plan régional santé environnement 2011-2014 :  
<http://www.prse2-rhonealpes.fr/>

La santé environnementale s'intéresse aux impacts sur la santé liée aux conditions de vie (habitat, travail, etc) et aux contaminations des milieux (eau, air, sol, etc). Les risques relevant d'un comportement individuel sont exclus.

Les liens entre urbanisme, aménagement du territoire et santé sont sous-estimés, voire méconnus, en raison notamment du cloisonnement des métiers et de l'indépendance des législations.

Depuis la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010 (Grenelle 2), les enjeux environnementaux et sanitaires comme la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol et la prévention des pollutions et nuisances de toute nature doivent être pris en compte dans les documents de planification territoriale, notamment à travers les documents d'urbanisme locaux comme le PLU.

Le PRSE2 Rhône-Alpes a été approuvé par le préfet de région le 18 octobre 2011.

La 3<sup>ème</sup> fiche-action a pour objectif d'intégrer les enjeux sanitaires dans les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement (actions 7 et 8).

- Action 7 : **Intégrer les enjeux sanitaires dans les documents de planification**
- Action 8 : **Promouvoir une approche sanitaire en amont des projets de travaux, ouvrages et opérations d'aménagement**

La région Rhône-Alpes fusionnant avec la région Auvergne, l'année 2015 est une année de transition entre la fin du PRSE2 et le démarrage de l'élaboration du PRSE3. Celui-ci sera construit à l'échelle du nouveau territoire régional. Au cours de cette année charnière, la dynamique régionale en matière de santé- environnement sera maintenue.



### **3.6.3 - Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et bâti**

#### **3.6.3.1 - La préservation de la montagne**

*Articles L. 122-1 à L. 122-25 du code de l'urbanisme, créés par l'ordonnance du 23 septembre 2015 et articles R. 122-1 à R. 122-17 du code de l'urbanisme, créés par le décret du 28 décembre 2015*

*Article L. 122-1-10 du code de l'environnement*

Les principes d'aménagement de la montagne en tant qu'espace naturel spécifique apparaissent avec la loi du 9 janvier 1985 sur la protection et le développement de la montagne et ont été précisés par la loi du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne. L'article 1<sup>er</sup> de cette dernière loi redéfinit les objectifs de l'action de l'État en faveur des territoires de montagne. En particulier, il s'agit de :

- prendre en compte et d'anticiper les effets du changement climatique en soutenant l'adaptation de l'ensemble des activités économiques à ses conséquences, notamment dans les domaines agricole, forestier et touristique ;
- de veiller à la préservation du patrimoine naturel ainsi que la qualité des espaces naturels et des paysages ;
- de promouvoir la richesse du patrimoine culturel, de protéger les édifices traditionnels et de favoriser la réhabilitation du bâti existant ;
- d'assurer une meilleure maîtrise de la gestion et de l'utilisation de l'espace montagnard par les populations et les collectivités de montagne ;

- de soutenir la transition numérique et le développement de services numériques adaptés aux usages et contraintes des populations de montagne ;
- de procéder à l'évaluation et de veiller à la prévention des risques naturels prévisibles en montagne.

Dans les zones de montagne, l'urbanisation est réalisée en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnels ou d'habitations existantes. Ce principe de continuité s'apprécie au regard des caractéristiques locales de l'habitat traditionnel, des constructions implantées et de l'existence de voies et réseaux. Les adaptations, changements de destination, réfections, extensions limitées de constructions existantes ainsi que la construction d'annexes de taille limitée à ces constructions et la réalisation d'installations ou d'équipements incompatibles avec le voisinage des zones habitées échappent à ce principe de continuité.

En zone de montagne, une unité touristique nouvelle (U.T.N.) est définie pour toute opération de développement touristique contribuant aux performances socio-économiques de l'espace montagnard : construction d'hébergement ou d'équipement touristique avec surface de plancher, création de remontées mécaniques, réalisation d'aménagements touristiques sans surface de plancher, en une ou plusieurs tranches ... (cf articles R. 122-6 et R. 122-7 du code de l'urbanisme). Un décret en Conseil d'État, à venir, fixera la liste des nouvelles UTN structurantes à prévoir dans les SCoT ainsi que des nouvelles UTN locales à prévoir dans les OAP des PLU (localisation, nature, capacité globale d'accueil et d'équipement).

À compter de la date d'entrée en vigueur des dispositions relatives aux UTN découlant de la loi du 28 décembre 2016, et au plus tard à compter du 29 décembre 2017, le contenu et la procédure de PLU évolueront de la façon suivante :

- le diagnostic figurant au rapport de présentation devra porter sur les besoins en matière de réhabilitation de l'immobilier de loisir et d'unités touristiques nouvelles ;
- les OAP pourront comprendre des dispositions sur les UTN et en définir les principales caractéristiques ;
- le projet de PLU arrêté devra être soumis pour avis à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) en cas de prévision d'UTN locale ;
- L'analyse du PLU à 9 ans porte sur les UTN, le cas échéant.

L'arrêté interministériel du 6 septembre 1985 délimitant la zone de montagne en France métropolitaine valide l'arrêté ministériel du 20 février 1974 constituant la référence pour le département de l'Ain et établissant la liste des communes concernées. L'arrêté ministériel du 28 juillet 2004 a porté classement de nouvelles communes en zone de montagne pour le département de l'Ain.

La loi du 28 décembre 2016 précise dans son article 8 qu'en cas de création d'une commune nouvelle, en application de l'article L. 2113-2 du code général des collectivités territoriales, le classement en zone de montagne est maintenu pour les parties de la commune nouvelle correspondant au territoire des anciennes communes précédemment classées en zone de montagne.

Votre commune, sur le territoire de l'ex-commune de Saint-Bois, est concernée par les dispositions de la loi n°85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et devra en respecter les principes d'aménagement et de protection et de la loi du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.

Site internet : <http://www.datar.gouv.fr/montagne>

Site internet : <http://www.gridauh.fr/comptes-rendus-de-travaux/ecriture-des-plu/>

Rubrique : 2.3.3 PLU Montagne (22/10/2012)



### 3.6.3.2 - La prise en compte du paysage au sens le plus large

La récente loi sur la biodiversité, la nature et le paysage apporte des définitions précises basées sur celles adoptées par la convention européenne du paysage :

*Article 350-1 – A. du code de l'environnement, modifié par la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages – art. 171*

*“Le paysage désigne une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels ou humains et de leurs interrelations dynamiques.”*

Il peut s'agir d'appréhender des paysages remarquables, comme des paysages relevant du quotidien ou des paysages dégradés.

La prise en compte des paysages dans les documents d'urbanisme a été largement renforcée, en particulier depuis la loi ALUR.

*Article L. 101-2 du code de l'urbanisme, modifié par la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 – art. 105*

*“Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants : ...*

*6° La protection des milieux naturels et des paysages, ...”*

*Article L. 151-5 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

*“Le projet d'aménagement et de développement durables définit :*

*1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ; ...”*

*Article L. 151-7 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

*“Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :*

*1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ; ...”*

*Article L. 151-18 du code de l'urbanisme, modifié par la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 – art. 105*

*“Le règlement peut déterminer des règles concernant l'aspect extérieur des constructions neuves, rénovées ou réhabilitées, leurs dimensions, leurs conditions d'alignement sur la voirie et de distance minimale par rapport à la limite séparative et l'aménagement de leurs abords, afin de contribuer à la qualité architecturale, urbaine et paysagère, à la mise en valeur du patrimoine et à l'insertion des constructions dans le milieu environnant.”*

*Article L. 151-19 du code de l'urbanisme, modifié par la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages – art. 81*

*“Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et identifier, localiser et délimiter les quartiers, îlots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation leur conservation ou leur restauration. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.”*



Article L. 151-23 du code de l'urbanisme, modifié par la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages – art. 81

*“Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.*

*Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent.”*

Article R. 151-43 du code de l'urbanisme, créé par le décret du 28 décembre 2015

*“Afin de contribuer à la qualité du cadre de vie, assurer un équilibre entre les espaces construits et les espaces libres et répondre aux enjeux environnementaux, le règlement peut :*

...

*4° Délimiter les espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques et définir des règles nécessaires à leur maintien ou à leur remise en état ;*

*5° Identifier, localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger au titre de l'article L. 151-23 pour lesquels les travaux non soumis à un permis de construire sont précédés d'une déclaration préalable et dont la démolition est subordonnée à la délivrance d'un permis de démolir, et définir, s'il y a lieu, les prescriptions nécessaires pour leur préservation ; ...”*

### Pour vous aider :

La direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France (DRIEE) a élaboré un guide pédagogique visant à favoriser la bonne prise en compte de l'enjeu paysage dans les documents d'urbanisme.

Le document a été spécialement élaboré pour servir aux communes, aux communautés d'agglomération, communautés de communes et syndicats d'agglomération nouvelle.

Guide paysage : [http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2012-Guide\\_CCTP\\_PLU\\_paysage\\_visuels-28P-version24mai2013\\_cle1ba8c1.pdf](http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2012-Guide_CCTP_PLU_paysage_visuels-28P-version24mai2013_cle1ba8c1.pdf)



### L'observatoire des paysages de la région Auvergne-Rhône-Alpes (réalisation DREAL Rhône-Alpes)

Site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes :

<http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/paysages-rhone-alpes-r215.html>

Cartographie des unités paysagères : [http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr/30/NATURE\\_PAYSAGE\\_BIODIVERSITE\\_RA.map&extent=%28880241,6539597,886867,6545381%29#](http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr/30/NATURE_PAYSAGE_BIODIVERSITE_RA.map&extent=%28880241,6539597,886867,6545381%29#)

Un observatoire des paysages a été créé en région Auvergne-Rhône-Alpes. Il identifie les paysages rhonalpins en unités paysagères, les regroupe selon des caractéristiques communes en 7 familles :

- paysages naturels
- paysages naturels de loisirs
- paysages agraires
- paysages ruraux patrimoniaux
- paysages émergents
- paysages marqués par de grands aménagements
- paysages urbains ou périurbains

Il suit leurs évolutions pour proposer une prise en compte dans les politiques publiques et mettre en place des moyens d'action.

L'inventaire typologique des paysages est synthétisé dans la brochure "Les 7 familles de paysages en Rhône-Alpes", téléchargeable sur le site internet de la DREAL.

### **La connaissance des paysages du département de l'Ain**

Site internet du CAUE de l'Ain : <http://www.caue01.org/>

Le département de l'Ain dispose depuis 2009 d'un atlas des paysages élaboré par le CAUE de l'Ain, sous l'égide du Conseil Général et avec l'appui des services de l'État.

Ce document présente une cartographie et une description des différentes unités paysagères du département (partie de territoire homogène du point de vue du paysage). 37 unités paysagères sont ainsi répertoriées sur le département.

Les documents relatifs à l'atlas des paysages sont disponibles auprès du CAUE de l'Ain.

L'atlas des paysages est aujourd'hui en cours d'actualisation par le CAUE, avec l'appui des services de l'État (DDT / DREAL / UDAP) et du Conseil Départemental. Cette actualisation a pour objet de :

- mettre à jour les éléments de contenu (textes, illustrations : blocs diagrammes, etc.),
- proposer la mise en place d'un outil informatique adapté pour la consultation sur internet.

La mise en ligne du site est prévue courant de l'année 2017.

### **Favoriser la nature en ville et améliorer les zones d'habitat**

*Article L. 151-22 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

*"Le règlement peut imposer une part minimale de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables, éventuellement pondérées en fonction de leur nature, afin de contribuer au maintien de la biodiversité et de la nature en ville."*

Création du coefficient de biotope pour le traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords de constructions :

*Article R. 151-43 du code de l'urbanisme, créé par le décret du 28 décembre 2015*

*"Afin de contribuer à la qualité du cadre de vie, assurer un équilibre entre les espaces construits et les espaces libres et répondre aux enjeux environnementaux, le règlement peut :*

- 1° Imposer, en application de l'article L. 151-22, que les surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables d'un projet représentent une proportion minimale de l'unité foncière. Il précise les types d'espaces, construits ou non, qui peuvent entrer dans le décompte de cette surface minimale en leur affectant un coefficient qui en exprime la valeur pour l'écosystème par référence à celle d'un espace équivalent de pleine terre ;*
- 2° Imposer des obligations en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations, d'aires de jeux et de loisir ;*
- 3° Fixer, en application du 3° de l'article L. 151-41 les emplacements réservés aux espaces verts ainsi qu'aux espaces nécessaires aux continuités écologiques, en précisant leur destination et les collectivités, services et organismes publics bénéficiaires ; ..."*

### 3.6.3.3 - La protection du patrimoine

Le service territorial de l'architecture et du patrimoine du Rhône a élaboré des fiches-conseils à l'attention des partenaires publics ou privés qui viennent répondre aux questions les plus couramment posées. Dont une série de fiches consacrée à l'urbanisme avec des conseils en matière d'architecture et de qualité d'insertion dans le paysage.

Site internet de la DRAC Auvergne-Rhône-Alpes :

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Auvergne-Rhone-Alpes/Demarches-aides/Patrimoine-urbanisme-qualite-architecturale/Fiches-conseil-architecture-urbanisme>

Rappel des dispositions générales communes aux schémas de cohérence territoriale, aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales du code de l'urbanisme :

*Article L. 101-2 du code de l'urbanisme, modifié par la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 – art. 105*

*“Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :*

*1° L'équilibre entre :*

*...*

*c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*

*d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;*

*...*

*2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ; ...”*

Le chapitre III de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine entend valoriser les territoires par la modernisation du droit du patrimoine et la promotion de la qualité architecturale.

#### **Allées d'arbres et alignements d'arbres en bordures des voies de communications**

*Article L. 350-3 du code de l'environnement, crée par la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages – art. 172*

*“Les allées d'arbres et alignements d'arbres qui bordent les voies de communication constituent un patrimoine culturel et une source d'aménités, en plus de leur rôle pour la préservation de la biodiversité et, à ce titre, font l'objet d'une protection spécifique. Ils sont protégés, appelant ainsi une conservation, à savoir leur maintien et leur renouvellement, et une mise en valeur spécifiques.*  
*...”*

Il est recommandé de faire figurer ces dispositions dans le chapitre “règles générales” du règlement du PLU.

## **L'archéologie**

*Article L. 510-1 et suivants du code du patrimoine*

La protection des vestiges du passé constitue un enjeu patrimonial et culturel primordial.

*Le code du patrimoine – Livre V : Archéologie*

*Titre III : Fouilles archéologiques programmées et découvertes fortuites*

*Chapitre 1<sup>er</sup> : Archéologie terrestre et subaquatique*

*Section 3 : Découvertes fortuites*

*Article L. 531-14*

*“Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie.*

*Si des objets trouvés ont été mis en garde chez un tiers, celui-ci doit faire la même déclaration. ...”*

### **Le patrimoine archéologique identifié**

L'identification de certains secteurs à protéger (sous-sol non exploré) ou à sauvegarder (vestiges déjà mis à jour) peut être justifiée dans le rapport de présentation.

Le PLU peut classer ces secteurs d'intérêt archéologique en zone N indiquée.

*Article R. 151-24 du code de l'urbanisme, créé par le décret du 28 décembre 2015*

*“Les zones naturelles et forestières sont dites " zones N ". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :*

*1° Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ; ...”*

Le classement de ces zones peut être justifié dans le document graphique, permettant ainsi de protéger un sous-sol non exploré ou de sauvegarder des vestiges déjà mis à jour.

*Article R. 151-34 du code de l'urbanisme, créé par le décret du 28 décembre 2015, dans le cas du droit d'option en faveur du contenu modernisé du PLU*

*“Dans les zones U, AU, A et N les documents graphiques du règlement font apparaître, s'il y a lieu :*

*...*

*2° Les secteurs protégés en raison de la richesse du sol ou du sous-sol, dans lesquels les constructions et installations nécessaires à la mise en valeur de ces ressources naturelles sont autorisées ; ...”*

Le règlement permet de limiter, voire d'interdire, toute occupation du sol qui serait incompatible avec la conservation du patrimoine archéologique repéré par la carte archéologique nationale.

*Article R. 151-33 du code de l'urbanisme, créé par le décret du 28 décembre 2015, dans le cas du droit d'option en faveur du contenu modernisé du PLU*

*“Le règlement peut, en fonction des situations locales, soumettre à conditions particulières :*

*1° Les types d'activités qu'il définit ;*

*2° Les constructions ayant certaines destinations ou sous-destinations.”*

Les dispositions relatives à la protection du patrimoine archéologique et à sa prise en compte dans les opérations d'urbanisme peuvent être mises en œuvre par l'autorité compétente pour délivrer les autorisations d'urbanisme (*article R. 111-4 du code de l'urbanisme, créé par le décret du 28 décembre 2015 et livre V du code du patrimoine relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive*).

[Vous trouverez en annexes relevant de l'information, le courrier de la DRAC Auvergne-Rhône-Alpes listant les sites archéologiques recensés.](#)

### **3.6.3.4 - Assurer l'intégration paysagère des projets**

#### **Qualité des entrées de villes**

Tous les PLU doivent intégrer l'enjeu général relatif à la qualité des entrées de ville pour lutter contre la banalisation des paysages périurbains.

*Article L. 101-2 du code de l'urbanisme, modifié par la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 – art. 105*

*“Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :*

*...*

*2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ; ...”*

#### **Constructibilité le long des grands axes routiers**

*Articles L. 111-6 à L. 111-10 du code de l'urbanisme, créés par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

Une règle de recul s'impose en dehors des zones urbanisées, aux abords des autoroutes, routes express, déviations au sens du code de la voirie routière et autres routes classées à grande circulation dans le cadre du décret 31 mai 2010.

Des règles d'implantation différentes peuvent être prévues par le PLU après études justifiant que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité de la qualité architecturale ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

[Votre commune n'étant pas traversée par une infrastructure mentionnée à l'article L. 111-6 du code de l'urbanisme, la règle de recul ne s'applique pas.](#)

*Article L. 141-19 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

Le document d'orientation et d'objectifs (DOO) des SCoT peut étendre l'application L. 111-6 du code de l'urbanisme à d'autres routes que celles classées à grande circulation.

[Le DOO du SCoT Bugey pourra par application des dispositions de l'article L. 141-19 du code de l'urbanisme, appliquer l'interdiction de construire sans projet urbain à d'autres routes que celles classées à grande circulation.](#)

#### **Lutte contre l'urbanisation linéaire**

Il est important de rappeler que les services du conseil départemental souhaitent éviter l'extension de l'urbanisation le long des routes départementales hors agglomération. Ce type d'urbanisation linéaire conduit le plus souvent à accroître les investissements tant de la commune que du département. Ils veilleront également à ce que les accès à ces routes ne se multiplient pas.

#### **La réforme de l'affichage publicitaire et le règlement local de publicité**

- La loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010 réforme la réglementation de l'affichage publicitaire. Cette réforme vise à limiter l'impact de cet affichage sur nos paysages en général et sur les entrées de villes en particulier, contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité de vie des habitants.

*Article L. 581-14 du code de l'environnement, modifié par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 – art. 223 et 226*

*“L'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, la métropole de Lyon ou, à défaut, la commune peut élaborer sur l'ensemble du territoire de l'établissement public ou de la commune un règlement local de publicité qui adapte les dispositions prévues aux articles L. 581-9 et L. 581-10.*

*Sous réserve des dispositions des articles L. 581-4, L. 581-8 et L. 581-13, le règlement local de publicité définit une ou plusieurs zones où s'applique une réglementation plus restrictive que les prescriptions du règlement national.*



*Il peut aussi définir des zones dans lesquelles tout occupant d'un local commercial visible depuis la rue ou, à défaut d'occupant, tout propriétaire doit veiller à ce que l'aspect extérieur de ce local ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants. ..."*

- Décret n° 2012-118 du 30 janvier 2012 relatif à la publicité extérieure, aux enseignes et aux pré-enseignes + décret rectificatif du même jour ;

Ce décret, applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2012, encadre et précise la mise en œuvre de la réforme. Il réduit les formats des dispositifs publicitaires muraux, en fonction de la taille des agglomérations, jusqu'à 4 m<sup>2</sup> dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants. Il institue une règle de densité pour les dispositifs classiques scellés au sol et muraux le long des voies ouvertes à la circulation publique, par une limitation à un dispositif publicitaire par linéaire de 80 m sur le domaine privé et un autre sur le domaine public.

Il institue une obligation d'extinction des dispositifs lumineux à certaines heures de la nuit.

Les règlements locaux de publicité, adaptations communales des règles nationales, ne pourront qu'être plus restrictifs que la règle nationale. Ils seront élaborés, révisés et modifiés selon les règles applicables aux PLU.

Votre commune, dans le cadre de la réforme de l'affichage publicitaire, pourra établir un règlement local de publicité.

Le SCoT Bugey pourra définir des orientations en matière d'affichage publicitaire, afin que les communes élaborent chacune leur règlement local de publicité.

#### **Pour vous aider :**

Site internet des services de l'État dans l'Ain : <http://www.ain.gouv.fr/publicite-r192.html>

- La notice technique – Annexe de l'instruction du gouvernement du 25 mars 2014 relative à la réglementation nationale des publicités, des enseignes et des pré-enseignes

Site internet de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie :  
<http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/notice-technique-relative-a-la-reglementation-a1806.html>

- Un guide pratique – la réglementation de la publicité extérieure en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Guide-pratique-sur-la.html>

## **3.7 - Climat et énergie**

La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte définit, dans son article 1 :

*Article L. 100-4 du code de l'énergie*

*"I.-La politique énergétique nationale a pour objectifs :*

- 1° De réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % entre 1990 et 2030 et de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050. ...*
- 2° De réduire la consommation énergétique finale de 50 % en 2050 par rapport à la référence 2012, en visant un objectif intermédiaire de 20 % en 2030. Cette dynamique soutient le développement d'une économie efficace en énergie, notamment dans les secteurs du bâtiment, des transports et de l'économie circulaire, et préserve la compétitivité et le développement du secteur industriel ;*
- 3° De réduire la consommation énergétique primaire des énergies fossiles de 30 % en 2030 par rapport à l'année de référence 2012, en modulant cet objectif par énergie fossile en fonction du facteur d'émissions de gaz à effet de serre de chacune ;*

- 4° De porter la part des énergies renouvelables à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 32 % de cette consommation en 2030 ; à cette date, pour parvenir à cet objectif, les énergies renouvelables doivent représenter 40 % de la production d'électricité, 38 % de la consommation finale de chaleur, 15 % de la consommation finale de carburant et 10 % de la consommation de gaz ;
- 5° De réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50 % à l'horizon 2025 ;
- 6° De contribuer à l'atteinte des objectifs de réduction de la pollution atmosphérique prévus par le plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques défini à l'article L. 222-9 du code de l'environnement ;
- 7° De disposer d'un parc immobilier dont l'ensemble des bâtiments sont rénovés en fonction des normes "bâtiment basse consommation" ou assimilées, à l'horizon 2050, en menant une politique de rénovation thermique des logements concernant majoritairement les ménages aux revenus modestes ;
- ...
- 9° De multiplier par cinq la quantité de chaleur et de froid renouvelables et de récupération livrée par les réseaux de chaleur et de froid à l'horizon 2030."

**La loi sur la transition énergétique et la croissance verte :**

Site internet du ministère en charge de l'aménagement et de l'urbanisme :  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/-La-transition-energetique-pour-la-.html>



### 3.7.1 - Les objectifs de lutte contre l'effet de serre

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement "Grenelle 2" introduit la notion de lutte contre les gaz à effet de serre dans les documents d'urbanisme.

Avec le « facteur 4 », la loi de programme du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique a inscrit un objectif de division par 4 ou réduction des émissions de gaz à effet de serre de 75% d'ici 2050 par rapport à 1990.

La loi sur la transition énergétique pour la croissance verte réaffirme les objectifs précédents :

*Article L. 100-4 du code de l'énergie*

*"I.-La politique énergétique nationale a pour objectifs :*

*1° De réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % entre 1990 et 2030 et de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050. ..."*

Pour atteindre ces objectifs, le Grenelle de l'environnement a instauré des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) pour valoriser le potentiel régional d'énergies renouvelables et développer l'efficacité énergétique, en intégrant les préoccupations sur l'énergie, le climat et les polluants atmosphériques.

*Site internet du ministère en charge de l'aménagement et de l'urbanisme :*  
[http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/fiche\\_7.pdf](http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/fiche_7.pdf)

**Le plan national d'adaptation au changement climatique** concerne 20 thèmes et associe les actions de plusieurs ministères et agences publiques.

*Site internet du ministère en charge de la lutte contre le changement climatique :*  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Documents-de-reference.18908.html>

#### **Le plan climat de la France (plan d'atténuation) :**

Actualisation 2013 du plan climat de la France

*Site internet du ministère en charge de la lutte contre le changement climatique :*  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-plan-climat-de-la-France-plan-d.14496>

### 3.7.2 - Les objectifs de développement des énergies renouvelables

La consommation des ressources énergétiques fossiles, limitées et polluantes, menace le contexte climatique que nous connaissons aujourd'hui. Un développement qualifié de soutenable se doit de favoriser l'utilisation et le développement des énergies renouvelables dans le respect de l'environnement sous toutes ses formes.

*Site internet du ministère en charge des énergies renouvelables :*  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Energies-renouvelables.406-.html>

L'objectif européen d'augmentation de la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie de l'union européenne d'ici 2020 est de 20 %. L'objectif à atteindre par la France a été inscrit dans la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015. Le développement des énergies renouvelables est à hauteur de 23% de la consommation d'énergie finale d'ici 2020.

Cette ambition est détaillée pour chaque filière dans le plan d'action national en faveur des énergies renouvelables pour la période 2009-2020.

*Site internet du ministère en charge des énergies renouvelables :*  
[http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/0825\\_plan\\_d\\_action\\_national\\_ENRversion\\_finale.pdf](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/0825_plan_d_action_national_ENRversion_finale.pdf)

### 3.7.3 - Les objectifs de réduction de la pollution atmosphérique

Site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes :  
<http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/qualite-de-l-air-zone-rhone-alpes-r885.html>

#### 3.7.3.1 - Données relatives aux émissions polluantes

La Direction Générale de la Prévention des Risques du Ministère en charge de l'environnement recense les principaux rejets et transferts de polluants dans l'eau, l'air, les déchets déclarés par certains établissements, à savoir :

- les principales installations industrielles,
- les stations d'épuration urbaines de plus de 100 000 équivalents habitants,
- certains élevages.

Ces données sont mises à disposition du grand public sur ce site.

Site internet du registre français des émissions polluantes :  
<http://www.irep.ecologie.gouv.fr/IREP/index.php>

### 3.7.4 - Mise en œuvre de la politique de transition énergétique

#### 3.7.4.1 - Schéma régional du climat de l'air et de l'énergie (SRCAE)

L'objectif du SRCAE est la définition des orientations et objectifs régionaux aux horizons 2020 et 2050 en matière de :

- réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES),
- maîtrise de la demande énergétique,
- développement des énergies renouvelables,
- lutte contre la pollution atmosphérique,
- adaptation au changement climatique.

Le SRCAE constitue un document de référence pour les documents d'urbanisme.

Le schéma régional climat air énergie Rhône-Alpes a été approuvé le 24 avril 2014.

Le SRCAE détermine :

- les orientations permettant d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter,
- les orientations permettant de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique,
- les objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre en matière d'économie d'énergie, d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables aux horizons 2020 et 2050.

Vous pouvez télécharger le schéma régional climat air énergie Rhône-Alpes à l'adresse suivante :

<http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/le-schema-regional-climat-air-energie-srcae-a2594.html>

Le SRCAE intègre le volet "Schéma Régional Éolien" approuvé le 26 octobre 2012 par le Préfet de Région.

Site internet du SRCAE : <http://srcae.rhonealpes.fr/>

**Pour vous aider :****ESPACE  
TÉLÉCHARGEMENT**

Tableur.xls de  
'Répartition  
territorialisée  
indicative des  
objectifs du  
projet de  
SRCAE'



guide 'Décliner  
le projet de  
SRCAE dans  
son PCET'

Site internet du Cerema : <http://www.cerema.fr/schemas-regionaux-du-climat-de-l-air-et-de-l-energie-les-collectivites-en-action.html>

**Les outils :**

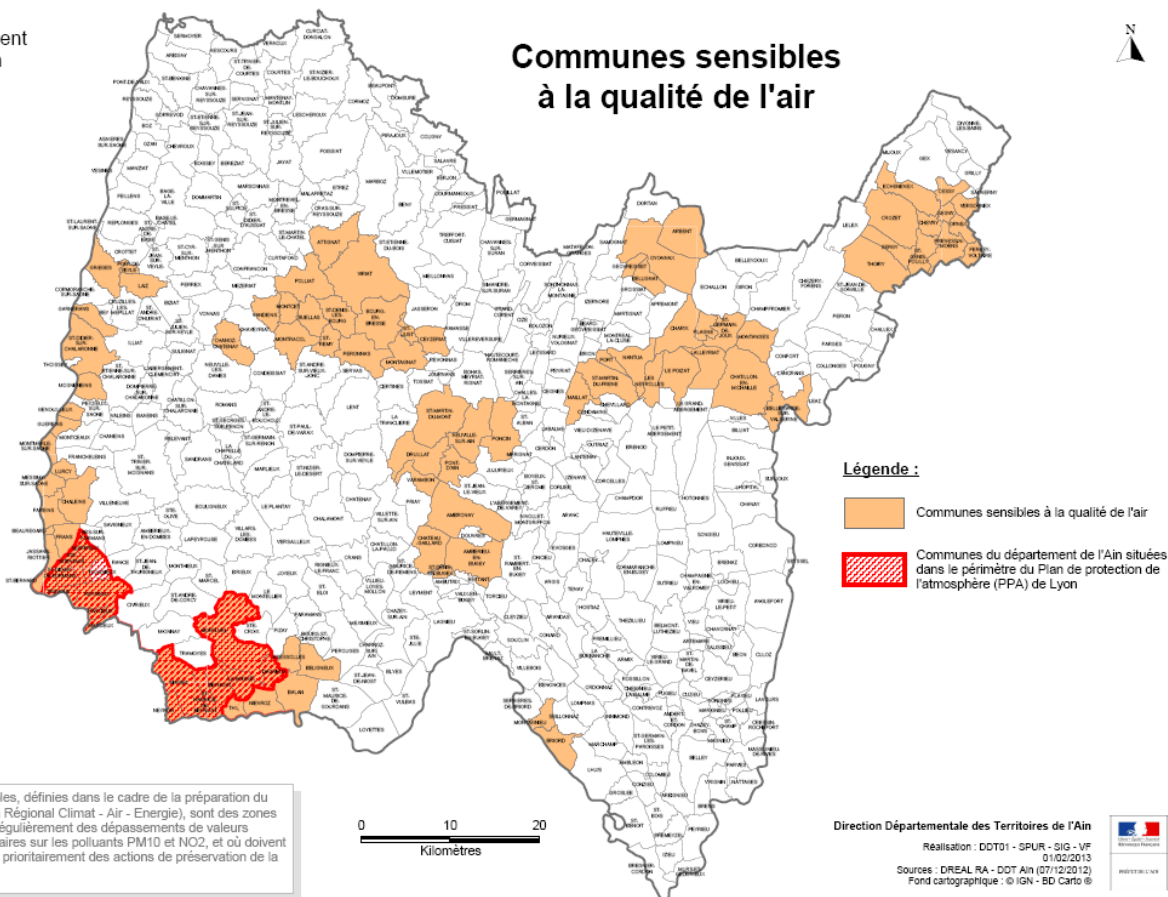
La DREAL et la région ont élaboré 2 outils téléchargeables pour aider les territoires à s'approprier le projet de SRCAE :

- un guide d'accompagnement à destination des collectivités pour décliner le projet de SRCAE dans leur plan climat ;
- un tableur de présentation indicative de la répartition territorialisée des objectifs chiffrés du projet de SRCAE.

**Les zones sensibles définies dans le cadre de l'élaboration du SRCAE**

Votre commune ne fait pas partie des zones où doivent être développées prioritairement des actions de préservation de la qualité de l'air.

Département  
de l'Ain

**Communes sensibles  
à la qualité de l'air**

## **Le schéma régional éolien (SRE) Rhône-Alpes constitue une annexe du SRCAE**

Le préfet de région Rhône-Alpes a approuvé le 26 octobre 2012, le schéma régional éolien annexé au SRCAE. Le schéma régional éolien Rhône-Alpes définit par commune les parties du territoire favorables au développement de l'énergie éolienne.

Ce dernier a été annulé par jugement du tribunal administratif de Lyon le 02/07/2015.

*Site internet des services de l'État dans l'Ain :*

<http://www.ain.gouv.fr/le-schema-regional-eolien-rhone-a759.html>

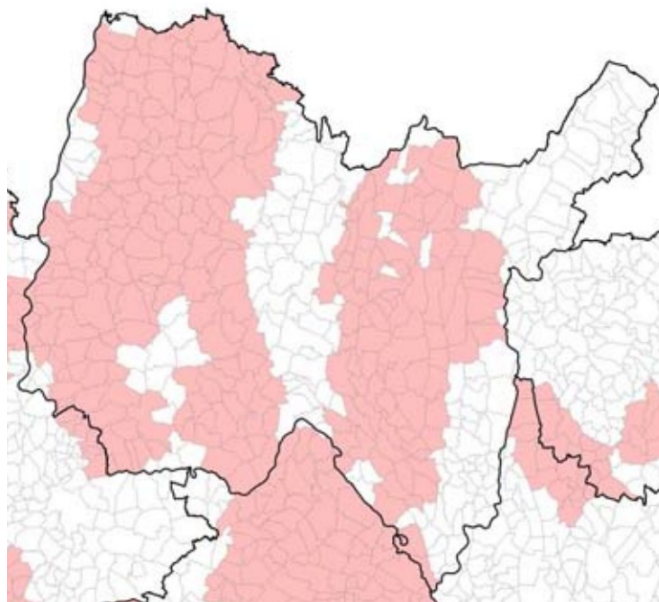
Le schéma régional éolien (SRE) Rhône-Alpes constitue cependant une étude de référence. Les zones favorables du volet éolien du SRCAE demeurent une référence géographique en termes d'implantation des éoliennes.

Ce schéma ne modifie pas les régimes d'autorisations administratives encadrant les projets éoliens. Ceux-ci restent notamment soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et à la procédure de permis de construire.

Le schéma régional prévoit un certain nombre de recommandations sur les conditions d'implantation des projets à l'étude.

D'après l'annexe 6 (page 127 du schéma régional éolien de la région Rhône-Alpes dont vous trouverez ci-contre l'extrait concernant le département de l'Ain), votre commune ne fait pas partie de la liste des communes situées en zone favorable pour le développement éolien.

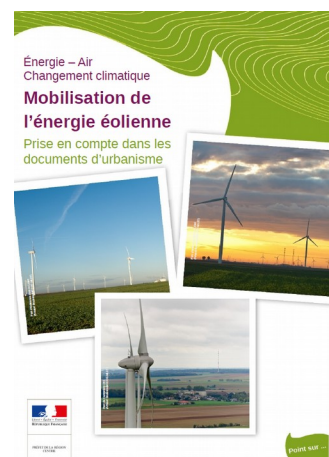
Zones favorables par commune



## **Pour vous aider**

Le guide sur la mobilisation de l'énergie éolienne : prise en compte dans les documents d'urbanisme est téléchargeable à l'adresse suivante :

[http://www.side.developpement-durable.gouv.fr/simclient/consultation/binaries/stream.asp?INSTANCE=EXPLOITATION&EIDMPA=IFD\\_FICJOINT\\_0015365](http://www.side.developpement-durable.gouv.fr/simclient/consultation/binaries/stream.asp?INSTANCE=EXPLOITATION&EIDMPA=IFD_FICJOINT_0015365)



### 3.7.4.2 - Le schéma éolien du département de l'Ain



L'objectif du schéma éolien départemental, co-signé par le Préfet et le Président du conseil général était de servir de guide à la création des zones de développement de l'éolien (ZDE) en garantissant la protection du patrimoine paysager et architectural.

Le schéma éolien du département de l'Ain a été approuvé en avril 2008.

Site internet des services de l'État dans l'Ain :

<http://www.ain.gouv.fr/le-schema-eolien-du-departement-de-l-ain-a283.html>

À l'échelle de la cartographie départementale, le territoire de votre commune ne présente pas des potentialités en termes de zones classées favorables au schéma.

Site internet de la cartographie des potentialités : [http://cartelie.application.developpement-durable.gouv.fr/cartelie/voir.do?carte=cartelie\\_eolien\\_ain&service=DDT\\_01](http://cartelie.application.developpement-durable.gouv.fr/cartelie/voir.do?carte=cartelie_eolien_ain&service=DDT_01)

### 3.7.4.3 - Plan climat-air-énergie territorial (PCAET)

Article L. 229-26 du code de l'environnement

*"I.-... les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existant au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et regroupant plus de 50 000 habitants adoptent un plan climat-air-énergie territorial au plus tard le 31 décembre 2016.*

*Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existant au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et regroupant plus de 20 000 habitants adoptent un plan climat-air-énergie territorial au plus tard le 31 décembre 2018. ..."*

Article L. 131-5 du code de l'urbanisme, modifié par la loi n°2016-1888 du 28 décembre 2016 - art. 72

*"Les plans locaux d'urbanisme ... prennent en compte le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L. 229-26 du code de l'environnement et les schémas départementaux d'accès à la ressource forestière."*

L'arrêté paru au Journal officiel du 7 août 2016 précise le contenu des plans climat-air-énergie territoriaux dorénavant portés par les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de plus de 20.000 habitants.

Le PCAET doit fixer des objectifs visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à renforcer le stockage du carbone sur le territoire (par exemple, dans les bâtiments), à encourager le développement d'énergies renouvelables, etc.

Les plans climat-air-énergie territoriaux adoptés sont collectés via une plate-forme informatique hébergée à l'adresse suivante :

<http://www.territoires-climat.ademe.fr>

Dans l'attente de la réalisation des plans climat-air-énergie territoriaux, les communes sont invitées à prendre en compte les plans climat-énergie territoriaux existants ou en cours d'études pour l'élaboration de leur PLU.

Un plan climat de la région Rhône-Alpes (PCR) a été adopté en mars 2013.

Il est téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.rhonealpes.fr/516-conference-sur-le-climat.htm>

Votre commune est concernée par le PCET du conseil général de l'Ain qui a été adopté en octobre 2013.

Site internet du conseil départemental de l'Ain :

[http://www.ain.fr/jcms/int\\_50599/qualite-de-l-air-dans-l-ain](http://www.ain.fr/jcms/int_50599/qualite-de-l-air-dans-l-ain)



### 3.7.5 - La performance énergétique des bâtiments

#### 3.7.5.1 - La RT 2012 pour les constructions neuves

Site internet du ministère en charge de l'aménagement et de l'urbanisme :  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-RT2012-un-saut-energetique-pour.html>

Le Grenelle de l'environnement a fixé comme objectif la généralisation dans la construction neuve, des « bâtiments basse consommation -BBC-» à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Il s'agit de diviser par 3 les consommations énergétiques des bâtiments neufs. La nouvelle réglementation thermique, qui s'applique aux permis de construire déposés, constitue une contribution importante à la « feuille de route énergétique et climatique » de la France au regard des objectifs Grenelle à 2020.

- À compter du 28 octobre 2011, la valeur moyenne du label "bâtiments basse consommation (BBC)" dont le plafond de consommation énergétique fait état de 50 kWh/m<sup>2</sup>.an, devenait la référence dans la construction neuve pour certains bâtiments neufs du secteur tertiaire.
- Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, la RT 2012 s'applique à tous les types de bâtiments neufs. Elle s'applique aux constructions neuves, aux extensions et aux surélévations de bâtiments existants. L'objectif est de construire des bâtiments produisant plus d'énergie qu'ils n'en consomment.

Le label BBC est remplacé par 2 niveaux de labels, pour aller plus loin que la RT 2012 :

- un niveau « haute performance énergétique (HPE) » qui prévoit une réduction de la consommation d'énergie primaire de 10 % par rapport à la RT 2012,
- un niveau « très haute performance énergétique (THPE) » qui prévoit une réduction de la consommation d'énergie primaire de 20 % par rapport à la RT 2012.

#### 3.7.5.2 - La rénovation du parc existant

Articles L. 111-10 et R. 131-25 à R. 131-28 du code de la construction et de l'habitation

La rénovation du parc tertiaire, qui représente 1/4 du patrimoine immobilier bâti et 1/3 des consommations énergétiques, est un sujet complexe ainsi qu'une pièce maîtresse de la loi Grenelle 2. Celle-ci prévoit l'obligation de rénovation du parc à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

La réglementation thermique des bâtiments existants s'applique aux bâtiments résidentiels et tertiaires existants, à l'occasion de travaux de rénovation prévus par le maître d'ouvrage.

L'objectif général de cette réglementation est d'assurer une amélioration significative de la performance énergétique d'un bâtiment existant lorsqu'un maître d'ouvrage entreprend des travaux susceptibles d'apporter une telle amélioration.

Les mesures réglementaires sont différentes selon l'importance des travaux entrepris par le maître d'ouvrage.

Site internet du ministère en charge de l'aménagement et de l'urbanisme :  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-plan-de-renovation-energetique.34149.html>

Site internet dédié à la rénovation énergétique de l'habitat : <http://www.renovation-info-service.gouv.fr/>

#### 3.7.5.3 - Urbanisme

##### La place des matériaux et énergies renouvelables dans les PLU

À minima, la rédaction du règlement du PLU ne devra pas s'opposer à la performance énergétique, aux toitures végétales, partis architecturaux en général, matériaux ou procédés de construction s'inscrivant dans les objectifs du développement durable.

Le PLU peut exiger des performances énergétiques et environnementales renforcées.

*Article L. 151-21 du code de l'urbanisme, créé par l'ordonnance du 23 septembre 2015*

*“Le règlement peut définir des secteurs dans lesquels il impose aux constructions, travaux, installations et aménagements de respecter des performances énergétiques et environnementales renforcées qu’il définit. À ce titre, il peut imposer une production minimale d’énergie renouvelable, le cas échéant, en fonction des caractéristiques du projet et de la consommation des sites concernés. Cette production peut être localisée dans le bâtiment, dans le même secteur ou à proximité de celui-ci.”*

*Article R. 151-42 du code de l'urbanisme, modifié par le décret du 28 juin 2016 – art. 3*

*“Afin d’assurer l’insertion et la qualité environnementale des constructions, le règlement peut :*

- 1° Fixer des obligations en matière de performances énergétiques et environnementales ;*
- 2° Identifier les secteurs où, en application de l’article L. 151-21, des performances énergétiques et environnementales renforcées doivent être respectées ;*
- 3° Identifier les secteurs dans les zones urbaines ou à urbaniser où, en application du 3° de l’article L. 151-28, les constructions faisant preuve d’exemplarité énergétique ou environnementale ou qui sont à énergie positive bénéficient d’une majoration de volume constructible qu’il détermine en référence à l’emprise au sol et la hauteur ; ...”*

### **La performance énergétique autorise la sur-densification dans les PLU**

*Voir les articles L. 151-28 3° et L. 153-46 du code de l'urbanisme, créés par l'ordonnance du 23 septembre 2015, l'article L. 151-29 du code de l'urbanisme, modifié par la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 – art. 105 et l'article R. 151-42 3° du code de l'urbanisme, modifié par le décret du 28 juin 2016 – art. 3.*

Une surdensité volumique est possible pour les constructions faisant preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale ou qui sont à énergie positive, par secteurs :

- mesure apparaissant dans le règlement du PLU,
- en zones U et AU,
- dépassement de 30% maximum des règles relatives au gabarit (20% en secteurs protégés du point de vu du patrimoine ou de l'environnement),
- taux modulable dans le temps tous les 2 ans et géographiquement sur le territoire communal.

Ce dépassement au titre de la performance énergétique combiné à la majoration prévue en cas de réalisation de programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux (*article L. 151-28 2° du code de l'urbanisme*) ou des logements intermédiaires (*article L. 151-28 4° du code de l'urbanisme*) ne peut entraîner une majoration totale de plus de 50 % du volume autorisé par le gabarit de construction (*article L. 151-29 du code de l'urbanisme*).

### **PLU et production d'énergie solaire photovoltaïque et solaire thermique**

#### **Pour vous aider**

Les fiches du CERTU d'octobre 2012 « PLU et production d'énergie » traitent de l'implantation en milieu urbain de systèmes techniques de production d'énergie à partir de sources renouvelables. Elles constituent un état des lieux des leviers du PLU à disposition mais ne proposent pas d'exemples de rédaction.

Elles sont en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.certu-catalogue.fr/>

*Rubrique : Ville et environnement /Énergie – Effet de serre /PLU et production d'énergie*



## 4 - Les servitudes d'utilité publique (SUP)

Le dossier de PLU devra comporter en annexe :

- les SUP affectant l'utilisation du sol (articles L. 151-43 et L. 152-7 du code de l'urbanisme créés par l'ordonnance du 23 septembre 2015) : joindre les actes juridiques qui les ont instituées quand ils existent, et leurs annexes éventuelles
- la liste des servitudes applicables comportant pour chaque servitude : sa dénomination, la référence et la date de l'acte juridique qui l'a instituée, le nom du service gestionnaire.

Les fiches relatives aux servitudes d'utilité publique sont transmises à titre d'information.

## 4.1 - Servitude AS1 résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales

---

Votre commune est concernée par :

- Les captages d'eau potable dits « de Balay » et « de la fontaine d'huile » situés sur le territoire de l'ex-commune d'Arbignieu et leurs périmètres de protection ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 20 septembre 1995.
- du puits communal de Colomieu situé sur le territoire de la commune de Conzieu, ses périmètres de protection sur les communes de Conzieu et sur l'ex-commune de Saint-Bois ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 3 avril 2014.

Vous trouverez en annexes relevant des servitudes d'utilité publique, les arrêtés préfectoraux de protection des captages.

Le code de la santé publique prescrit diverses servitudes en matière d'activités susceptibles d'être exercées dans les périmètres de protection de captage qui dépendent de la nature du périmètre : immédiat, rapproché ou éloigné.

### Service gestionnaire

Agence Régionale de Santé (ARS)  
Délégation territoriale de l'Ain  
9 rue de la Grenouillère  
CS 80409  
01 012 Bourg-en-Bresse cedex

# **5 - Les pièces annexes du P.A.C.**

## **5.1 - Les annexes relevant des servitudes d'utilité publique**

---

### **5.1.1 - Servitude AS1 résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales**

- les arrêtés préfectoraux de protection des captages.

## 5.2 - Les annexes relevant de l'information

---

1. Les données détaillées relatives à la localisation et aux circonstances des accidents.
2. Le courrier de l'Académie de Lyon.
3. L'analyse de l'évolution de la surface urbanisée entre 2003 et 2015.
4. L'arrêté préfectoral du 2 mai 2001 déclarant l'ensemble du département de l'Ain zone à risque d'exposition au plomb.
5. La prise en compte du SRCE dans les documents d'urbanisme.
6. Le rapport de la DREAL.
7. Le courrier des recommandations d'Enedis concernant la distribution du courant électrique.
8. Le schéma de développement commercial de l'Ain approuvé le 17 mai 2004.
9. Le recensement agricole :
  - la fiche comparative 1979 – 1988 – 2000,
  - un extrait concernant le recensement agricole 2010.
10. La "notice avis PLU CRPF".
11. La délibération du conseil général du 12 février 2007, relatif à la réglementation des semis, plantations et replantations d'essences forestières.
12. Le courrier INAO.
13. La carte PDIPR.
14. Le courrier de la DRAC Auvergne-Rhône-Alpes listant les sites archéologiques recensés.